

raisonner que je ne connais pas ; la logique peut avoir des ressources dont je ne me doute pas, ou, il peut se faire que des points de vue différents changent la face des choses, mais quand on parle du passé, quand on invoque des faits positifs, il me semble qu'il n'y a pas moyen de se tromper et que ces faits valent mieux que tous les meilleurs raisonnements du monde.

Non seulement ces messieurs ont modifié la constitution mais ils ont même demandé des *better terms*. J'en conclus donc que cette espèce d'épouvantail dont on se sert contre nous, quand nous demandons des changements à la constitution, indique clairement que nos adversaires ne sont pas sérieux. Ils ne se gênent pas de changer du tout au tout, une constitution lorsque cela fait leur affaire, sans consulter le peuple.

Le travail que nous soumettons à la Chambre a été élaboré avec soin et bien mûri : non seulement au point de vue des intérêts présents mais aussi au point de vue de l'avenir, et des intérêts généraux de la patrie. Si jamais j'ai travaillé avec assiduité et pendant de longues heures, même durant la nuit, c'est bien pendant les jours où la conférence a siégé. Les procédés étaient conduits en anglais, car la plupart des membres étaient anglais. Comme nous Canadiens-français, nous avons l'avantage de parler les deux langues, et que les Anglais n'en connaissent qu'une seule, nous avons par courtoisie, autant que par nécessité de circonstance, fait usage de la langue anglaise. En passant qu'il me soit permis de dire que dans ce pays-ci, si un Canadien veut faire sa marque, il faut absolument qu'il sache l'anglais, tandis que les Anglais ne sont pas tenus de savoir le français.

Il me fallait donc me renseigner dans une langue étrangère à la mienne, aussi le fait que les procédés ont été conduits en anglais, nous a-t-il imposé un travail énorme.

Nous n'avons pas regardé nos peines, sûrs que nous étions de remplir un devoir sacré envers la patrie.

Nous avons eu le plaisir de voir le travail de la conférence, hautement apprécié par le public. J'aurais été étonné s'il en eut été autrement, car ces résolutions sont l'œuvre de vingt-et-un ministres, parmi lesquels il y avait cinq chefs de cabinet, et on n'arrive pas à une position aussi élevée, sans être quelque chose. Cependant l'honorable député de Gaspé n'a trouvé qu'une seule résolution de son goût. J'en suis quelque peu surpris, car d'après son discours on pouvait s'attendre à le voir condamner le tout en bloc.

L'honorable député nous a parlé de certaines choses dont je n'ai pas trop compris la signification, bien que son langage n'en continuât pas moins d'être éloquent. Il peut se faire que mon esprit soit seul en faute. Dans tous les cas, d'après ce que j'ai pu comprendre, l'honorable député nous aurait accusés d'avoir fait preuve d'esprit révolutionnaire. Je crois qu'il est facile de prouver que cet esprit condamnable ne s'est pas infiltré dans ces résolutions, et qu'il n'y a pas lieu de faire ces distinctions dont il a parlé en termes un peu vagues. Quand des paroles comme celles-là tombent de la bouche d'un homme de la position sociale qu'occupe l'honorable député, d'un homme qui est professeur à l'Université Laval, la première et la plus belle institution que nous ayons dans la province de Québec, il peut se trouver des gens pour croire ces paroles et s'alarmer inutilement.

Quand il dit que tout pouvoir vient d'en haut, voulant faire comprendre que tout pouvoir vient de la couronne, ou de la personne qui occupe le poste suprême, il évoque une doctrine qui n'a plus cours dans les temps modernes. Si vous n'aviez que cette définition là à offrir aux pauvres malheureux, qui sont la masse du peuple, vous auriez bien des révolutions sanglantes, et comme résultat général, un malaise perpétuel. Pour nous, nous disons que toute autorité

vient de Dieu, et que cette autorité est exercée indifféremment par les peuples ou les princes, suivant les institutions politiques qui prévalent.

Regardez donc l'enseignement catholique : est-ce que le Pape n'a pas déclaré dans plus d'une circonstance solennelle, en s'adressant à toutes les nations de la chrétienté, que l'Eglise ne regarde pas à la forme politique du gouvernement. D'un autre côté, l'Eglise catholique n'est-elle pas elle-même une institution toute démocratique, en ce sens que tout enfant, quelque modeste, quelque humble que soit son origine, qu'il soit né fils d'un ouvrier, ou fils d'un prince, peut devenir roi de Rome, en étant élevé à la suprême dignité de chef de la catholicité. C'est la plus grande république qu'il y ait au monde. J'ai donc raison de dire que l'autorité ne vient pas d'en haut, c'est-à-dire de la Couronne, mais qu'elle vient de Dieu, qui la laisse exercer par les peuples comme bon leur semble, pourvu que ce soit conformément aux lois immuables de l'éternelle justice. Dans notre système de gouvernement, comme dans celui de l'Angleterre, qui sert de modèle au nôtre, le pouvoir est exercé par différentes personnes, suivant un mécanisme de contre-poids, mais qui a pour base la volonté populaire. C'est-à-dire que le roi règne mais que le peuple gouverne.

Personne n'a voulu attaquer le principe monarchique qui se trouve dans notre constitution. Nous voulons tout simplement améliorer cette constitution dans quelques-unes de ses dispositions, en rendre la rédaction plus claire, plus précise et éviter ainsi les difficultés qui se sont produites par le passé. Voilà notre but. Encore une fois il n'y a pas lieu de nous traiter de révolutionnaires parce que nous travaillons à perfectionner notre constitution, car nous prétendons que c'est le roi qui règne mais que c'est le peuple qui gouverne. Si vous changez cela, si vous dites que le roi règne et gouverne en même temps, si vous enlevez au peuple la part légitime qui lui revient dans le gouvernement,

vous sapez la base même de la constitution, et vous devenez des révolutionnaires. Règner c'est beau, mais pour moi, je préfère gouverner. Libre à l'honorable député de Gaspé d'avoir une théorie différente. . . .

L'honorable M. **Flynn** — *député de Gaspé*. — Je n'ai jamais prononcé les paroles que l'on me prête, ni ai-je eu l'intention d'exprimer une telle opinion. Si l'honorable secrétaire de la province persiste à m'attribuer des paroles que je n'ai jamais prononcées, je lui dirai qu'il ne fait pas une discussion loyale.

L'honorable M. **Gagnon**. — J'accepte l'explication de l'honorable député, et je suis heureux de constater que nous sommes d'accord sur un point aussi important. Il accepte donc la théorie que c'est le roi qui règne, et que c'est le peuple qui gouverne. D'où il suit que par nos résolutions, nous n'attaquons pas le principe fondamental de la constitution, comme on pourrait le croire, en s'attachant au sens même des paroles prononcées par l'honorable député de Gaspé.

Nous pouvons donc discuter ces résolutions sans attaquer aucune question de principe fondamental ou de théologie. Il ne faut pas compliquer le débat de cette manière, et chercher à nous effrayer par des considérations d'un ordre d'idée qui n'est nullement en cause.

Il s'agit de mettre fin aux empiétements et aux abus du gouvernement fédéral, à l'encontre des droits et des privilèges des provinces. J'aime à entendre l'honorable député de Gaspé nous parler sur ce sujet, car c'est une autorité en matière constitutionnelle.

Il nous a fait l'historique des mesures prises dans cette Chambre pour protester contre les abus du pouvoir fédéral, et pour amender la constitution ; mais il ne nous a pas parlé des changements constitutionnels qui ont été faits par

cette Législature, en ce qui la concerne directement. Ce dernier point méritait bien pourtant d'être signalé, mais comme je l'ai fait il n'y a qu'un instant, je ne m'y arrêterai pas davantage.

L'honorable député de Gaspé nous a présenté un autre argument qui ne me paraît pas de première force. Il nous a dit que sur vingt-et-une ou vingt-deux propositions que l'honorable premier ministre a soumises à la conférence, treize ont été écartées par elle, et que par conséquent, il n'a pas atteint son but. Mais je ferai observer à l'honorable député, qui est bon avocat, que le mérite d'une cause ne repose pas sur le nombre des allégués qui peuvent être invoqués en sa faveur. Pour nous, la première question qui s'imposait à notre considération, et qui primait toutes les autres pour ainsi dire, était celle relative aux finances. Sur ce point nous avons obtenu complètement gain de cause. L'honorable député n'a donc pas été juste à notre égard quand il a dit que nous n'avons pas atteint notre but en convoquant cette conférence. Toutes les propositions de l'honorable premier ministre avaient plutôt le caractère de suggestions que celui d'articles d'un programme formel et défini, et n'étaient faites que dans le but d'engager les délégués provinciaux à reviser la constitution.

Nous avons un subside fédéral fixe de tant par tête, et cependant nous augmentons tous les ans la population de la province par nos dépenses pour la colonisation. Cette augmentation de population donne un revenu de plus en plus considérable au gouvernement fédéral.

L'un autre côté le résultat contraire arrive pour nous. Plus la population est nombreuse, plus les frais de l'administration provinciale sont élevés. Il va de soi que nous avons à encourir plus de dépenses pour administrer les affaires d'une nation comptant une population d'un million et quart ou un million et demi ; que nous en aurions si la

population était moindre. Le principe sur lequel est basée la subvention fédérale pour les provinces est tellement injuste, tellement faux, que nos adversaires eux-mêmes ont demandé dès 1883 que le système actuel fut changé dans le sens que nous proposons dans ces résolutions. L'honorable premier ministre, dans son discours d'ouverture devant la conférence, n'a fait que citer toutes les injustices que renferme l'acte fédéral, et ce n'est pas une raison pour l'honorable député de Gaspé, de dire qu'il n'a pas atteint son but parce que toutes ces questions n'ont pas été l'objet de résolutions. C'est à titre de suggestions que ces questions faites ont été mentionnées et rien de plus.

Mais examinons le travail de la conférence au point de vue du résultat financier, car, après tout, c'est le point le plus important. Si nos résolutions étaient adoptées, nous recevions déjà près de \$350,000 de recettes de plus par année, sans compter l'augmentation que nous réserverait l'avenir par suite de l'accroissement de la population, jusqu'à ce qu'elle aurait atteint un certain maximum que nous indiquons.

Certes, c'est déjà assez pour avoir droit de dire que le nom de l'auteur d'une telle amélioration dans nos finances, mérite de passer à la postérité.

Je dis plus, M. le président, et je prétends que ces résolutions finiront par être la loi du pays, si, toutefois, elles ne sont pas de suite adoptées par les autorités compétentes. Déjà elles ont été adoptées dans quatre législatures provinciales, et j'espère qu'elles seront votées par la presque unanimité de la Chambre ici. Elles finiront par s'imposer et toutes ces manifestations auront une telle force, une telle puissance que pas un gouvernement fédéral ne pourra résister à cette pression exercée par les gouvernements de cinq provinces.

L'honorable député de Gaspé a fait une comparaison entre la conférence tenue en 1887 et celle tenue en 1864.

Dans le but de déprécier les travaux de la conférence tenue l'automne dernier, il nous a dit qu'un seul parti s'y était trouvé représenté, et il a laissé entendre que cette réunion n'avait que le caractère d'une assemblée d'hommes de parti, délibérant sur les meilleurs moyens à prendre pour renverser un parti adversaire. L'honorable député a oublié lorsqu'il a fait ces insinuations, que M. Norquay, premier ministre du Manitoba, est conservateur et présidait un gouvernement conservateur, et je vois son nom parmi ceux des signataires de ces résolutions. Si au retour dans sa province, M. Norquay, a subi les vicissitudes de la politique, s'il a dû abandonner le poste qu'il occupait, la cause de sa chute, n'est pas la conséquence du fait qu'il a participé au travail de la conférence, car ces résolutions ont été adoptées par la Législature de Manitoba à la demande du chef même de l'opposition, devenu premier ministre. Je trouve, du reste, profondément injuste, de la part de nos adversaires de frapper ainsi sur cet homme, maintenant qu'il est tombé, car si vous remontez aux causes de sa chute, vous trouverez qu'elles sont plutôt dues à la politique conservatrice qu'il a défendue et à l'intimité de ses rapports avec le gouvernement fédéral, dont la conduite était si impopulaire dans sa province, qu'au fait qu'il a pris part aux travaux de la conférence de 1887. Du reste, M. Norquay, dès le début de nos travaux, nous a déclaré qu'il ne voulait pas combattre le gouvernement fédéral, mais que son désir était simplement de définir d'une manière précise et claire, les pouvoirs locaux et fédéraux.

Pas une seule de ces résolutions n'indique que c'est le travail plutôt d'un parti que d'un autre. Je trouve donc absolument déraisonnable de dire que M. Norquay a été puni pour s'être joint à nous, et que cette conduite lui a coûté le pouvoir.

Dans la pensée de l'honorable premier ministre, comme dans celle de tous ses collègues, cette conférence devait être

composée des représentants de toutes les provinces et du gouvernement fédéral. Je crois même que le gouvernement fédéral a été consulté sur la forme dans laquelle l'invitation devait être faite ; et ce n'est que quand on a vu qu'il tenait à rester absolument étranger à ce mouvement, qu'on a passé outre, que l'on a rédigé les lettres de convocation que l'on trouve dans les premières pages du document distribué aux députés.

En 1864, on a vu certains libéraux s'allier aux conservateurs pour bâcler la Confédération. Ces libéraux n'appartenaient pas à la province de Québec. Au point de vue donc de notre province, la conférence tenue en 1864, présente le même caractère que celle de 1887, avec cette différence en notre faveur, qu'un groupe de conservateurs dégoûtés de la conduite du gouvernement fédéral, s'est rallié à nous pour préparer ces résolutions.

Quoiqu'on en dise la Confédération a été faite par un parti aux abois, et les alliés libéraux du temps ne se sont joints aux conservateurs que dans le but d'obtenir la représentation basée sur la population. Les conservateurs craignant de perdre le pouvoir se sont alliés à des libéraux dont on s'était servi comme épouvantail pendant des années et des années, pour effrayer notre population. On n'a pas craint de faire des sacrifices de principe les plus considérables pour se maintenir au pouvoir. Voilà quel a été le patriotisme du parti conservateur, et nos adversaires en cette Chambre n'ont pas raison d'en être fiers.

Quant à nous, notre conduite a été toute différente. Nous n'avons pas pensé à faire de l'exclusivisme : nous ne nous sommes pas demandé si tel ou tel gouvernement était conservateur ou libéral. Nous avons étendu notre invitation aux chefs politiques de toutes les provinces. Nous avons demandé la coopération des ministres de l'Île du Prince-Edouard, quoiqu'ils fussent tous conservateurs. Ces

ministres qui ont refusé de se joindre à nous, demandent aujourd'hui au gouvernement fédéral d'accorder à leur province ce que nous avons mis dans nos résolutions. Il va sans dire que s'ils avaient pris part aux travaux de la conférence, ils auraient eu beaucoup plus de chances de réussite, qu'ils n'en ont maintenant, n'ayant pas pour les appuyer l'influence de cinq provinces. C'est sans doute pour ce motif que le Conseil législatif de l'Île du Prince Edouard qui est électif, a passé des résolutions à l'effet de blâmer le gouvernement de son refus, et approuvant par là même notre projet de conférence.

J'ai donc raison de dire que ce n'est pas l'œuvre d'un seul parti. Mais, en supposant que la prétention contraire serait vraie, il ne s'ensuit pas qu'il y aurait là une raison suffisante pour la majorité de cette Chambre, de déclarer que ce travail est condamnable, et qu'il faut le repousser en bloc. C'est pourtant là le raisonnement singulier présenté par l'honorable député de Gaspé. Du moment qu'une mesure vient d'un adversaire il faut la repousser quand même, quelque bonne et acceptable qu'elle soit.

L'honorable premier ministre va soumettre à la Chambre pendant cette session, une loi pour disposer définitivement des biens des Jésuites. L'honorable député de Gaspé va-t-il combattre cette mesure parce que ce sera le premier ministre qui la proposera ?

Le fait que, dans la conférence un parti avait plus de représentants que l'autre, ne constitue pas une raison pour démolir le travail qu'elle a fait. Pendant que j'étais dans l'opposition j'ai souvent donné mon concours à mes adversaires, parce que je croyais que dans ces occasions les mesures qu'il nous proposaient étaient bonnes. En agir autrement n'est ni logique ni raisonnable. J'espère que la Chambre ne jugera pas ces résolutions au point de vue

d'un parti ou de l'autre, mais qu'elle les appréciera suivant leur mérite.

Je crois, M. le président, que le meilleur moyen pour avoir une interprétation peu coûteuse et rapide de notre constitution, est de prendre toutes les mesures possibles pour éviter les procès, parce que ce recours est trop long et entraîne de trop fortes dépenses. Quel mal y a-t-il à faire une loi pour trancher ces questions douteuses ? Pourquoi se battre sur des mots pendant des années et des années, lorsque nous avons à notre disposition un moyen beaucoup plus pratique de régler ces difficultés ? Au reste qui nous assure de la stabilité absolue des décisions des tribunaux ? Tous les jours on voit des décisions renversées par les tribunaux et la jurisprudence en apparence la mieux établie, succombe inopinément devant le caprice quelques fois de certains juges. Je ne dis pas cela pour déprécier le pouvoir judiciaire mais seulement dans le but de constater un fait parfaitement connu. Les jugements des cours de justice sont l'œuvre d'hommes comme nous, et l'on sait que l'humanité est toujours sujette à erreur.

Il peut arriver que le conseil privé se déjuge tout comme n'importe quel autre tribunal. Cela est arrivé ici comme ailleurs. Pourquoi encore une fois ne pas trancher la question par une loi ?

Un travail comme celui sur lequel nous délibérons devait être un travail de conciliation, de transaction entre des intérêts divers, et c'est en effet le caractère qui distingue ces résolutions. Il fallait accorder quelque chose à la province d'Ontario, si nous voulions avoir en retour son puissant concours pour nous aider à obtenir ce que nous demandions.

J'aurais préféré ne faire pour le moment, que des considérations d'un caractère général sur le principe de ces résolutions, et ne pas entrer dans les détails de chacune d'elles,

avant l'examen qui en sera fait en comité général. Mais l'honorable député de Gaspé ayant entraîné le débat sur un autre terrain, je regrette d'être obligé de le suivre afin de rendre plus claire la réfutation que je vais essayer de faire de son discours. L'honorable député a critiqué séparément chacune des résolutions. Je vais en faire autant et j'espère prouver que ses critiques tombent à faux.'

La première question est celle relative au droit de désaveu. Il est essentiel de faire ici une distinction. Jusqu'à présent on a généralement confondu le droit de désaveu avec le droit de *veto*. Aux Etats-Unis, on a le droit de *veto*, mais il s'exerce dans une foule de circonstances, sans aucune analogie avec ce qui se passe ici. Le droit de désaveu consiste à pouvoir mettre de côté une loi provinciale quelque constitutionnelle et quelque valide qu'elle soit. Ce pouvoir extraordinaire et qui jure avec nos institutions démocratiques, est confié aux autorités fédérales qui l'exercent à leur discrétion. Il ne s'agit pas de savoir si l'action de ces autorités est juste ou non, si la loi désavouée est constitutionnelle ou non, du moment que le pouvoir central le veut, c'est tout. Nous pourrions faire cinquante fois la même loi, nous pourrions en appeler autant de fois au peuple, pour le faire se prononcer sur la nécessité de cette loi, nous pourrions obtenir cinquante verdicts populaires aussi favorables les uns que les autres à la cause de la province, tout cela ne vaudrait rien, si on a un gouvernement mal disposé à Ottawa, car cette loi, entourée de toutes les garanties populaires, n'en serait pas moins mise de côté par les autorités centrales.

Mais on me dira peut-être qu'il faudra des raisons pour désavouer cette loi. Ce n'est pas là un obstacle sérieux, car il est toujours facile d'en trouver, bonnes ou mauvaises. Il restera toujours au gouvernement fédéral la ressource de dire que la loi provinciale qu'il veut désavouer, vient en conflit avec les intérêts du Canada, et l'on sait avec quelle

facilité on trouve le moyen d'appliquer cette définition vague. Cette Législature pourra passer une loi pour donner au lieutenant gouverneur de la province les droits généralement accordés aux corporations ordinaires, mais le gouvernement à Ottawa viendra dire qu'elle n'a pas le droit de changer la position et les attributions du lieutenant gouverneur. Cela s'est déjà vu. Notre loi relative au lieutenant gouverneur a été désavouée à Ottawa, et cependant qu'y avait-il dans cette loi? Est-ce que nous cherchions à diminuer les attributions du chef de l'Exécutif? point du tout : cette loi avait pour effet de lui donner de nouveaux pouvoirs. Cependant cela n'a pas empêché le gouvernement fédéral de la désavouer. Je prétends que dans ce cas ci, on n'aurait pas dû exercer le droit de désaveu.

Le droit de désaveu, M. le président, est un droit que le gouvernement impérial s'est arrogé sur les actes législatifs de ses colonies. On comprend que pour assurer dans une certaine mesure l'unité de l'Empire, pour promouvoir ses intérêts, le droit de désaveu pouvait avoir sa raison d'être. Je ne le conteste pas, car je n'ai pas à m'occuper de cette question pour le moment ; mais voyons comment ce droit de désaveu est exercé à l'égard des lois fédérales ; rendons-nous bien compte des conditions requises pour que l'exercice de ce droit soit constitutionnel. Voici comment se lit l'article 56 de la constitution.

“ Lorsque le gouverneur général aura donné sa sanction
“ à un “ bill ”, au nom de la reine, il devra à la première occa-
“ sion favorable, transmettre une copie authentique de l'acte
“ à l'un des principaux secrétaires d'état de Sa Majesté ; si la
“ reine en Conseil, dans les deux ans après que le secrétaire
“ d'Etat l'aura reçue, juge à propos de le désavouer, ce désaveu
“ accompagné d'un certificat du secrétaire d'Etat, constatant
“ le jour où il aura reçu l'acte, étant signifié par le gouverneur
“ général, par discours ou message, à chacune des chambres
“ du parlement, ou par proclamation, annulera l'acte, à comp-

“ter du jour de telle signification.” Ainsi l'on voit qu'il faut pour que le désaveu soit complet que, ce désaveu soit signifié par le gouverneur général, par “discours ou message à “chacune des chambres du parlement, ou par proclamation.” Maintenant voyons ce que dit la constitution en ce qui concerne le droit de désaveu du gouvernement fédéral sur les lois provinciales.

L'article 90 de la constitution décrète ce qui suit :

“ Les dispositions suivantes du présent acte, concernant le parlement du Canada, savoir : “ Les dispositions relatives “ aux “ bills ” d'appropriation et d'impôts, à la recommandation de votes de deniers, à la sanction des “ bills ”, au “ désaveu des actes, et à la signification du bon plaisir “ quant aux “ bills ” réservés, s'étendront et s'appliqueront “ aux législatures des différentes provinces, tout comme si “ elles étaient ici décrétées et rendues expressément applicables aux provinces respectives et à leurs législatures, en “ substituant toutefois le lieutenant gouverneur de la province au gouverneur général, le gouverneur général à la Reine et au secrétaire d'état, un an à deux ans, et la “ province au Canada.”

Ainsi donc d'après cet article la procédure quant à ce qui concerne le désaveu des lois provinciales, est absolument la même que celle relative à l'exercice du droit de désaveu par la Reine, sur les lois fédérales. Et j'ai démontré il y a un instant que le désaveu, pour être complet, doit se faire dans telles et telles conditions, c'est-à-dire que le désaveu doit être signifié dans le délai voulu. Sur réception de l'avis du secrétaire d'Etat en Angleterre, le gouverneur général doit le faire connaître par discours ou par message à chacune des chambres du parlement, ou communication de ce désaveu doit être donnée par proclamation, et ceci étant fait, la loi désavouée deviendra nulle à compter du jour de telle signification. Comme l'article 90 de la constitution décrète

pour les lois provinciales la même procédure, il s'en suit que nous devons signifier de la même manière le désaveu fédéral. Il faut donc une proclamation du lieutenant gouverneur, et de plus il faut, comme le dit la constitution, que cette proclamation ou cette signification soit donnée dans le délai fixé par la loi. Ces jours-ci nous avons reçu la veille même de l'expiration du délai, le désaveu d'une loi, mais je prétends que ce désaveu ne vaut rien, parce que le lieutenant gouverneur ne s'est pas trouvé en position de lancer cette proclamation dans le délai d'une année tel que le veut la constitution. Car du moment que la signification du désaveu ne peut pas être régulièrement faite, qui dit que telle ou telle loi est désavouée et par conséquent n'existe plus ? Il faut respecter mieux que cela la constitution, et il me paraît évident que l'intention que l'on a eue quand on a rédigé cette disposition, était que la signification du désaveu devait se faire dans le délai stipulé. Comme je viens de le dire, la dépêche est arrivée ici la veille du jour où l'année devait expirer. Je considère, pour la raison que j'ai donnée, que cette loi est valide et que des procès peuvent être intentés en vertu de cette loi. Pourquoi ici ne ferions-nous pas une disposition assez claire pour enlever tout doute et éviter les procès ?

L'honorable député de Gaspé nous a dit que tous les ministres de la justice à Ottawa s'étaient montrés aussi disposés les uns que les autres à interpréter la constitution de manière à restreindre les droits des provinces. Cela n'est pas un argument contre les résolutions. Au contraire, ce fait démontre davantage que nous devons modifier la constitution puisque c'est un mal inhérent même à cette constitution, et personne ne peut nier que c'est un mal très dangereux.

Les honorables députés s'opposent en principe, à ce que nous demandions que le droit de désaveu soit transféré en Angleterre. Ils y voient une foule d'objections capitales, une

source de dangers pour nos libertés, pour nos institutions, en un mot pour tout ce que nous avons de plus cher, et cependant ils acceptent de bonne grâce, le désaveu impérial pour les lois fédérales qui sont bien aussi importantes que les lois provinciales ? Pourquoi ce qui est bon pour le gouvernement central ne le serait-il pas également pour les législatures provinciales ? Quand nous voulons aller à la même source de pouvoir, quand nous demandons que les autorités impériales exercent à notre égard le pouvoir qui leur a été conféré par la constitution pour ce qui concerne le parlement fédéral, ces messieurs se voilent la figure, crient au scandale et nous accusent de vouloir notre déchéance politique comme province. Pourquoi tout ce tapage et comment peuvent-ils nous expliquer les dangers qu'ils prétendent voir dans ce changement ? Jusqu'à présent, rien n'a été dit pour justifier leurs alarmes et leurs accusations. Aucune preuve n'a été produite ni dans la presse ni dans cette Chambre, pour nous convaincre que la conférence a fait un faux pas. Et pourtant ce n'est ni le temps ni le désir de critiquer ce travail qui a fait défaut.

Il est vrai que l'honorable député a commencé par dire que l'expérience des vingt dernières années pouvait nous faire craindre que peut-être on abuserait en Angleterre de ce pouvoir de désaveu, cependant l'honorable député de Gaspé a été obligé d'admettre à la fin que depuis 1878 nos lois fédérales n'ont pas été désavouées par les autorités impériales. Cet aveu a pris un peu de temps à venir, mais après quelques détours comme sait en faire un avocat de son habileté, il n'a pas hésité davantage à admettre ce qui n'est, après tout, qu'une question de fait bien facile à constater. On comprend que l'honorable député ait cherché, par des subtilités dont il a plus que tout autre le secret, à diminuer l'effet que son aveu pouvait produire dans son auditoire, et à parer le mal qu'il pressentait pour son argumentation. Ceci ne doit pas étonner la Chambre, elle devait s'y attendre. Elle se

rend par là même mieux compte de l'embarras de l'honorable député, du peu de confiance qu'il met dans ses prétentions et de la force des arguments dont il se sert pour les appuyer.

Il est donc admis qu'en Angleterre on ne désavoue pas nécessairement une loi pour le simple plaisir de l'invalider, comme c'est arrivé à Ottawa. Non seulement on ne les désavoue pas dans les cas ordinaires, mais même dans les cas extraordinaires on n'a pas osé intervenir, à preuve la loi douanière de 1879 qui frappait tout aussi bien les marchandises anglaises que les marchandises étrangères d'un tarif protecteur. Cette loi était certainement de nature à nuire aux commerçants de la métropole. Si mes souvenirs ne me font pas défaut, je crois même que des chambres de commerce ou autres associations de ce genre, se sont agitées et ont demandé au gouvernement impérial d'intervenir pour protéger les industries anglaises. Mais les autorités impériales ont fait la sourde oreille.

M. le président, cette question de désaveu est l'une de celles que nous avons étudiées le plus longtemps et avec le plus de soin, car nous en comprenions toute la haute importance. Nous l'avons divisée en deux parties bien distinctes, afin qu'il n'y eut pas de malentendu possible. Nous n'avons pas voulu mêler, comme on ne l'a déjà que trop fait, la question de désaveu proprement dite, et la question de la constitutionnalité ou de l'inconstitutionnalité de nos lois.

L'honorable député de Gaspé nous a dit que d'après la règle adoptée en 1868, et suivie depuis par les différents ministres de la justice, le gouvernement fédéral désavoue les lois provinciales pour l'une des trois raisons suivantes : Quand il croit qu'elles sont contraires à l'intérêt général du Canada, ou quand il les croit en tout ou simplement en parties inconstitutionnelles. Pour ce qui concerne la question de la constitutionnalité ou de l'inconstitutionnalité d'une

loi, le gouverneur général en conseil n'est pas le meilleur tribunal que nous puissions avoir. Avec ce système, on est constamment et inévitablement exposé à voir le pouvoir central et les législatures provinciales en conflit. C'est pour éviter ces frictions entre ces deux pouvoirs que nous proposons le mode suggéré dans la deuxième résolution. En effet pourquoi ne pas laisser la décision de ces cas entièrement aux cours de justice qui seules auraient autorité à se prononcer en dernier ressort. C'est là un système beaucoup plus juste, beaucoup plus rationnel et partant, beaucoup plus satisfaisant que celui qui existe à l'heure qu'il est, et qui est une source de conflits regrettables entre deux autorités qui ne doivent pas être constamment sur un pied de guerre pour produire tout le bien qu'elles sont appelés à faire.

Comme je crois l'avoir démontré, en changeant le mode de désavouer nos loi, et en déclarant que ce pouvoir ne sera exercé que dans les cas où nous ferions une loi contraire aux intérêts généraux de l'Empire, comme la chose se pratique à l'heure qu'il est pour le parlement fédéral, nous avons—au moins c'est là ma prétention et je la crois bien fondée—nous avons, dis-je, virtuellement aboli le droit de désaveu. Si ce droit ne doit à l'avenir être exercé que dans le cas où nous passerions une loi pouvant nuire aux intérêts généraux de l'Empire, et si en Angleterre on continue—comme nous n'avons aucune raison d'en douter—à interpréter l'exercice de ce droit d'une manière aussi large, aussi libérale qu'on l'a fait dans le passé, je dis que nous n'aurons plus à craindre le désaveu et qu'il sera pratiquement lettre morte. En effet, comme nous ne pouvons, sans violer manifestement la constitution, faire une loi de nature à nuire aux intérêts de l'Empire, et que l'on ne désavouera plus que des lois de ce genre, il s'en suit rigoureusement que nous aurons réussi à abolir ce droit, qui peut devenir une arme si dangereuse pour l'autonomie des provinces. Voilà ce que nous avons

voulu par-dessus tout : protéger et assurer pour toujours l'autonomie provinciale, tout en pourvoyant à un mode expéditif et certain de décider de la constitutionnalité de nos lois.

A six heures, la séance est suspendue jusqu'à huit heures.

L'honorable M. **Gagnon**.—M. le président, lorsque, cette après-midi, la séance a atteint sa limite normale d'après le règlement, j'avais démontré que la conférence n'avait pas été tenue dans le but de lutter contre le gouvernement fédéral, que ce n'était pas dans un but d'hostilité à ce pouvoir que nous nous étions réunis ; que la conférence avait été tenue afin de rendre l'œuvre politique de la confédération plus acceptable qu'elle ne l'est ; que chercher à introduire des changements dans la constitution n'est pas un sacrilège au point de vue politique et constitutionnel ; que même des changements à cette constitution avaient été faits par nos adversaires, et qu'enfin les résolutions que nous discutons ont pour but et auront certainement pour résultat de rendre la constitution plus stable qu'elle ne l'est maintenant.

Comme je l'ai rappelé, nos adversaires ont modifié notre constitution en ce qui regarde la province, et personne n'a pour cela crié au scandale. Pourquoi n'aurions-nous pas le droit d'en faire autant au point de vue fédéral ou plutôt, au point de vue des rapports qui existent entre les provinces et l'autorité centrale ? C'est là pourtant toute la différence qu'il y a entre nous.

J'ai dit que notre travail allait consolider la confédération et la rendre acceptable. Le protêt de l'honorable M. Fielding prouve la justesse de ma manière de voir ; il prouve que si ces résolutions étaient adoptées, toutes les causes de mécontentement disparaîtraient.

J'ai prouvé, je crois, que cette constitution étant une œuvre

humaine, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'elle soit fragile comme toutes les institutions de ce bas monde.

L'admirable discours de l'honorable premier ministre démontre que la conférence n'a pas été une conspiration destinée à affaiblir le gouvernement central, ou dirigée contre le pacte fédéral, mais qu'elle n'a été seulement qu'une réunion d'hommes distingués, désireux de consolider la Confédération en suggérant les modifications propres à rallier les sympathies universelles à la constitution fédérale. C'est dire qu'en nous réunissant l'automne dernier dans la ville même qui a servi de berceau à la constitution nouvelle, inaugurée en 1867, dans cette vieille ville de Champlain, où tant de souvenirs historiques et glorieux pour notre race, se présentent à l'esprit, que nous ne nous proposons pas, dis-je, de voter le rappel de l'acte fédéral.

Quelles sont, M. le président, les premières paroles que nous avons jetées sur le papier, quelle est la première pensée que nous avons senti le besoin d'exprimer lorsque nous en sommes venus à rédiger la formule définitive par laquelle nous voulions faire connaître le résultat de nos travaux ? Voici, M. le président, ce que nous disons dans le préambule même des résolutions :

“ Attendu qu'en rédigeant l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et en définissant dans cet acte les
“ limites des pouvoirs législatif et exécutif ainsi que les
“ attributions des législatures et des gouvernements fédéraux
“ et provinciaux, les auteurs de la constitution ont fait une
“ œuvre nouvelle, complexe et difficile et qu'on devait
“ s'attendre à ce que l'expérience de ce nouveau système de
“ gouvernement ferait sentir le besoin de beaucoup de
“ changements nécessaires ; que le fonctionnement pratique
“ de cet acte durant vingt ans a mis à découvert bien des
“ points de friction entre les gouvernements et les législa-
“ tures du Canada et des provinces, a mis à jour de graves

“ omissions dans ses dispositions et a démontré (quand sa
“ phraséologie est venue à être interprétée judiciairement)
“ que, sous beaucoup de rapports, on n’a pas exprimé ce
“ qui était l’entente et l’intention communes, et que des
“ dispositions importantes sont obscures, quant à leurs
“ véritables intention et signification ; que, le maintien de
“ l’autonomie provinciale est nécessaire au bien-être futur
“ du Canada ; que si cette autonomie doit être maintenue,
“ il est devenu évident que l’acte constitutionnel doit être
“ révisé et amendé : en conséquence les représentants et
“ délégués des provinces d’Ontario, de Québec, de la Nou-
“ velle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de Manitoba,
“ régulièrement accrédités par leurs gouvernements respec-
“ tifs et en conférence assemblés, croyant représenter les
“ vues et les désirs du peuple du Canada, conviennent des
“ résolutions suivantes comme base des amendements qui
“ devraient être faits à l’acte constitutionnel, sauf l’appro-
“ bation des diverses législatures provinciales. ”

Ainsi ce préambule est la confirmation de la pensée exprimée par l’honorable premier ministre dans son discours d’ouverture. Qu’il me soit permis de dire, en passant, à propos de ce discours, que ce morceau d’éloquence a été prononcé en anglais devant des hommes éminents des autres provinces, et bien que l’honorable premier ministre eut l’immense désavantage de parler une langue étrangère à la sienne, il a cependant excité l’admiration de ces hommes qui paraissaient tout étonnés d’entendre un Canadien-français s’exprimer aussi facilement dans leur propre langue. Aussi suis-je heureux de dire que ce discours fait à tous égards, honneur à notre race et à notre province. Il a servi de base à notre travail.

Nous ne critiquons pas la conduite de ceux qui ont fait cette constitution. Nous disons simplement, comme je l’ai fait voir en mettant sous les yeux de la Chambre,

le texte même du préambule, que l'expérience de vingt années a démontré qu'il fallait la modifier quelque peu. Qu'y-a-t-il d'étrange dans cette proposition? N'est-ce pas un fait connu de tout le monde, que cette œuvre lorsqu'elle a été accomplie, a été loin de rallier toutes les opinions. Elle ne saurait être considérée comme parfaite puisque c'est dû à certaines clauses de la constitution, que nous avons vu des hommes très considérables par leurs talents et par leur expérience politique, la critiquer avec énergie, et se séparer même de leur parti. Ces hommes étaient bien doués sous tous les rapports puisqu'ils sont arrivés plus tard à la tête des affaires de la province, et l'un d'entre eux a eu même l'honneur d'être le représentant de sa souveraine dans notre organisation politique.

Telle que je comprends la confédération, c'est un ensemble de pouvoirs indépendants dans leur sphère propre, mais unis pour des fins générales d'un intérêt commun à tous ces pouvoirs. Pour donner à ma pensée une autre forme, je voudrais que les provinces, si elles n'occupent pas réellement cette position en vertu de la constitution, fussent en quelque sorte des satellites gravitant d'une manière indépendante autour du pouvoir fédéral, qui serait comme le soleil constitutionnel de ce système politique. Si nous réalisions cette pensée, et je crois que nous avons dans les résolutions tout ce qu'il faut pour en assurer le complet épanouissement, nous ferions du Canada une des puissances du monde, nous créerions une nation grande, prospère et respectée.

Notre chef ne poursuit pas d'autre idée que celle-là, et je puis ajouter que l'honorable M. Fielding, que l'on a représenté comme un adversaire déterminé de la Confédération, a fait tacitement une déclaration semblable, en s'associant avec nous dans l'œuvre de la conférence. En faisant disparaître les causes de conflit, en prenant les moyens d'éviter

tout contact désastreux entre les différents pouvoirs qui nous gouvernent, en modifiant la constitution de manière à produire ce résultat, nous aurons assuré au système fédéral, la longue existence que ses auteurs ont rêvée pour lui : nous verrons alors—pour continuer à me servir de la figure de rhétorique que j'ai employée tout à l'heure — la gravitation normale des provinces dans l'ensemble du pouvoir fédératif, et chacun des pouvoirs suivre l'ordre voulu pour assurer au Canada, le degré de puissance vers lequel nous aspirons tous.

Ceci démontre que quand nous demandons le rappel du droit de désaveu, puisque l'amendement que nous proposons équivaut pratiquement à cela, nous ne demandons pas le rappel du pacte fédéral. On a dit que nous voulions saper les bases de la Confédération, et j'en étais rendu à cette partie de l'argumentation de l'honorable député de Gaspé, lorsque j'ai dû interrompre mon discours pour la suspension réglementaire de la séance.

Aux Etats-Unis, il y a le *veto*, mais le rouage constitutionnel est tel, que les Chambres peuvent forcer le président à adopter la loi qu'il a refusé de sanctionner ou elles peuvent passer outre. Mais le gouvernement fédéral n'exerce pas le droit de désavouer les lois adoptées par les législatures des Etats, telle que la chose existe ici. Je dis que ce pouvoir de désaveu, qui n'est après tout qu'un droit souverain emprunté aux temps du moyen-âge, ne devrait pas exister dans nos institutions modernes. Pourquoi avoir greffé ce droit de désaveu sur une constitution rédigée sous l'inspiration des idées nouvelles ? En Angleterre même le droit de désaveu n'existe pas. Là le parlement fait une loi, et le roi doit l'approuver, car le système du gouvernement responsable l'oblige à suivre l'avis de ses ministres, et ceux-ci ne peuvent agir que conformément au vœu des Chambres. La métropole s'est arrogé ce pouvoir de désaveu à l'égard de ses colonies. Je ne discuterai

pas la question de savoir si elle agissait bien ou mal dans ce cas. Cette question ne doit pas nous occuper pour le moment. Mais je constate seulement le fait sans remonter aux causes. Cependant j'avouerai que le pouvoir de désaveu, sur les lois coloniales peut avoir le bon effet d'offrir une protection efficace aux intérêts généraux de l'Empire. Mais dans notre organisation politique, la situation des choses se trouve sinon complètement, du moins grandement modifiée.

L'honorable député de Gaspé a dit que c'est grâce à l'énergique persévérance de M. Blake, si le gouvernement impérial avait été obligé de nous donner la plénitude de la liberté en matière législative, excepté pour ce qui regarde les lois affectant les intérêts généraux de l'Empire. J'enregistre avec soin cet aveu de l'honorable député de Gaspé. Il a ajouté que depuis ce temps-là, on n'a pas osé exercer ce droit de désaveu. Depuis 1878, le parlement fédéral a passé des lois qui viennent en conflit avec les intérêts de l'Empire, je veux parler du tarif protecteur et cependant on n'a pas osé même dans ce cas, recourir au désaveu pour protéger les intérêts des industriels et des marchands anglais des Iles britanniques. N'est-il pas vrai, M. le président, qu'il y a vingt ans seulement, on n'aurait pas laissé subsister une loi frappant de droits si élevés les produits de la métropole? J'insiste sur ce point, car il est la base de mon argumentation et des raisons que j'aurai l'honneur d'offrir à l'appui de cette clause du désaveu. Du moment que j'aurai démontré que le pouvoir de désaveu ne devra être exercé par le gouvernement impérial que pour la protection des intérêts généraux de l'Empire, j'aurai prouvé mon point.

Il me semble déjà en avoir dit suffisamment pour établir ma prétention. Néanmoins il ne me manque pas de preuves nouvelles à produire devant la Chambre pour défendre ma thèse. J'ai devant moi les instructions données à Lord

Lansdowne, à celui qui vient de nous laisser après avoir accompli son terme d'office comme gouverneur général.

Dans ces instructions, je trouve la preuve que le gouvernement anglais a abandonné toute idée d'intervenir soit directement, soit indirectement dans nos affaires, et qu'il ne revendique plus l'exercice du droit de désaveu que pour les cas très rares où il pourrait avoir besoin de protéger les intérêts impériaux. Si ma proposition est correcte, comme je crois qu'elle l'est, il s'en suit que nous ne courons aucun danger, à transférer au gouvernement impérial le droit de désaveu exercé maintenant par le gouvernement fédéral. Je ne crois pas qu'il y ait un seul homme ni ici ni ailleurs qui voudrait voir désavouer la loi pour laquelle il a voté, et qu'il croit dans l'intérêt de la province. Pour ma part, j'avoue que je suis très jaloux de mes droits, comme je veux aussi respecter ceux de mes adversaires. Il m'a toujours paru contraire au principe sacré de l'autonomie des provinces, de confier au pouvoir central le droit exorbitant de se prononcer non seulement sur l'opportunité d'une loi, mais aussi sur la constitutionnalité ou l'inconstitutionnalité de la législation provinciale. Il me semble que nous voulons tous, ou au moins que nous devons toujours vouloir que le droit si dangereux de décider de la validité de nos lois au point de vue constitutionnel, soit remis aux tribunaux, et non pas confié à une autorité partisane, et par conséquent toujours exposée à être partielle dans ses décisions.

Je puis bien dire ici sans violer aucun secret, que dans la conférence, j'ai déclaré tout d'abord être en faveur de la suppression pure et simple du droit de désaveu dans tous les cas, pour la raison que ce vestige du droit féodal me répugne. Mais l'amendement qui a été soumis et adopté est tellement habile que je m'y suis rallié comme mes collègues. Comme on l'a fait observer dans la conférence, proposer un moyen aussi radical à un gouvernement tory anglais, à une Chambre des Lords, imbue des préjugés des

temps passés, aurait été nous exposer à un refus absolu. Si on lit attentivement la résolution dont je parle, on se convaincra que ce droit de désaveu est virtuellement aboli. Je ne parle pas de la question de la constitutionnalité des lois, car par les résolutions 3 et 4, nous y pourvoyons. Il est bien vrai que le droit de désaveu reste inscrit dans la constitution, mais il est supprimé dans l'application. Je n'ai pas besoin de revenir sur les raisons que j'ai données à l'appui de ma manière de voir : du moment que l'Angleterre a reconnu notre droit de légiférer sur toutes les questions qui nous intéressent, pourvu que nous ne lésions aucun intérêt impérial, il est évident que le droit que nous lui transférons, restera lettre morte dans la pratique.

Tout ce que nous voulons, c'est que le pouvoir central que nous respectons, laisse les provinces grandir librement, autour de lui et qu'il se borne à éclairer le système politique que nous avons, sans lui nuire.

Je crois qu'il est essentiel de pourvoir à un mode spécial pour régler la question de constitutionnalité de nos lois. Jusqu'ici c'est le gouvernement fédéral qui a décidé cette question, mais ce mode présente de très graves inconvénients. Il peut arriver que le ministre de la justice, d'accord avec ses collègues, décide que telle ou telle loi est inconstitutionnelle et que les tribunaux, appelés à se prononcer, rendent un jugement contraire. Cela est déjà arrivé. On a désavoué une loi comme inconstitutionnelle, laquelle loi a été déclarée parfaitement valide, par le conseil privé. D'ailleurs on se rappelle tous, ce qui est arrivé à propos de la loi des licences.

La résolution relative à la constitutionnalité des lois, a été rigidée par l'un des ministres de la province d'Ontario. Je ne sais si je puis le nommer, dans tous les cas, qu'il me suffise de dire qu'il est le seul catholique dans le cabinet de la province-sœur. C'est un homme qui fera certainement

sa marque dans l'histoire du pays et, je puis ajouter, entre parenthèses, que plusieurs des hommes qui ont signé ces résolutions, seront tôt ou tard, membres du gouvernement canadien. Cette résolution se lit comme suit :

“ 2. Qu'il importe, pour le fonctionnement équitable du “ système fédéral, que de même que le parlement fédéral “ ne devrait pas s'arroger l'exercice de pouvoirs appartenant “ exclusivement aux législatures provinciales, de même “ aussi une législature provinciale ne devrait pas s'arroger “ l'exercice de pouvoirs appartenant exclusivement au parle- “ ment fédéral ; que, pour prévenir tout tel empiétement, “ les gouvernements du Canada et des provinces devraient “ avoir d'égales facilités pour obtenir promptement une “ décision judiciaire sur la validité des statuts et du parle- “ ment fédéral et des législatures provinciales ; qu'il devrait “ être insérée dans la constitution une disposition pourvoyant “ au moyen d'obtenir cette décision avant aussi bien “ qu'après, qu'on se soit prévalu d'un statut, et que toute “ décision soit sujette à appel, comme dans les autres “ causes, afin que l'adjudication puisse être finale.”

Comme on le voit, ayant aboli le pouvoir de désaveu, nous établissons un moyen de décider la question de constitutionnalité. Nous voudrions qu'un tribunal compétent, pourrait nous dire ce qui est constitutionnel et ce qui ne l'est pas. Nous pourrions même avant de légiférer nous renseigner sur l'étendue de nos pouvoirs. Mais ce tribunal aurait aussi le pouvoir de se prononcer quand la loi sera en force. Nous voulons mettre un terme à l'état de choses qui règne maintenant. Dans ce pays un citoyen est obligé d'exposer sa fortune contre tout un gouvernement pour faire décider si telle ou telle loi est constitutionnelle ou ne l'est pas. Naturellement il ne s'agit pas ici de molester des droits acquis.

L'honorable député de Gaspé a dit que cet amendement était peu important par lui-même, et que nous avions déjà

la même chose en pratique ; je comprends que s'il n'y avait que cette résolution, il n'y aurait guère de nécessité urgente de modifier la constitution pour cela, mais tel n'est pas le cas. Nous croyons que la vie est trop courte et trop précieuse pour la dépenser en des contestations judiciaires que l'on peut éviter, et qu'il faut mieux prendre les moyens de régler ces questions d'une manière plus rapide que le recours ordinaire aux tribunaux, recours toujours long, toujours couteux, et parfois même ruineux.

A l'heure qu'il est, une loi acceptée de tous aujourd'hui, pourra être déclarée inconstitutionnelle dans cinquante ans d'ici. Est-ce rationnel, est-ce là un état de choses conforme à l'esprit du siècle qui est adonné aux solutions rapides ? D'un autre côté, est-ce juste de laisser ainsi les droits des provinces aussi longtemps en suspens ? Nous prétendons être des hommes d'affaires et nous voulons doter le pays d'un mode sûr, expéditif de régler ces sortes de questions. Si nous réussissons nous croirons avoir rempli une lacune importante dans notre rouage constitutionnel et avoir répondu à un besoin ressenti par tout le monde.

Du reste, je dois le dire, l'idée n'est pas nouvelle. Tout le mérite que nous pouvons revendiquer, c'est celui de l'avoir réalisée dans la mesure de nos forces, de lui avoir donné une formule. Feu l'honorable juge Loranger, l'un des jurisconsultes les plus éminents, qui ai le plus honoré le pays et notre race par sa rare science, par sa haute intelligence, un homme que j'ai appris à vénérer, en lisant son magnifique, je dirai même son incomparable travail sur la tenure seigneuriale, l'honorable juge Loranger se prononçait dans le même sens dans une de ses lettres sur la constitution, lettres aussi bien écrites que bien raisonnées, et qui resteront comme un monument de son patriotisme et de sa vaste érudition. M. Loranger a su mériter le respect et la confiance de tous les partis dans cette province. Nos honorables amis de l'opposition l'avaient choisi, pendant qu'ils

étaient au pouvoir, pour présider à l'œuvre si considérable et si importante de la codification de nos statuts. Voici ce que disait l'honorable juge Loranger dans ses lettres sur la constitution :

" Dans quelques confédérations, comme la chose se pratiquait dans la Confédération des Etats d'Allemagne abolie en 1866 pour faire place à la Confédération de l'Allemagne du Nord aujourd'hui en force, dans la Confédération Helvétique où ils sont encore en usage, c'est à ces tribunaux spéciaux que se défèrent les conflits constitutionnels. Dans les Etats confédérés qui ne possèdent pas ces tribunaux, ou dans ceux où la loi est silencieuse sur ce point, c'est aux tribunaux de droit commun que cette attribution incombe, comme les autres attributions judiciaires."

Ainsi dans ce puissant Empire d'Allemagne, créé et façonné pour ainsi dire par l'homme aux instincts les plus despotiques et qui s'est toujours nourri des principes surannés de la monarchie autocratique et de droit divin, dans l'Allemagne même, le droit de désaveu n'existe pas comme ici. Le prince de Bismarck a bien essayé de s'attribuer toutes les puissances possibles et cependant il n'a pas songé même à se donner le pouvoir de décider autoritairement des conflits qui peuvent s'élever entre les différents Etats et l'Empire représenté dans son parlement central. Nous demandons l'exercice de la liberté parlementaire et législative telle qu'on nous l'a donnée, et non restreinte, affaiblie par les caprices ou les exigences d'une autorité partisane. Nous voulons que nos franchises provinciales soient respectées de tous. Le pouvoir central tire son autorité d'en bas, et non pas d'en haut comme le prétend l'honorable député de Gaspé. Je dis que le pouvoir central tire son autorité d'en bas, c'est-à-dire des provinces, et ce pouvoir n'est que la délégation des volontés des provinces. Au fond l'autorité

fédérale n'est qu'une délégation des provinces, s'exerçant en vue du bien commun de toutes.

Au reste le préambule de l'acte de confédération le dit en toutes lettres : " Considérant que les provinces du " Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick " ont exprimé le désir de contracter une union fédérale pour " ne former qu'une seule et même Puissance (*Dominion*) " sous la couronne du royaume-uni de la Grande-Bretagne " et d'Irlande, avec une constitution reposant sur les mêmes " principes que celle du royaume-uni." Ainsi c'est clair, ce sont les provinces qui ont *exprimé le désir* de se former en confédération, et non pas le pouvoir central qui a créé la confédération puisqu'il n'est, lui, que l'expression de la volonté des parties constituantes, c'est-à-dire les provinces. C'est cette volonté que nous voulons faire respecter en toute occasion.

Nous demandons qu'un tribunal spécial soit chargé de décider de la constitutionnalité de nos lois. Il n'y a rien de dangereux dans cette proposition. Et en supposant que nos adversaires ne trouveraient aucune garantie sérieuse dans cette proposition, nous en voyons nous, et du moment qu'une simple question d'utilité nous sépare et qu'il ne puisse être question de danger pour nos institutions, je ne vois pas pourquoi la Chambre refuserait de voter cette résolution.

Voici ce que l'honorable juge Loranger dit encore à ce sujet. J'aime à le citer car c'est une autorité qui a toutes les qualités nécessaires pour convaincre mes honorables amis de l'opposition :

" Aux Etats-Unis d'Amérique, la Cour suprême juge " en dernier ressort les questions constitutionnelles mues " d'abord devant les tribunaux inférieurs, fédéraux et " d'Etats. Ces questions ne sont cependant pas l'objet principal de l'instance, en ce sens qu'il n'existe pas de recours

“ principal pour faire déclarer inconstitutionnelle une loi du
“ Congrès ou des Etats. Ce n'est en général qu'incidem-
“ ment et dans le cours de l'instance, que la question se
“ soulève sur l'objection de l'une ou de l'autre partie à la
“ constitutionnalité de la loi invoquée par la partie adverse,
“ ou sur le conflit d'une loi d'un des Etats, opposés à une
“ loi du Congrès et *vice-versa*. Il en est de même dans les
“ provinces de la Confédération canadienne, et dans celle
“ de Québec en particulier.

“ A première vue on pourrait s'étonner du silence de la
“ constitution à ce sujet, et il semble que les auteurs de la
“ Confédération auraient dû s'attendre à ces conflits entre
“ les deux corps législatif, et pourvoir à un mode spécial
“ de les décider. Il n'y a cependant rien dans les résolu-
“ tions de la conférence de Québec, ni dans la constitution,
“ qui dénote une semblable préoccupation. La seule dispo-
“ sition se rapportant aux tribunaux se trouve dans la clause
“ 101 qui décrète, “ que lorsque l'occasion le requérera, le
“ parlement du Canada pourra adopter des mesures à
“ l'effet de créer, maintenir et organiser une cour générale
“ d'appel pour le Canada et établir des tribunaux addition-
“ nels pour la meilleure administration des lois du Canada,”
“ et il est certain que cette clause n'a aucun rapport parti-
“ culier au règlement des questions constitutionnelles.

“ En vertu de la première partie de cette clause, le parle-
“ ment fédéral a pu établir la Cour suprême et lui conférer
“ une juridiction d'appel, et en vertu de la seconde, la
“ Cour d'échiquier dont la juridiction s'applique à la percep-
“ tion du revenu de la couronne, des pénalités qui lui sont
“ dues en vertu des lois du Canada, et à d'autres objets
“ énumérés dans la loi de création des deux tribunaux ;
“ mais c'est là que se borne son autorité, qui ne s'étend pas
“ au droit d'ériger un tribunal pour le jugement des conflits
“ de pouvoirs qui se décident, non par les lois du Canada,
“ mais par la constitution même.”

Eh bien, M. le président c'est ce tribunal que nous voulons créer pour décider les questions constitutionnelles qui pourront s'élever. C'est une lacune que nous voulons combler.

De plus, nous voudrions mettre fin à cet abus de toujours soulever la question de la constitutionnalité de nos lois. Aujourd'hui le premier plaideur ou avocat venu peut tout mettre en question, bouleverser, en jetant le doute partout, l'ordre de choses accepté de tous les citoyens et créer une déplorable confusion dans les intérêts privés. Nous disons que ce droit d'appel ne pourra être exercé que pendant deux ans et après ce délai la constitutionnalité d'une loi ne devra être mise en question qu'à l'instance d'un gouvernement, celui du Canada ou d'une province. Et si après les deux années une loi est déclarée inconstitutionnelle, les droits acquis seront respectés, car nous ajoutons ce qui suit dans la résolution qui traite de ce sujet :

“...Que toute disposition qui, après ce laps de deux ans, sera déclarée inconstitutionnelle, devra, pour toutes fins autres que celle de faire simplement décider la question, être considérée comme ayant été originairement décrétée par la législature ou le parlement qui avait droit de la décréter, et comme susceptible de révocation ou d'amendement par cette législature ou ce parlement (selon le cas).”

Nous voulons que les citoyens puissent vivre en paix sous l'empire des lois que les différents corps législatifs pourront faire, et qu'ils n'aient pas à se demander si telle ou telle loi est valide ou non. C'est un état de choses dont nous n'avons eu que trop à souffrir par le passé, et il est dans l'intérêt général que nous le fassions cesser. Par la résolution trois, nous mettons fin à ce régime d'incertitude qui ne peut produire que des mauvais résultats, et à l'avenir on ne sera plus exposé comme à présent, à voir une loi déclarée nulle, vingt ou trente ans après son adoption.

La quatrième résolution se rapporte au Sénat. Nous avons toujours cru que dans cette Chambre c'étaient les provinces qui devraient être représentées, mais la pratique nous a démontré le contraire. Au point de vue de la protection des provinces, la quatrième résolution doit se lire conjointement avec la septième. C'est la même pensée qui a inspiré l'une et l'autre.

Dans une confédération comme la nôtre, ce sont les provinces qui doivent être représentées dans la chambre haute fédérale. Nous disons : si on veut réellement respecter les provinces, et leur donner les garanties dont elles ont voulu s'entourer en faisant le pacte fédéral, qu'on leur donne le droit de nommer elles-mêmes, au moins une partie des sénateurs qui sont censés les représenter plus particulièrement dans les chambres canadiennes. Quand on a fait la Confédération, ce qu'on a voulu, c'était unir ensemble des provinces isolées les unes des autres, tout en leur laissant l'unité corporative nécessaire au maintien de leur autonomie distincte, mais unies dans un but d'intérêt général commun à chacune d'elles. Voilà la pensée qui a dominé. Dans cette occasion il s'est passé ce qui se passerait si quatre ou cinq pays ayant des intérêts généraux identiques s'alliaient ensemble pour la protection de ces grands intérêts.

Pour réaliser plus sûrement le but de leur alliance, ils constitueraient un pouvoir central investi de l'autorité nécessaire à la fin que l'on aurait en vue. C'est ce que nous avons fait ici, et les provinces sont restées des unités entières à certains égards, comme ces pays alliés le seraient eux-mêmes dans l'hypothèse que je viens de faire. Nous devons donc veiller à ce que, sous prétexte de protéger les intérêts généraux, on n'entame pas notre indépendance provinciale. C'est en vue de nous offrir une garantie sous ce rapport que l'on a créé le Sénat.

A propos de la manière dont le pouvoir central s'est trouvé formé, qu'on me permette de citer une opinion qui est universellement acceptée comme ayant un grand poids. Je veux encore parler de l'honorable juge Loranger.

Comme lui, je prétends que la Confédération est une délégation de pouvoirs. Il me suffira de citer, dans sa première lettre sur la constitution fédérale, le résumé qu'il fait à la page 59. Ce résumé contient un exposé, d'une prodigieuse clarté, des principes qui doivent nous guider dans l'appréciation de ces matières :

“ 1° La Confédération des provinces britanniques a été
“ le résultat d'un pacte formé par les provinces et le parle-
“ ment impérial, qui, en décrétant l'acte de l'Amérique bri-
“ tannique du Nord, n'a fait que le ratifier.

“ 2° Les provinces sont entrées dans l'union fédérale avec
“ leur identité corporative, leurs anciennes constitutions, et
“ tous leurs pouvoirs législatifs, dont elles ont consenti à
“ retrancher un certain nombre qu'elles ont cédés au parle-
“ ment fédéral, pour les exercer dans leur intérêt commun
“ et dans des fins d'utilité générale, mais en conservant le
“ reste pour en laisser l'exercice à leurs législatures, agissant
“ dans la sphère provinciale, d'après leur ancienne consti-
“ tution, sauf certaines modifications de forme établies par
“ le pacte fédéral.

“ 3° Loin de leur avoir été conférés par le gouvernement
“ fédéral, les pouvoirs des provinces non cédés à ce gou-
“ vernement, sont le résidu de leurs anciens pouvoirs, et
“ loin d'avoir été créés par lui, il a été le fruit de leur asso-
“ ciation et de leurs conventions et il a été créé par elles.

“ 4° Le parlement n'a d'attributions législatives que celles
“ qui lui ont été conférées par les provinces et qui sont
“ reconnues par l'article 91 de l'acte de l'Amérique britan-
“ nique du Nord, qui ne lui a conféré que les pouvoirs qui
“ y sont décrits ou d'une nature semblable *ejusdem generis*.

“ 5^o Outre es attributions conférées aux législatures par
“ cet article 91 et l'article 92, leur compétence législative
“ s'étend à toutes les matières d'une nature locale ou privée,
“ et tous les cas omis tombent dans la compétence provin-
“ vinciale, s'ils touchent aux intérêts locaux ou privés d'une
“ seule ou de quelques provinces seulement, dans le cas
“ contraire et s'ils intéressent toutes les provinces, ils appar-
“ tiennent au parlement. ”

“ 6. Dans le cas de doute et quand il s'agit de savoir
“ connaître si un cas quelconque touche à toutes ou à une
“ ou à quelques provinces seulement, c'est-à-dire, s'il est
“ d'un intérêt général ou local, ce doute doit se résoudre en
“ faveur des provinces qui ont conservé tous leurs pouvoirs
“ non conférés au parlement.

“ 7. Dans la sphère réciproque de leur autorité ainsi
“ reconnue, il n'existe pas de supériorité en faveur du parle-
“ ment sur les provinces ; mais sujettes à la souveraineté
“ impériale, ces provinces sont quasi souveraines, et il y a
“ entre les deux corps égalité absolue.

“ 8. L'acte de l'Amérique britannique du Nord n'a pas
“ été comme les actes constitutionnels qui l'ont précédé,
“ une loi faite d'autorité souveraine par l'Angleterre et im-
“ posant une constitution à ses colonies. *

“ a. Il contient une simple ratification du pacte des pro-
“ vinces faite par la mère-patrie, qui en a confirmé les
“ stipulations et l'a rendu obligatoire en lui imprimant
“ l'autorité d'une loi impériale.

“ b. Sans porter atteinte à la souveraineté britannique, et
“ sans en entraver l'exercice vis-à-vis de la Puissance, l'appré-
“ ciation des rapports créés entre le gouvernement fédéral
“ et les provinces par ce pacte ainsi devenu loi impériale, la
“ distribution des devoirs respectifs des deux corps, et
“ l'interprétation de cette loi, doivent se faire comme si les

“ provinces avaient eu dans l'origine le droit de se constituer
“ en confédération de leur autorité privée, ou comme si elles
“ eussent été des pouvoirs souverains.

“ 1. Le gouvernement impérial qui seul avait le droit de
“ constater cette fiction y a renoncé en légitimant rétro-
“ activement leur acte par sa ratification.”

Je n'ai pas besoin de commenter un texte aussi clair, aussi positif. Avec l'honorable juge Loranger, je dis que la Confédération est le résultat de l'association des provinces entre elles en vue d'obtenir un but commun et que le parlement impérial n'a fait que confirmer de son autorité souveraine, le pacte des délégués provinciaux. Je puis me tromper mais quand j'ai pour moi une autorité comme celle que je viens de citer, j'ai raison d'avoir confiance dans la justesse de cette opinion. Si vous voulez le maintien de la Confédération, laissez les provinces libres dans leur sphère et accordez leur la protection à laquelle elles ont droit dans le mécanisme fédéral. C'est pour cette raison que nous demandons le droit de nommer une partie des sénateurs, afin que ces représentants directs puissent exercer une stricte surveillance sur l'action du pouvoir central en ce qui regarde l'autonomie provinciale. Je prétends que ce sont les provinces qui doivent être représentées dans le Sénat, et non pas le pouvoir central. C'est en nous basant sur ce principe que nous avons adopté la quatrième résolution.

L'honorable député de Gaspé a parlé de la responsabilité ministérielle comme une garantie suffisante pour protéger les provinces contre toute injustice du pouvoir fédéral. Je prétends que cette garantie, dans la plupart des cas, n'est qu'illusoire.

Je suppose que le gouvernement fédéral commette un abus de pouvoir absolument caractérisé, sur le compte duquel on ne pourrait avoir aucun doute, croit-on que la Chambre des communes renverserait le gouverne-

ment pour cela ? Les députés des provinces, que cet abus de pouvoir ne toucherait pas, feraient la sourde oreille aux appels qui leur seraient adressés. On sait très bien du reste que quand il s'agit d'une province en particulier, les représentants des autres parties du Canada ne s'en occupent pas. D'après l'expérience, je soumets donc humblement que jamais à Ottawa on renversera un gouvernement parce qu'il aura commis une injustice à l'égard d'une province. La majorité s'arrangera de manière à offrir ses sympathies et ses condoléances aux victimes d'un abus de pouvoir, mais tout cela ne sera pas un remède aux maux dont elles souffriront.

Par la septième résolution nous décrétons que les provinces devraient avoir le droit de dresser et de contrôler les listes électorales tant au fédéral qu'au local. On nous a reproché à nous libéraux—qui étions libéraux bien avant que nous fussions des nationaux—d'être partisans du suffrage universel et de diverses autres mesures d'une nature radicale. On ne se gênait pas de nous ostraciser et de nous faire passer pour une bande de radicaux de la pire espèce. Cependant la loi fédérale électorale décrète pratiquement le suffrage universel.

Nos adversaires qui se scandalisaient tant parce que nous voulions étendre le droit de suffrage, n'ont pas protesté contre la conduite du gouvernement fédéral. Du moment que cette mesure venait de Sir John A. Macdonald, il leur fallait s'incliner et la gober en silence. Il en aurait été bien autrement si une loi semblable eut été soumise aux Chambres par le gouvernement Mercier ! Vous auriez vu, M. le président, les organes conservateurs, grands et petits, nous dénoncer comme des communards et comme des êtres dangereux pour les grands intérêts sociaux. Naturellement c'aurait été très mal, puisque cette mesure serait venue de nous. Je suppose que nous donnions le droit de vote aux femmes,

que deviendrions-nous aux yeux de nos pieux adversaires ? Cependant si la chose était proposée par Sir John, vous les verriez l'accepter sans récrimination. C'est là la logique de ces messieurs. Ils ne voient rien de bien chez leurs adversaires, comme rien de mal chez leurs amis. Toujours deux poids et deux mesures. Il ne faut donc pas s'étonner de l'attitude qu'ils prennent vis-à-vis des travaux de la conférence. En supposant que ces résolutions auraient été rédigées par les plus hautes intelligences, par les hommes les plus distingués, ils les opposeraient quand même puisqu'elles ne viendraient pas de leur parti.

M. le président, je regrette de ne pouvoir aller jusqu'au bout de ma tâche, les forces physiques me manquant. C'est la première fois que j'ai gardé la parole si longtemps, et d'ailleurs je crains beaucoup aussi d'avoir fatigué la Chambre. Quand il s'agira de délibérer sur chacune des résolutions en particulier, je serai prêt à donner les explications qui paraîtront nécessaires.

En terminant, je dirai que les travaux de cette conférence finiront par s'imposer tôt ou tard au pays. Il faut les étudier sans préjugé ; il faut s'élever au dessus des considérations de parti, afin d'en bien saisir toute la portée. Il ne s'agit pas d'une loi ordinaire que l'on peut changer à chaque session ; au contraire il s'agit d'une question qu'il faut régler d'une manière définitive.

Vingt ans se sont écoulés depuis la confédération, avant que les hommes publics aient songé à modifier la constitution. Si nous devons être aussi longtemps avant d'y revenir, on voit de suite toute l'importance qu'il faut attacher à la présente délibération. Pour moi, M. le président, j'apprécie hautement l'insigne honneur d'avoir été appelé à faire partie de cette conférence. Depuis bien des années que je m'occupe d'affaires publiques, j'ai acquis à tard ou à raison, une réputation presque légendaire, au moins dans la

partie du pays que j'habite. Mon nom a été mêlé à bien des débats, mais jamais il n'a été apposé à un document aussi important que celui-ci. Si de toute ma carrière politique, il ne devait rester que cet acte, je considère qu'à lui seul il suffirait pour illustrer ma mémoire.

Il me resterait bien encore, M. le président, à vous parler de la résolution concernant les finances, mais comme le principe en jeu a été consacré par nos prédécesseurs, je ne vois pas la nécessité d'en entretenir la Chambre.

Au nom des grands intérêts en jeu, au nom du maintien du système fédératif, au nom de l'autonomie des provinces, qui nous est si chère, je demande à la Chambre d'adopter unanimement ces résolutions, afin que cet accord de toutes les volontés donne encore plus de force à nos demandes.

M. Casgrain —*député de Québec.*—M. le président, le Canadien qui jette les yeux autour de lui et qui voit les grands progrès que son pays a faits depuis vingt ans, doit se sentir fier de l'activité, de l'énergie, de l'esprit d'entreprise de ses concitoyens. Il y a vingt ans, qu'était le Canada ? Deux provinces, n'ayant de commun ni la langue, ni la foi, ni les mœurs ; deux sœurs par l'adoption qu'en avait faite l'Angleterre, mais séparées l'une de l'autre par tout, excepté par un certain sentiment d'intérêt qui seul pouvait éloigner, pendant quelque temps, le jour de la rupture définitive. Près du Canada, vivaient les petites provinces sur le bord de l'Atlantique et à l'Ouest, bien loin à travers des prairies sauvages, inexplorées, presque inconnues, on apercevait, avec l'œil du géographe, la Colombie britannique, enclavée entre les Montagnes Rocheuses et le grand Océan. Tout ce territoire s'appelait l'Amérique britannique du Nord et ce n'était qu'en consultant la carte, que l'on s'apercevait que ceux qui habitaient ce vaste pays, presque la moitié du continent, étaient unis ensemble par l'allégeance au même souverain et par la protection du même drapeau.

Depuis quelque temps, on se demandait pourquoi toutes ces diverses colonies ne formeraient pas ensemble une union plus étroite, pour l'avantage commun de toutes ? Chaque province avait ses richesses. La Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick, leur pêcheries, leur fer, leur houille ; le Canada, son blé, ses produits agricoles et son marché de près de 2,000,000 d'âmes ; la Colombie, son bois, son or et ses ports de mer voisins de l'Asie ; les prairies, leurs terres fertiles sur lesquelles des populations entières pouvaient prospérer.

Dans le mois d'octobre, 1864, des hommes distingués venus de toutes les parties des possessions anglaises en Amérique, se réunirent dans la plus ancienne cité du Canada, pour délibérer ensemble sur les moyens à prendre pour amener une union durable entre les différentes provinces. Il y avait là Sir E. P. Taché, Sir John Macdonald, Sir George Cartier, Sir Hector Langevin, Sir Charles Tupper, D'Arcy McGee, George Brown, M. Mowat, Sir Narcisse Belleau, M. McDougall, les représentants de l'intelligence, de la science politique, des diverses races, des divers partis, des diverses religions, des intérêts divers de ce grand pays.

Mais entre la conférence de 1864 et celle de 1887 il y a une différence radicale qui démontre bien la fausse position de ceux qui se sont arrogés le titre de pères adoptifs de la constitution. En 1864, on avait obtenu la sanction royale pour les travaux de la conférence, on procédait régulièrement, on commençait par le commencement.

Le gouverneur général adressa des invitations aux lieutenants gouverneurs de chaque province les priant d'envoyer des délégués à la convention de Québec.

Le premier ministre, au contraire, ayant rêvé dans son imagination fertile que de grands périls menaçaient le pays, sans autorité, sans droit, sans mandat, invite à sa conférence non pas ceux qui ont mission de discuter les intérêts de la

Confédération, mais des hommes qui ont reçu du peuple le devoir de veiller uniquement à l'administration des affaires dans leurs provinces respectives.

D'après la constitution qui nous régit, comme j'essaierai de le démontrer dans un instant, les rôles de chacun sont bien définis : à ceux qui composent le parlement fédéral est dévolu le rôle de veiller à la gestion des affaires générales du Canada, à la garde de ses institutions, de sa constitution ; à ceux à qui le peuple a confié le mandat de députés aux assemblées provinciales est attribué le soin des questions qui affectent chaque province en particulier.

Et dès l'abord, il faut bien se rappeler un fait que les libéraux semblent oublier, quand ils sont dans l'opposition : que le peuple qui élit les députés aux communes est le même peuple qui élit les députés aux assemblées législatives. A voir ces messieurs, à entendre leurs gémissements, on dirait que le parlement fédéral se compose de gens qui reçoivent leur mandat de nos pires ennemis et qui ne sont responsables qu'à ceux qui veulent absolument notre perte comme province. C'est là une grave erreur, cause de tant de conséquences illogiques.

Si, après vingt ans d'essai, la constitution du pays requérait des changements, des améliorations, nos délégués à Ottawa étaient là, c'était à eux à prendre l'initiative, à proposer ces changements, et à amener un résultat pratique ; ils représentent légalement et constitutionnellement toutes les parties du pays, ils ont mandat de parler au nom du Canada ; l'ont-ils fait ? M. Blake, M. Laurier, M. Jones, ont-ils cru nécessaire de demander une conférence pour remettre sur le métier l'acte de la confédération ? De deux choses l'une : ou bien ils ne croyaient pas la chose nécessaire, ou bien ils ne sont pas doués de cet immense talent, de cette perspicacité étonnante, de ces grandes qualités d'homme d'état que nos adversaires se plaisent tant à vanter. L'honorable

premier ministre est à cent coudées au-dessus d'eux tous et c'est lui qui devrait être chef à la place de M. Laurier.

Si M. Blake, si M. Laurier sont aussi forts politiques que l'honorable premier ministre, s'ils connaissent mieux et pratiquent plus sagement leur droit constitutionnel, ils sont moins entreprenants, moins audacieux que lui.

L'honorable premier ministre était arrivé au pouvoir dans la province de Québec, à la faveur d'une agitation qui, un moment, a égaré bien des esprits, a obscurci bien des intelligences et a jeté un voile sur bien des yeux qui auraient dû voir plus clair. Profitant d'un sentiment généreux, inné chez le citoyen de cette province, il était parvenu, en faisant vibrer la corde patriotique, à attirer l'attention publique exclusivement sur une question, la fameuse affaire Riel. Une fois convaincu, à l'aide d'arguments fallacieux, que l'avenir de la race était en danger, l'électeur canadien-français n'a plus raisonné ; il n'a pas discuté le mérite ou le démerite du ministère qui l'avait gouverné, il a perdu de vue la faiblesse du parti libéral, il n'a vu que le péril qui semblait menacer ses plus chers intérêts et croyant que l'honorable premier ministre sauverait tout, il est tombé dans ses bras.

Une fois au pouvoir, le premier ministre sentait bien qu'avec les éléments de faiblesse qui l'entourent, avec le passé du parti libéral, ses fautes, ses désastres, il était fatalement destiné à périr, s'il donnait au peuple le temps de réfléchir et de faire un retour sur lui-même ; c'est alors qu'il conçut le plan de tenir le pays dans un état d'ébullition constante, afin de cacher ses propres défaillances, de faire oublier et son passé et le passé de ses adversaires.

Il fallait quelque chose ; proclamer bien haut que l'autonomie des provinces était menacée, crier sur les toits que le gouvernement d'Ottawa conspirait constamment notre absorption, montrer Sir John comme notre ennemi implacable, contre lequel il nous fallait absolument lutter pour nous

sauver, telle fut la continuation de l'agitation commencée autour du gibet de Louis Riel.

Les circonstances étaient favorables ; des sept provinces composant la Confédération, quatre avaient le bonheur d'être gouvernées par les libéraux ; on aurait au moins l'assentiment de ces alliées naturelles et qui sait ? peut-être, à la faveur d'une agitation injuste, une autre province consentirait-elle à se faire représenter dans le grand *conventum* !

Que vint-on faire à Québec ? Je n'hésite pas à le dire ; on vint s'organiser contre le gouvernement d'Ottawa ; on présenta le spectacle singulier d'une fraction des électeurs du pays s'organisant contre l'autre fraction. D'un côté, le peuple du Canada avait déclaré qu'il avait confiance dans Sir John et ses collègues ; de l'autre, les peuples de certaines provinces avaient décidé en faveur du premier ministre, de M. Mowat, de M. Blaire, de M. Fielding. Et la minorité dans le pays veut imposer ses lois à la majorité et enlever des mains de celle-ci les rênes du pouvoir, que les électeurs lui avaient confiées !

Par la nature même des choses, il ne pouvait résulter rien de bon pour le Canada de cette réunion de politiciens partisans. L'honorable premier ministre et M. Mowat étaient les adversaires déclarés du gouvernement fédéral, M. Norquay voulait coûte que coûte, forcer le Canada à rompre des engagements sacrés, M. Fielding prêchait ouvertement le renversement de la Confédération. Je le demande, comment ces hommes pouvaient-ils travailler consciencieusement à conserver, à fortifier les liens qui nous unissent et à consolider l'édifice de la Confédération ?

Combien plus nobles et plus patriotiques étaient les sentiments, les aspirations, le désir de ceux qui ont doté le pays de la constitution qui nous régit ! Ils voulaient fonder sur le sol libre de l'Amérique une nation libre et à côté du

peuple des Etats-Unis, jeter les semences d'un autre peuple capable de prendre sa place parmi les nations du monde.

J'ai toujours prétendu, au grand scandale de quelques-uns que tous nos efforts doivent tendre vers l'établissement dans le pays d'une nation canadienne. Je ne veux pas dire que nous devons ensevelir nos souvenirs historiques sous l'oubli, renoncer à nos lois si sages, ne plus parler notre langue, non, mais tout en conservant ces précieux héritages, notre but suprême doit être de pouvoir un jour, libres et indépendants, compter parmi les autres peuples de la terre. Nous sommes trop éloignés de l'Angleterre pour pouvoir former une partie intégrante du grand Empire britannique ; nous ne devons pas rester éternellement une simple colonie, nous devons préparer pour nos descendants une patrie dont ils pourront s'enorgueillir et leur permettre un jour de se proclamer bien haut citoyens canadiens.

Mais pour parvenir à ce but désiré par tout vrai patriote, il faut que chacun reste dans son rôle, il ne faut pas d'empêchements, pas d'usurpation de pouvoirs, pas d'agitation malsaine, pas d'attaques inconsidérées contre la constitution du pays. Si un parti politique, désappointé par ses revers, essaie d'entraver la marche de la Confédération, uniquement parcequ'elle est gouvernée par le parti opposé, nous sommes irrévocablement condamnés à rester ce que nous sommes : une colonie dépendante et un accessoire d'un état puissant.

Si la conférence interprovinciale a été convoquée sans nécessité, quand même elle n'aurait eu pour conséquence que d'ébranler la confiance du peuple et de fournir des armes aux ennemis de la constitution, elle aurait constitué un crime de lèse-nation.

Examinons si les faits justifiaient l'honorable premier ministre de convoquer dans nos murs ses amis des autres provinces.

Le prétexte donné, c'est que par ses empiétements constants le pouvoir central menaçait l'autonomie des provinces.

On se base surtout, pour prouver que le pouvoir central a empiété sur les droits des provinces, sur la loi concernant le cens électoral, sur l'acte fédéral des licences, sur la déclaration par les autorités fédérales que certains travaux publics, étant d'une utilité générale, doivent être soumis à la juridiction des autorités fédérales et enfin sur l'exercice du droit de désaveu.

Bien souvent, sur les *hustings* et même en cette Chambre, les libéraux ont crié que l'autonomie des provinces était en danger, mais rarement a-t-on pu leur faire déclarer catégoriquement sur quoi ils fondent leurs alarmes. J'ai essayé de rassembler les principaux griefs et en les discutant froidement, nous verrons s'il y a lieu de craindre pour nos droits.

Quant à moi, je vous avouerai franchement que l'empiétement le plus grave et le plus dangereux d'un pouvoir sur un autre été commis, quand on a soulevé devant cette Chambre une discussion sur un sujet qui relevait exclusivement du parlement fédéral. On a, dans cette circonstance, tellement mêlé les juridictions, tellement bouleversé la constitution, que l'on a presque établi un précédent qui permettrait au parlement fédéral d'intervenir directement dans nos délibérations et de légiférer sur des sujets qui nous sont exclusivement réservés. Et par qui cet empiétement a-t-il été commis? Par ceux-là mêmes qui parlent si fort en faveur de la non-intervention et qui une fois arrivés au pouvoir, au commandement, n'ont eu ni le courage de leurs convictions, ni le respect de leur parole donnée au pays entier.

M. le président, mon intention est de démontrer, aussi clairement que possible, que la conférence n'était pas nécessaire, sans parler maintenant du danger qu'elle apportait

avec elle, et pour cela je suis obligé de prouver, si je le puis, que l'autonomie provinciale n'a jamais été menacée.

L'a-t-elle été par l'acte du cens électoral dont parle la résolution 7 ? Cette loi a été vivement critiquée ; législation nouvelle, réforme radicale, elle a nécessairement ses défauts, que l'on essaie de corriger ; je ne veux pas la défendre telle qu'elle existe aujourd'hui, mais je prétends qu'elle ne comportait aucun empiètement sur nos droits comme province. L'acte de l'Amérique britannique du Nord pourvoit expressément à la section 41, que les lois sur les élections pour les assemblées législatives s'appliqueront aux élections fédérales seulement tant que le parlement du Canada n'aura pas passé une loi spéciale. Quel est le changement introduit ? Pour les élections fédérales, les listes, au lieu d'être confectionnées par les conseils municipaux, souvent partisans, le sont par un officier assermenté. Et sur quoi se base-t-il pour confectionner sa liste ? Sur le rôle d'évaluation. De sa décision, on peut appeler à la cour supérieure. L'électeur n'a-t-il pas là toute la garantie qu'il peut désirer ? Si l'on avait déclaré que le réviseur nommé par les autorités fédérales ferait les listes pour les élections locales, j'y aurais vu un grave inconvénient. Mais que le parlement fédéral, voulant assimiler le cens électoral dans toutes les provinces, fasse confectionner les listes par un officier nommé par lui, ce n'est que juste, ce n'est que raisonnable, et je ne puis découvrir en cela aucun empiètement sur le droit des provinces. L'état de choses existant auparavant n'était que transitoire ; c'était un état de choses anormal ; car enfin, il convenait que les députés de la même chambre fussent élus par le même électorat ; et si la loi n'avait pas été passée, on aurait pu voir les députés d'une province envoyés en Chambre par le suffrage universel, tandis que ceux d'une autre province n'auraient représenté qu'un électorat restreint et basé sur un cens foncier.

Donc, à mon sens, il n'y avait pas dans cette loi le caractère d'empiètement qu'on a voulu y voir.

L'acte des licences est un autre thème favori de ceux qui se prétendent les défenseurs nés des provinces. On a réussi à faire croire à un grand nombre de gens de bonne foi que sur cette question encore, Sir John Macdonald et le gouvernement fédéral avait agi expressément dans le but d'enlever aux provinces, une partie des droits qui leur avaient été garantis par l'acte d'Union. Or quelle est l'exacte vérité?

Tous les avocats qui pratiquaient devant les tribunaux de Québec, il y a dix ans, se rappellent parfaitement que celui qui a le premier nié aux législatures locales le droit de réglementer le trafic des boissons enivrantes, a été l'un des chefs du parti libéral, l'honorable M. Langelier, et par une singulière coïncidence, jugement fut donné en sa faveur par un juge nommé par le gouvernement McKenzie.

Je rappelle ces faits, non pas tant pour prouver que le parti libéral, comme d'habitude, a changé d'opinion sur cette question, que pour démontrer que dans ce temps, on commençait à discuter pour savoir quel pouvoir avait juridiction dans cette matière. La discussion n'était pas limitée à la province de Québec, elle avait lieu dans le Nouveau-Brunswick, dans Ontario et dans presque toutes les provinces: les avocats, les juges, les tribunaux supérieurs, opinant et décidant les uns dans un sens, les autres dans un sens opposé.

En 1880, la question vint devant la cour suprême dans la cause de "the city of Fredericton and the Queen" (3 S. C. R. 505.) La cour suprême du N.-B. avait déclaré l'acte de tempérance de 1878 inconstitutionnelle, *ultra vires*, parce que, prétendait-elle, les législatures locales seules avaient le droit de légiférer sur la vente des boissons; ce jugement est renversé par la cour suprême du Canada, et en rendant jugement la cour exprime plus qu'un doute sur le droit des

provinces de légiférer en semblable matière. Je cite les paroles du juge-en-chef :

“ It has been likewise very strongly urged that the Dominion Parliament cannot have the right to prohibit the sale of intoxicating liquors as a beverage, because to do so would interfere with the right of the Local Legislature to raise a revenue by means of shop and tavern licences. I fail to appreciate the force of this objection. If substantial, it would prohibit to a great extent the Dominion Parliament from legislating in respect to that large branch of trade and commerce carried on in intoxicating beverages, and so take away the full right to regulate alike foreign and internal commerce. If they cannot prohibit the internal traffic because it prevents the Local Legislatures from raising a revenue by licensing shops and taverns, the same result would be produced if the Dominion Parliament prohibited its importation or manufacture. For, by the same process of reason, it must follow that they could not prohibit its importation or manufacture, or in any way regulate the traffic, whereby the sale or traffic should be injuriously affected, and so the value of licences be depreciated or destroyed. In my opinion, if the Dominion Parliament, in the exercise of and within its legitimate and undoubted right to regulate trade and commerce, adopt such regulation as in their practical operation conflict or interfere with the beneficial operation of local legislation, then the law of the Local Legislature must yield to the Dominion law, because matters coming within the subjects enumerated as confided to Parliament are not to be deemed to come within the matters of a local nature comprised in the enumeration of subjects assigned to the Local Legislatures ; in other words, the right to regulate trade and commerce is not to be overridden by any local legislation in reference to any subject over which powers is given to the Local Legislature.”

En 1882, la question est soumise au conseil privé de Sa Majesté, dans la fameuse cause de Russell vs. the Queen (5 L. N. 234). La doctrine de la cour suprême est maintenue et si l'on réfère au rapport, l'on verra que les Lords du conseil privé ont discuté point par point les sections de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, en vertu desquelles l'on prétendait que c'était aux provinces à légiférer en semblable matière, et qu'ils en sont venus à la conclusion qu'aucune de ces dispositions ne donnaient aux provinces le droit qu'on leur attribuait.

C'est alors que le parlement du Canada, suivant en cela l'opinion émise par ce qu'il y avait de plus célèbre dans le barreau canadien, je ne citerai qu'un nom, celui de feu M. Bethune, passa une loi règlementant le trafic des boissons.

En décembre 1883, intervient la décision du conseil privé dans la cause de Hodge vs. la Reine (28 L. C. J. 55), dans laquelle la cour du banc de la Reine d'Ontario avait, sans décider la question de juridiction, jugé que certains règlements faits par les commissaires de licences étaient illégaux, sur le principe que la législature ne pouvait ainsi déléguer ses pouvoirs. Le conseil privé déclare que "The powers conferred by "the Liquor License Act of 1877" (Ontario) are, correctly interpreted, to make regulations in the nature of police or municipal regulations of a merely local character for the good government of taverns &c., licensed for the sale of liquors by retail and such as are calculated to preserve, in the municipality, peace and public decency, and repress drunkenness and disorderly and riotous conduct. As such they do not interfere with the general regulation of trade and commerce which belongs to the Dominion Parliament, and do not conflict with the provisions of the Canada Temperance Act."

La question n'était pas encore décidée expressément. Il y avait encore un doute.

La décision avait été rendue en décembre 1883 et à la session suivante, par la 47^e Vict., chap. 32, on amende la loi de 1883 et l'on décrète à la section 26 que, comme il s'est élevé des doutes sur le droit du parlement de passer la loi, la question sera référée à la cour suprême et au conseil privé.

Dans tout ceci, la puissance de la Puissance n'a fait que suivre irrésistiblement le courant de l'opinion. A une époque, où toutes les décisions semblaient favoriser l'opinion que le parlement avait seul le droit de légiférer en pareille matière, on passe la loi. Aussitôt qu'une opinion, haute et respectable, se fait jour, on soumet la question à la décision du tribunal en dernier ressort.

Loin d'avoir mérité les reproches qu'on lui fait, le parlement de la Puissance a agi avec la plus grande sagesse, et s'il n'avait pas pris la décision qu'il a prise, nous serions encore dans l'incertitude et nous ne serions pas fixés sur le droit exclusif des provinces de faire des lois réglant le trafic des boissons.

Il n'y a pas un homme de bonne foi, pas un homme qui veut raisonner avec calme et sans parti pris qui dira que le parlement du Canada, en agissant comme il a agi, a tenté volontairement d'empiéter sur les droits des provinces.

Le paragraphe 11 de la section 29 des résolutions de Québec disait que le parlement fédéral aurait le pouvoir de faire des lois relatives à certains travaux, entr'autres : " Tous autres travaux qui, bien que situés dans une seule province, seront spécialement déclarés dans les actes qui les autorisent être d'un avantage général." L'acte de l'Amérique britannique du Nord change la phraséologie, comme suit : Les travaux qui bien qu'entièrement situés dans la province seront avant ou après leur exécution, déclarés par le parlement du Canada être pour l'avantage de deux ou d'un plus grand nombre des provinces "

Par la résolution 6 on veut amender sur ce point l'acte d'union et rétablir la phraséologie de la 29^e résolution de Québec.

Je m'objecte à ce changement pour deux raisons : d'abord parce qu'il porterait atteinte à l'unité du pouvoir qui doit contrôler et en second lieu parce qu'en pratique, le changement créerait de graves désavantages.

Quant à la première raison, je la discuterai en parlant du désaveu. Qu'il me suffise de dire pour le moment que je favorise le maintien absolu de tous les pouvoirs fondamentaux qui sont donnés par l'acte d'union au parlement fédéral.

Je dis qu'en pratique ce changement créerait de grands désavantages. N'est-il pas vrai en effet que bien souvent une entreprise locale est commencée purement pour satisfaire les besoins locaux et que ce n'est que lorsque par une circonstance particulière cette entreprise, en se développant, devient une source de richesse pour tout le pays, que l'on peut dire qu'elle est faite pour l'avantage général du Canada ? A l'origine, quand l'entreprise est autorisée, on ne soupçonne même pas qu'elle pourra être dans l'avantage général. Supposons que le changement proposé soit fait, l'entreprise locale, par sa position, par sa proximité à d'autres travaux, par ses raccordements avec d'autres travaux, sous le contrôle du fédéral, devient une entreprise avantageuse à tout le Canada, on ne pourra jamais lui donner son véritable caractère et par conséquent le parlement fédéral ne pourra jamais lui donner cette aide qui a permis à tant de nos entreprises provinciales de prospérer et de se terminer. Prenez le chemin du Nord, le chemin de fer du Lac St. Jean, le chemin de fer de Montréal et Ottawa, et d'autres ; comment aurions-nous pu parachever ces grandes entreprises si le parlement fédéral n'était venu à notre aide ?

Il semble que, par le changement proposé, l'on veuille se créer de nouveaux besoins, afin de mieux établir le droit à

une augmentation de subsides et raffermir le pouvoir dans les mains dans lesquelles il se trouve, en augmentant le patronage et la pression à exercer.

J'arrive maintenant à la question au sujet de laquelle on a fait le plus de bruit et qui sert de base à la première résolution de la conférence, le désaveu.

On propose par cette résolution d'abroger cette partie de l'acte d'union qui permet au gouverneur général en conseil de désavouer les lois des législatures locales et de réserver ce droit à la Reine elle-même, c'est-à-dire au conseil privé en Angleterre.

Il est bon de faire remarquer dès l'abord, que l'acte de l'Amérique britannique du Nord, sur la matière qui nous occupe, est une reproduction fidèle des résolutions de la conférence de 1864.

Lisons les résolutions 45, 50 et 51 de la conférence de 1864 :

“ 45. Pour tout ce qui regarde les questions soumises concurremment au contrôle du parlement fédéral et des législatures locales, les lois du parlement fédéral devront l'emporter sur celle des législatures locales. Les lois de ces dernières seront nulles partout où elles seront en conflit avec celles du parlement général.”

“ 50. Tout bill de la législature générale pourra être réservé, en la manière ordinaire, pour la sanction de Sa Majesté, et les bills des législatures locales pourront aussi, de la même manière, être réservés pour la considération du gouvernement général.”

“ 51. Les bills de la législature générale seront sujets au désaveu de Sa Majesté, durant les deux ans qui suivront leur passation, comme l'ont été jusqu'à présent les bills par les législatures des dites provinces, et ceux des législatures

locales seront sujets au désaveu du gouverneur général durant les douze mois qui suivront leur adoption."

Par conséquent, on ne peut dire ici que les ennemis de l'autonomie des provinces ont, rendus en Angleterre, changé la teneur des résolutions pour mieux parvenir à leur but. Sur ce point au moins, on devra admettre qu'ils ont fidèlement accompli leur mandat.

Il s'agit donc de savoir si, sur ce point, ces hommes sages, expérimentés, patriotiques, qu'on a appelé les pères de la Confédération, se sont trompés, et si les événements ont prouvé qu'ils avaient eu tort.

Ici, je sais que je marche sur un terrain brûlant. Le moindre mot imprudent de ma part pourrait suffire pour qu'on m'accuse d'être en faveur de l'union législative. Je me dois à moi-même de déclarer que je suis parfaitement satisfait, pour le moment, du régime sous lequel nous vivons et qui nous a été donné en 1867. Nous avons grandi et prospéré sous ce régime, nos droits sont respectés, nous faisons nos lois, nous pratiquons notre religion, nous conservons intactes nos institutions ; qu'on me cite un peuple qui est plus libre, plus indépendant que le peuple canadien !

Je suis opposé en principe à l'union législative ; je crois que la constitution actuelle est la seule qui convienne à notre peuple et qui puisse le conduire un jour au terme que nous désirons tous et dont je parlerai dans un instant. Et je dois avouer que l'une des principales raisons qui me portent à condamner la conférence interprovinciale, c'est la crainte que l'adoption des résolutions soumises ne nous conduise à la rupture du pacte fédéral, pour nous faire tomber, soit dans l'état de provinces distinctes et séparées, soit dans l'union législative.

En lisant les résolutions de 1864, les discours qui les commentent et l'acte de l'Amérique britannique du Nord,

qui en est le complément, une chose nous frappe irrésistiblement, c'est que l'on a donné au Canada une constitution diamétralement opposée à celle des Etats-Unis. La constitution des Etats-Unis n'est pour ainsi dire qu'une alliance commerciale, offensive et défensive contre les gens du dehors, une alliance d'occasion. Le pouvoir souverain ne réside pas dans le congrès à Washington, il réside dans le pouvoir exécutif de chaque Etat. Je ne puis mieux faire, pour expliquer ma pensée que de citer une page de cet éminent jurisconsulte, l'ancien juge-en-chef Cooley : (Const. lim. 173).

“ When a law of congress is assailed as void, we look in the national constitution to see if the grant of specified powers is broad enough to embrace it, but when a state law is attacked on the same ground, it is presumably valid in any case, and this presumption is a conclusive one, unless in the constitution of the U. S., or of the State, we are able to discover that it is prohibited. We look in the constitution of U. S. for grants of legislative power, but in the constitution of the State to ascertain if any limitations have been imposed upon the complete power with which the legislative department of the state was vested in the creation. Congress can pass no laws but such as the constitution authorizes, either expressly or by clear implication, while the State Legislature has jurisdiction of all subjects in which its legislation is not prohibited. ”

Par conséquent, aux Etats-Unis, le congrès, ou l'autorité centrale, n'a de pouvoirs que ceux qui lui sont donnés expressément par la constitution ; tandis que les législatures de chaque Etat ont tous les pouvoirs qui ne leur sont pas spécialement enlevés.

Quelle a été la conséquence de cet état de choses ; c'est que certains Etats, s'appuyant sur la constitution, résistèrent à un ordre émané de l'autorité centrale, refusèrent de se

soumettre et ce que l'on ne put gagner par le raisonnement, en s'appuyant sur la loi, on le gagna avec la baïonnette et le canon, au prix du sang de milliers des meilleurs citoyens américains.

S'il avait été clairement dit dans la constitution des États-Unis, que le congrès avait le droit de faire des lois pour la paix, le bon ordre, le bon gouvernement de toute la nation, le conflit n'aurait peut-être pas eu lieu. La mesure, cause de cette terrible guerre, aurait peut-être été passée, mais en prenant un peu plus de temps, elle aurait été adoptée pacifiquement et sans ce choc qui a failli perdre la nation américaine.

Nos législateurs avaient donc sous les yeux les conséquences funestes résultant d'un système d'union où toutes les différentes parties constituantes sont maîtresses souveraines, d'un régime où la division de l'autorité est une source de rupture et de conflits constants. Il fallait, dans la nouvelle constitution, obvier à ces inconvénients et pour cela faire résider l'autorité souveraine dans le pouvoir central. C'était un peuple, une nation que l'on voulait fonder. L'union que l'on contractait n'était pas une union passagère, purement d'occasion, qu'une autre occasion pourrait rompre; non, on jetait la semence d'une nation, de la nation canadienne, composée de diverses provinces toutes réunies sous le même drapeau, légiférant indépendamment pour leurs besoins locaux, mais toutes soumises, en ce qui regarde les intérêts généraux, à une seule et même autorité souveraine. Ce n'était pas une union douanière, un zollverein, une union commerciale, mais une union constitutionnelle, se rapprochant autant que possible de l'union des Îles britanniques.

A l'appui de ma prétention, permettez-moi de citer les opinions de trois des hommes les plus illustres de notre

politique : Sir John A. Macdonald, M. Cauchon et l'honorable M. McKenzie :

D'abord Sir John : “ A part de tous les pouvoirs spécialement désignés dans le 37^e et dernier article de cette partie de la constitution, dit-il, se trouve conférée à la législature générale la grande législation souveraine, c'est-à-dire le pouvoir de légiférer sur “ toutes les matières d'un caractère général qui ne seront pas spécialement et exclusivement réservées au contrôle des législatures et des gouvernements locaux.” Telle est justement la disposition qui manque à la constitution des Etats-Unis ; c'est là où l'on trouve ce côté vulnérable du système américain, le vide qui enlève à la constitution américaine sa force de cohésion. C'est là ce que l'on peut appeler une sage et nécessaire disposition. Par elle, nous concentrons la force dans le parlement central et faisons de la Confédération un seul peuple et un seul gouvernement, au lieu de cinq peuples et de cinq gouvernements à peine liés entre eux sous l'autorité de la métropole. Quant aux gouvernements locaux, il est prescrit que chacun aura pour chef un officier exécutif nommé par le gouvernement général. Comme nous devons former une province unie, avec des gouvernements locaux et des législatures subordonnées au gouvernement fédéré et à la législature générale, il est opportun que le chef exécutif de chaque section soit également subordonné à l'exécutif principal de toute la Confédération. Envers les gouvernements locaux, le gouvernement général occupera exactement la même position que le gouvernement impérial occupe actuellement à l'égard des colonies.

M. Cauchon, commentant les résolutions de 1864, écrivit :

“ Que faut-il à nos besoins et à nos circonstances ? Ce qu'il nous faut ? *c'est une organisation générale dont la force de cohésion nous assure le salut*, dans l'avenir, contre l'agression étrangère ou la dissolution intérieure des forces

nationales qui se manifeste si tristement aux Etats-Unis ; ce qu'il nous faut encore, c'est protection et sécurité parfaites pour les institutions locales que nous avons, jusqu'ici portées comme une arche sainte, au milieu de tous les périls, et auxquelles nous avons fait traverser intactes les époques les plus orageuses de notre histoire, sans permettre au temps de les entamer ou à la haine de les flétrir.

“ Or, nous l'avons, *au sommet de la constitution qu'on nous offre, cette forte organisation constituée dans l'unité et dans la plénitude des attributs nationaux* ; or, nous les avons, cette sécurité et cette protection, dans les législatures et gouvernements locaux qu'on nous donne ; nous les y avons beaucoup plus que dans l'Union actuelle.

“ Admettre comme base de la constitution générale la souveraineté de l'Etat et le droit de la délégation, c'est proclamer du même coup, le droit de séparation ; c'est placer nécessairement, dans le système, un germe de dissolution qui devra tôt ou tard, produire ces fatales conséquences.

“ Ou, avec le principe de la souveraineté de l'Etat, dans un péril imminent, on sauvera l'unité nationale, par le despotisme militaire, dont l'Union américaine nous présente aujourd'hui le lamentable spectacle ; ou bien, comme en 1812, le gouvernement national se trouvera paralysé par le mauvais vouloir des Etats. ”

M. Mackenzie en commentant les résolutions de 1864, s'exprime comme suit :

“ Le veto est nécessaire si l'on veut que, dans une certaine mesure, le gouvernement général ait un contrôle sur les actes des législatures locales. L'absence de ce pouvoir aux Etats-Unis est la grande cause de leur faiblesse, et il est à présumer qu'avant peu il sera rémédié à ce défaut par un amendement à leur constitution. Tant que chaque Etat se considère indépendant, que ses actes et lois ne peuvent être contrôlés, il est clair que l'autorité centrale est privée

du pouvoir de contraindre à l'obéissance des lois générales. Si chaque province était libre d'édicter les lois qui lui plaisent, chacun serait à la merci des législatures locales et la législature générale deviendrait de peu d'importance. Ce que l'on a en vue, c'est que le pouvoir de la législature générale puisse être contrôlé par le veto conféré aux législatures locales concernant l'application des lois générales dans leur juridiction. Tout pouvoir, dit-on, émane du peuple, mais l'exercice en est laissé à ses représentants et à la couronne ; mais il serait illogique de placer le gouvernement général au-dessous du gouvernement local. Le parlement et le gouvernement central doivent nécessairement exercer le pouvoir suprême, et les gouvernements locaux le pouvoir correspondant aux attributions dont ils sont chargés." (p. 437 des Débats sur la Conf.)

Lisons maintenant la section 91 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord :

" 91. Il sera loisible à la Reine, de l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des communes, de faire des lois pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Canada, relativement à toutes les matières ne tombant pas dans les catégories de sujets par le présent acte exclusivement assignés aux législatures des provinces ; mais, pour plus de garantie, sans toutefois restreindre la généralité des termes ci-haut employés dans cette section, il est par le présent déclaré que (nonobstant toute disposition contraire énoncée dans le présent acte) l'autorité législative exclusive du parlement du Canada s'étend à toutes les matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérées, savoir, etc.," c'est-à-dire que le parlement fédéral peut légiférer sur tous les sujets, excepté seulement sur ceux qui sont spécialement réservés à la compétence des législatures locales. Considérons la situation telle qu'elle est : un pouvoir souverain résidant dans le parlement fédéral, des pou-

voirs subordonnés résidant dans les législatures provinciales indépendantes dans leur sphère d'action, mais subordonnées au bien général, à l'intérêt de tout le pays.

Qui a la garde des intérêts généraux du pays ? Le parlement fédéral. A qui par conséquent doit appartenir le contrôle sur les pouvoirs subordonnés ? Au parlement fédéral.

Autrement, nous détruisons l'unité, nous retombons dans l'indépendance de chaque Etat, de chaque Province, nous n'avons plus une union constitutionnelle, mais une union passagère, une union matérielle, qu'un choc quelconque, qu'une diversité d'intérêts peut dissoudre.

Le changement proposé est le renversement complet de la constitution. On veut transférer à Sa Majesté en Angleterre le droit de désavouer les lois provinciales ; mais alors il faudra changer aussi la sec. 17 de l'A. de l'A. B. du Nord qui dit : - ' Il y aura pour le Canada, un parlement composé de la Reine, du Sénat et de la Chambre des communes.' Et que ferons-nous des sec. 9 et 11 ?

Dans toute l'économie de notre loi organique, la Reine est représentée, pour toutes les fins du gouvernement du Canada, par le gouverneur général. Et il n'y a que dans le cas où, par mégarde, une loi serait passée par le parlement fédéral, affectant des intérêts généraux de l'Empire, que Sa Majesté elle-même interviendrait pour empêcher le conflit.

Donc, nous avons le pouvoir central soumis au contrôle de l'Angleterre, et les législatures locales soumises au pouvoir de surveillance et de contrôle du parlement du Canada. Enlever ce pouvoir de surveillance et de contrôle, c'est briser l'harmonie de notre constitution, rompre l'unité de notre pouvoir législatif, bouleverser complètement notre système de gouvernement, et saper, par la base l'édifice, que nos devanciers ont élevé au prix de tant de labeurs. de sacrifices et de désintéressement.

Pour se porter à ces extrêmes limites, y a-t-il une raison urgente ? Est-il arrivé pendant les 20 ans qu'a duré le système actuel, des injustices tellement criantes, qu'il faut absolument introduire un changement radical dans l'œuvre des pères de la confédération ?

J'ai devant les yeux un tableau des lois désavouées par le parlement fédéral depuis l'acte d'union jusqu'en 1884 inclusivement : 17 années. Pendant ce temps, les diverses législatures passèrent le nombre suivant de lois : Ontario, 1,727 ; Québec, 1,418 ; Nouvelle-Ecosse, 1,573 ; Nouveau-Brunswick, 1,471 ; Manitoba, 601 ; Colombie, 412 ; Ile Prince-Edouard, 302—en tout 7,404—Sur ce nombre, 45 lois ont été désavouées comme suit :

Année	Ont.	Que.	N.-E.	N.-B.	Man.	C. B.	I.P.E.
1867-8	..	..	1	..	..	..	.
1868-9	2	..	..	..	..	..	..
1869	..	1	..	..	..	.	.
1870-1	..	..	1	..	.	.	.
1872	..	..	..	..	..	1	.
1873	..	..	..	..	2	2	.
1874	1	..	3	..	..	.	1
1875	..	1	..	..	5	1	1
1876	..	..	..	..	..	3	.
1877	..	..	..	..	..	3	.
1878	..	..	..	..	..	.	.
1879	1	..	..	..	..	2	.
1880	..	..	..	..	3	..	..
1881	1	..	..	1	1	.	.
1882	1	..	..	..	..	..	.
1883	1	..	..	..	..	2	.
1884	1	..	..	..	1	1	.
<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
17	8	2	5	1	12	10	2

Total 45.

C'est-à-dire une proportion de six à mille. Et si l'on excepte les lois de Manitoba passées en contravention à la clause du monopole de la compagnie du Pacifique et le

“ Streams Bill ” désavoué plusieurs fois à Ottawa, on trouvera le nombre très restreint.

Mais pour la province de Québec, où l'on crie le plus fort et d'où est partie cette idée de transférer ailleurs le droit de veto, elle n'a pas eu à se plaindre ; deux de ses lois seulement ont été désavouées pendant les 17 premières années du régime fédéral.

Maintenant si l'on veut prétendre que ce sont les conservateurs qui veulent, par l'exercice du désaveu, nullifier les pouvoirs des législatures, je répondrai que l'accusation n'est pas prouvée par les faits, car pendant les 17 années pour lesquelles j'ai des statistiques, les libéraux ont été au pouvoir 5 ans et les conservateurs 12. Les libéraux ont désavoué 23 lois et les conservateurs 22.

Donc, si le désaveu a été employé pour favoriser cette idée de centralisation, dont vous vous scandalisez si fort, ce sont vos propres amis qui sont les centralisateurs et c'est sur eux que retombent vos coups.

La principale raison qui paraît avoir été donnée pour abolir le droit de désaveu a été les difficultés qui sont survenues dans le Manitoba à propos des lois de chemins de fer, car dans son discours d'ouverture, l'honorable premier dit : “ L'exercice du pouvoir de désavouer les lois provinciales offre des inconvénients très graves, qu'il importe de faire disparaître.

“ Pour ce qui regarde la constitutionnalité des lois, elle est rationnellement du ressort des tribunaux. D'un autre côté, il ne doit pas plus être permis au gouvernement fédéral de désavouer une loi provinciale, sous prétexte qu'elle porte atteinte aux intérêts fédéraux, qu'il ne peut être permis aux gouvernements provinciaux de désavouer des lois fédérales pour la raison qu'elles affecteraient des intérêts provinciaux.

“ Ce qui se passe actuellement dans une des provinces

de la Confédération démontre l'exactitude et la justesse de cette observation."

Et on a pris la peine de passer une résolution spéciale à ce sujet, qui se trouve à la page 37.

Je n'ai pas l'intention de discuter cette question du désaveu des lois du Manitoba. Qu'il me suffise de dire que le 28 juin 1881, par un vote de 108 contre 46, tous les députés du Manitoba votant avec la majorité, le parlement fédéral s'engagea envers la cie du Pacifique de ne laisser bâtir pendant 20 ans aucune ligne de chemin de fer au sud du Pacifique canadien jusqu'à la frontière américaine. La foi du pays était engagée, avec l'assentiment de la province intéressée, et les pays pas plus que les individus ne peuvent violer leurs engagements et leur parole donnée. Aussi, lorsque la question est venue devant le parlement fédéral, a-t-on vu quelques-uns des chefs du parti libéral se séparer de leur parti sur cette proposition et voter avec le ministère. Et dans le sein même de la conférence, il s'est trouvé des hommes assez soucieux de l'honneur de leur pays, pour faire entrer dans les procès-verbaux un protêt contre cette résolution néfaste.

A venir jusqu'à 1884, l'honorable premier ministre était d'une opinion toute contraire à celle qu'il a fait exprimer par la conférence et qu'il exprime aujourd'hui. En effet ne prononçait-il pas, en parlant du droit de désaveu, ces paroles que je trouve dans les *Débats* de 1884, pp. 377 et 378.

" Cette prérogative étant exercée par le gouverneur général d'après l'avis de ses ministres, et ceux-ci étant responsables aux communes comme celles-ci le sont au peuple, tout exercice indu de ce droit de désaveu disparaîtrait devant le contrôle du corps électoral sagement sollicité et énergiquement appliqué."

“ Je suis entré dans ces détails pour démontrer que l'autonomie des provinces est parfaite sous ce chef des désaveux, et que, s'ils sont faits injustement, la province attaquée dans ses droits peut trouver une protection dans la Chambre des communes et dans la nôtre, qui censurerait les ministres locaux, refusant de faire par la voix du lieutenant gouverneur, des représentations assez énergiques auprès des autorités fédérales. Cette responsabilité met de fait la question du désaveu des lois locales sous le contrôle des communes et des assemblées législatives.”

Qu'est-il arrivé pour forcer le premier ministre à changer ainsi d'opinion ? Il est vrai que ce n'est pas la première fois que cela lui arrive, mais enfin dans une question aussi grave, il faut des raisons et des raisons proportionnées à l'importance du sujet.

L'honorable monsieur avait raison de dire que le désaveu exercé par le gouverneur général en conseil était soumis à la surveillance et au contrôle de nos représentants et même, jusqu'à un certain point “ au contrôle de cette Législature.” Rappelons-nous encore une fois, ce que nous paraissions toujours oublier, que les membres du parlement fédéral ne sont pas nécessairement nos ennemis ; qu'ils sont élus par le même peuple que nous le sommes, qu'ils sont responsables aux mêmes électeurs et qu'ils ont, comme nous à cœur les intérêts bien entendus du pays. Si en désavouant une loi, le gouvernement fédéral commet une injustice, le parlement peut protester et condamner, le peuple peut protester et condamner. Le peuple qui élit le député au fédéral a-t-il moins de patriotisme, moins d'intelligence que celui qui nous envoie en cette Chambre ? Peut-il se faire qu'il veille scrupuleusement à l'autonomie des provinces ici et qu'il l'oublie complètement à Ottawa ? Poser la question c'est la résoudre.

Mais qu'arrivera-t-il si le désaveu, au lieu d'être exercé à Ottawa, est exercé à Londres ? Il sera exercé par un pou-

voir irresponsable au peuple du Canada dans des questions qui regardent exclusivement le peuple du Canada. N'est-ce pas là une anomalie? Et dans les questions où le préjugé, les affections joueront une part, qu'arrivera-t-il? Il arrivera ce qui, encore d'après le discours de l'honorable premier, en 1884, arriva au sujet de la loi des écoles du Nouveau-Brunswick :

“ Malgré cette doctrine déjà bien hérétique, le comte de Kimberley, dans une dépêche du 30 juin 1873, ordonna au gouverneur général de ne pas désavouer l'acte des écoles du Nouveau-Brunswick quand même il en serait avisé par ses ministres.” (p. 378 des *Débats*. 1884.)

Il arrivera ce que prévoit l'honorable premier ministre lui-même, lorsqu'il dit dans son discours programme à Montréal, p. 18.

“ Je n'ai pas besoin de vous dire qu'au Canada, c'est Sir John Macdonald qui est l'âme et l'inspirateur de ce mouvement anti-provincial. Voyant les provinces s'organiser pour résister aux empiétements des autorités fédérales, il veut déjouer leurs efforts en transportant la lutte sur un autre terrain. Sachant bien que le sentiment populaire lui est hostile ici, il veut anéantir ce sentiment en associant à son projet les hommes politiques influents de l'Angleterre. Car, remarquons-le bien, c'est en Angleterre qu'il faut chercher le centre d'action où se dressent les plans destinés à nous ravir les institutions que nous chérissons à si juste titre.”

Le premier ministre n'était pas le premier à signaler le danger qu'il y aurait à permettre à l'Angleterre de s'ingérer dans l'administration de nos affaires locales. Tout le monde se rappelle la discussion qu'eut à ce propos l'honorable M. Blake avec le secrétaire des colonies.

Le 8 mai 1869, lord Granville, ministre des colonies,

envoyait à Sir John Young, gouverneur général, une dépêche où se trouvait la recommandation suivante :

“ Lorsque le gouverneur reçoit l’avis de ses ministres, qu’il est expédient de désavouer un acte provincial, comme illégal ou inconstitutionnel, il devra en général, suivre cet avis, qu’il partage ou non leur opinion. Si ses ministres lui demandent de sanctionner un acte qui lui paraît illégal, il est de son devoir de différer sa sanction, et de soumettre la question au secrétaire d’Etat pour avoir des instructions.

“ Il devrait agir de la même manière si l’acte dont la sanction est recommandée par ses ministres lui paraissait gravement inconstitutionnel ; mais il est impossible de décharger le gouverneur général de la responsabilité d’examiner relativement à chaque acte d’une législation non douteuse, si l’objection qui y est faite est assez sérieuse, tout pesé, pour le justifier de ne pas agir immédiatement sur la recommandation de ses ministres.” (Documents de la session, 1870. N° 35.)

Poursuivant toujours sa ligne de conduite en matière de désaveu, le bureau colonial, en 1873, posa nettement le principe suivant :

“ Que la question du désaveu ou de la confirmation des actes locaux est une de ces matières où Son Excellence doit agir à sa propre discrétion, et au sujet desquels il ne peut être guidé par l’avis de ses ministres responsables.” (Documents de la session, 1876, N° 116 p. 1.)

Arrivé au pouvoir, M. Blake, comme ministre de la justice adressa un mémoire aux autorités anglaises et j’y trouve nettement posé le principe que le pouvoir central seul doit exercer le désaveu des lois provinciales.

Je cite en premier lieu partie de son rapport en date du 22 novembre 1875 :

“ Lord Carnarvon ajoute...
....que professant l’opinion que la constitution du Canada

empêche toute intervention dans la législation provinciale sur une question qui est de la compétence de la législature locale par le parlement fédéral, ou comme conséquence par les ministres fédéraux, il est d'avis que ces ministres ne seraient pas justifiables d'abandonner l'administration des affaires publiques à cause de l'attitude prise par le gouverneur général sur un semblable sujet—le parlement fédéral ne pouvant les tenir responsables de cette attitude, quoiqu'il puisse exiger qu'on lui fasse connaître l'avis qui a été donné.

“ Le soussigné exprime l'opinion que le plan proposé par lord Carnarvon n'est pas conforme à la constitution ; que les ministres de Son Excellence (dont la recommandation est nécessaire à toute décision), sont responsables, non-seulement de l'avis donné, mais aussi de l'action prise ; que le parlement canadien a le droit de leur en demander compte non-seulement pour ce qui est proposé, mais pour ce qui est fait, en un mot que ce qui est décidé est virtuellement leur fait.

“ Pour la population, l'importance de l'avis donné par les ministres est précisément en proportion de son efficacité. Tant que la conduite suivie est basée sur l'avis donné, la responsabilité de l'avis comporte la responsabilité de l'action, et est en conséquence importante ; mais c'est l'action qui est réellement importante, et concéder qu'il peut y avoir action contraire à l'avis serait détruire la valeur de la responsabilité de l'avis—enlever à la population sa garantie constitutionnelle pour l'administration, suivant ses désirs, de ses propres affaires—renoncer en substance au gouvernement responsable pour n'en conserver que l'ombre.”

Répondant le 6 septembre 1876 à une dépêche du ministre des colonies en date du premier juin, M. Blake argue ainsi :

“ Il est dit que si un ministre canadien a le pouvoir de contrôler l'adoption ou l'opération des actes provinciaux,

cela constitue une abrogation virtuelle de la section de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, donnant le droit exclusif de législation dans certaines matières aux législatures provinciales, et il est allégué, en outre, qu'il n'est pas improbable qu'on ait pu avoir l'intention de confier le pouvoir de désavouer à une autorité en Canada ne représentant pas directement la majorité du parlement canadien à la juridiction duquel on a soustrait ces questions. Le soussigné peut faire observer que quoique cela semble un argument *ab inconveniente* contre une interprétation particulière, il est strictement un argument plutôt en faveur d'un changement dans la loi existante que pour l'adoption de l'interprétation proposée de cette loi. Mais le soussigné ne saurait donner son adhésion aux propositions que l'on a avancées.

“ Le parlement du Canada est composé des représentants de sept provinces, dont chacune a, dans son caractère provincial, des droits politiques égaux. Il n'est pas vraisemblable que ces ministres, qui ne restent en fonctions qu'autant qu'ils retiennent la confiance d'un parlement ainsi composé, abuseront d'un pouvoir, dont l'exercice sera attentivement surveillé par des représentants de toutes les provinces, attendu que chacune est intéressée au même titre au maintien des droits provinciaux, et en conséquence des principes sur lesquels s'exerce le pouvoir du désaveu.

“ Pour la même raison tout abus de ce pouvoir par les ministres serait promptement suivi de l'application du remède constitutionnel par le parlement. L'expérience de près de dix années, durant lesquelles on a exercé ce pouvoir, n'indique pas que les abus que l'on appréhende se feront sentir. L'objection que l'on a émise s'appliquerait au pouvoir donné à la Reine en conseil de désavouer les lois canadiennes, par lesquelles, pour suivre le même argument, pouvoir est donné à une autorité représentant directement la majorité du parlement anglais de contester l'adoption ou l'opération des actes canadiens ayant trait à des matières

sur lesquelles le droit de législation a été conféré au parlement canadien, à l'exclusion pratique du parlement anglais. Mais il y a dans le mode que nous soutenons un contrôle bien plus efficace sur l'exercice par le gouverneur en conseil du pouvoir de désavouer les actes provinciaux, qu'il n'y en a dans l'exercice par la Reine en conseil du même pouvoir relativement aux actes canadiens, vu que les aviseurs de la couronne ne sont pas dans le dernier cas, comme ils le sont dans le premier, responsables aux Canadiens."

Mais ce n'est pas tout : M. Blake, non content d'avoir exprimé, par dépêches son opinion au gouvernement anglais voulut la faire sanctionner par la Chambre des communes, et dans la session de 1876, il fit passer des résolutions dans lesquelles il récite les clauses 56 et 90 de l'acte fédéral qui ont rapport au désaveu par la Reine des actes fédéraux et par le gouverneur général des actes provinciaux, affirme que le désaveu des lois provinciales ne peut être exercé que par le gouverneur général en conseil, rappelle l'opinion exprimée par le gouvernement Macdonald en 1873 et termine ainsi :

" Que nonobstant cela, le secrétaire des colonies, par une dépêche datée le 30 juin 1873, en réponse à une demande de la part du gouverneur général d'instructions sur ce sujet, informa Son Excellence que l'avis des dits officiers de la couronne était que la question du désaveu ou de la confirmation des actes locaux est une de ces matières où Son Excellence doit agir à sa propre discrétion, et au sujet desquelles il ne peut être guidé par l'avis de ses ministres responsables.

" Que cette Chambre se croit tenue, tout en revendiquant les droits constitutionnels du peuple canadien, de protester contre les dites instructions, et de déclarer sa détermination de tenir les ministres de Son Excellence responsables de

son action, dans l'exercice du pouvoir qui lui est conféré comme susdit par le dit statut. ”

Que ressort-il de tout ceci ? c'est que M. Blake, le vrai chef et le modèle de tous les libéraux, est un partisan fanatique du désaveu par le gouverneur général assisté de ses ministres, qu'il repousse toute tentative par l'Angleterre d'intervenir dans notre législation provinciale, laquelle intervention il considère comme enlevant au peuple canadien “ sa garantie constitutionnelle pour l'administration, suivant ses désirs, de ses propres affaires, et une renonciation en substance au gouvernement responsable, pour n'en conserver que l'ombre.”

Par conséquent, le changement proposé par la 1^{re} résolution est subversive de notre constitution, inutile au point de vue de ce qui s'est fait dans le passé, condamné par le chef du parti libéral et repoussé par le premier ministre lui-même.

Parlerai-je des inconvénients qui résulteraient d'une telle réforme ? L'honorable chef de l'opposition a donné la vraie note dans son discours sur l'adresse quand il a dit que l'Angleterre ne prendrait pas sur elle, dans la plupart des cas, de se prononcer sur la validité des lois provinciales ; elle les réfèrerait au gouverneur général qui, lui, agirait sur l'avis de ses ministres, de sorte qu'on arriverait précisément au prétendu danger que l'on veut éviter.

Parmi les résolutions que l'on nous soumet, les unes sont dangereuses, parce qu'elles constituent une attaque directe contre la constitution du pays ; telles sont la 1^{re} et ses corollaires la 2^e et la 3^e, les 4^e, 7^e, 12^e, 14^e, et 15^e. Les autres sont d'une utilité plus que douteuse et souvent injustes : telles sont les 5^e, 6^e et 8^e.

J'ai déjà parlé des résolutions 1^{re}, 6^e et 7^e, lorsque j'ai essayé d'établir que l'autonomie des provinces n'était pas attaquée, ni en danger.

J'aborde maintenant les résolutions qui ont pour but de changer la constitution de nos chambres hautes. Le mode proposé pour le Sénat est celui-ci : la moitié des sénateurs nommés par les législatures provinciales et l'autre moitié par le gouvernement fédéral pour un terme limité.

La question n'est pas de savoir s'il y a eu des nominations plus ou moins bonnes. On s'attaque au système même. Le système est-il mauvais ? La réforme proposée est-elle un remède au mal ?

D'abord je nie que le principal but de la création du Sénat a été "de protéger les intérêts respectifs des provinces comme telles." Le Sénat a été créé pour veiller au bon gouvernement du Canada, comme un seul tout ; protéger l'autonomie, les droits des provinces était certainement une partie de ses devoirs, parce que formant partie du parlement du Canada, le Sénat devait exercer sa part de surveillance sur la constitution. Mais le Sénat pas plus que la Chambre des communes, n'a pour rôle principal, de protéger les droits des provinces. Les chambres hautes ont été établies pour agir comme un contre-poids aux chambres populaires, pour arrêter une législation hâtive, emportée sous l'impulsion du moment. Déjà bien des fois, nos chambres hautes ont joué avec efficacité le rôle qui leur est assigné par la constitution.

Mais quelle est la véritable raison pour laquelle on objecte tant à la constitution actuelle du Sénat ? C'est parce que le Sénat est composé en grande partie de conservateurs. Et pourquoi ? parce que depuis 1867, le peuple a eu confiance dans les conservateurs, les a gardés au pouvoir pendant tout ce temps, excepté entre 1873-1878, et que le gouvernement fédéral, ayant confiance en ses partisans plutôt que dans les libéraux, a nommé des conservateurs.

Renversons l'ordre des choses : supposons un gouvernement libéral au pouvoir à Ottawa, des gouvernements conservateurs au pouvoir dans les provinces. La réforme ne

serait pas suggérée. C'est la perspective d'un long règne conservateur qui a engendré cette idée.

Mais prenons la réforme proposée. Moitié des sénateurs nommés par les provinces. Comment ? par le peuple ? par les législatures ? par le gouvernement provincial ? Dans le premier cas le système est mauvais, parce qu'il ne doit pas y avoir deux chambres électives. Dans les deux autres, les mêmes inconvénients absolument existent que ceux contre lesquels on veut se prémunir. Et que les sénateurs soient nommés par le gouvernement fédéral ou le gouvernement local, s'ils sont tous les deux du même parti, quelle différence ? Et s'ils sont opposés en politique, des chocs, des conflits dangereux.

Sénateurs nommés comme maintenant, mais pour un temps limité : ce système détruit la principale garantie d'indépendance. Un sénateur nommé à vie n'a pas de faveurs à attendre d'un parti ou d'un autre. Nommé pour un certain temps, il voudra se faire nommer de nouveau et perdra son indépendance.

La résolution 4^e n'est pas simplement un amendement, mais c'est une réforme radicale. Dans l'esprit des fondateurs de la Confédération, les sénateurs sont nommés par la couronne, pour la plus grande protection des intérêts généraux de la Confédération ; par la résolution 4^e, les provinces se feraient directement représenter dans le Sénat, dans le but de veiller à leurs intérêts particuliers.

Il y a longtemps que le premier ministre veut abolir le Conseil. Un jour, il voulait faire une coalition et la seule condition qu'il y mettait, c'était que le Conseil serait aboli. Dans maints discours, il a dit que le Conseil était une menace vivante contre les droits du peuple. Evolution en 1887. Porté au pouvoir par les nationaux qui ont inscrit en tête de leur programme la conservation du Conseil, obligé de faire des concessions pour se garder ses alliés, il sacrifie

ses principes, pour un temps ; mais son idée revient toujours et pour la faire triompher, il fait adopter par la conférence la résolution 12. C'est un moyen ingénieux de parvenir à son but. Il faut y mettre des formes ; il faut entourer la réalisation de son projet, de telle manière que les nationaux ne s'en effraient pas. Mais la résolution est là, et les nationaux doivent s'apercevoir maintenant que l'honorable premier n'a pas abandonné cette partie de son programme. Peu à peu, il le fera avaler tout entier et il n'y aura, comme par le passé, que deux partis, le parti conservateur et le parti libéral. Deux choses me frappent dans la résolution. On affirme " que l'expérience faite depuis la confédération démontre que, avec le gouvernement responsable et les sauvegardes établies par l'acte de l'Amérique britannique du Nord, une deuxième chambre provinciale n'est pas nécessaire."

Je m'étonne de cet aveu. A entendre ces messieurs, cet acte était une menace constante à nos institutions et maintenant ils admettent non-seulement qu'il y a du bon, mais que les sauvegardes établies par cette loi sont suffisantes pour nous protéger. A qui l'expérience a-t-elle démontré qu'une deuxième chambre n'est pas nécessaire ? Est-ce aux nationaux ? Comment l'honorable commissaire des terres, qui représentait seul son parti dans la conférence, a-t-il pu permettre l'énoncé d'une semblable hérésie ?

L'acte d'union dit que la Législature est composée d'un lieutenant gouverneur, d'un Conseil législatif et de l'Assemblée législative, et que la constitution ne pourra être changée que par la Législature ainsi composée. C'est donc saper les bases mêmes de la constitution que de dire que telle ou telle mesure pourra être passée sans l'assentiment d'un des corps composant la Législature. Le peuple est représenté non-seulement par l'Assemblée mais aussi par le Conseil. Et dans l'économie de la constitution, c'est une classe particulière qui est représentée par le Conseil. Si l'on craint que

le Conseil ne consentira pas à voter sa déchéance, c'est qu'on craint qu'une fraction du peuple ne veut pas de l'abolition du Conseil. Ceci est donc injuste.

Voici une attaque non contre notre constitution, mais contre la constitution de l'Empire. Les auteurs disent qu'au roi seul appartient le droit de pardonner, c'est une de ces prérogatives dont il ne peut se défaire et qu'il ne peut déléguer. " It is an incommunicable prerogative " (Chitty Prerog. p. 90). La reine est représentée directement par le gouverneur général ; le lieutenant gouverneur ne représente la reine que dans les cas prévus par l'acte. Il ne faut pas oublier que d'après la sec. 25 du chap. 173 des statuts revisés du Canada, toute violation volontaire d'un statut local est une offense, un délit (misdemeanor). Mais s'il y a quelques raisons pour qu'un délinquant condamné à une peine, en vertu d'un statut provincial, doive être pardonné, une recommandation de l'exécutif provincial ne saurait rester sans réponse favorable.

Je n'ai voulu discuter que les résolutions qui me paraissent des innovations dangereuses au point de vue de la constitution qui nous régit. Je veux conserver intact le pacte fédéral, au point de vue constitutionnel. Si d'un côté je suis jaloux des droits qui sont accordés aux provinces, d'un autre côté, je ne veux pas diminuer l'autorité, les droits, les prérogatives du pouvoir central. Pourquoi ? parce que, comme je l'ai dit en commençant, la confédération des provinces a été fondée pour que nous puissions devenir une nation. Pour parvenir à ce but, il faut avoir une autorité unique, entourée de toutes les sauvegardes nécessaires pour la mettre à l'abri d'empiétements et d'usurpation.

Etait-ce là le désir des conférenciers ? je ne puis le croire, parce que je vois dans les résolutions que je viens de discuter, la preuve qu'on a voulu toujours diminuer le pouvoir et les droits du parlement au profit des provinces ; amoindrir

l'autorité centrale, augmenter l'autorité provinciale. Quand nous ne serons unis que par les avantages du moment, le lien sera bien facile à rompre et à la première occasion, il se brisera.

Je ne puis croire que les conférenciers avaient sur cette matière les mêmes idées que moi, quand en ouvrant la brochure qui contient les délibérations de la conférence, je trouve presque à la première page une déclaration de révolte contre la constitution, (p. 25.)

“ Les représentants de la Nouvelle-Ecosse, présents à cette conférence ont exprimé le désir que le document suivant fût inscrit au procès verbal des procédures et la conférence a consenti à ce que cette inscription fût faite en conséquence :

“ En vue de l'agitation récente qui s'est produite dans la province de la Nouvelle-Ecosse, les représentants de cette province désirent constater dans le procès-verbal que, s'ils se joignent aux représentants des autres provinces, pour aviser des réformes en des matières qui sont d'intérêt commun, ils le font sans préjudice au droit du gouvernement, de la législature et du peuple de la Nouvelle-Ecosse d'adopter telle ligne de conduite qui pourra à l'avenir être jugée désirable, dans le but d'obtenir la séparation de cette province du Canada.”

On avait donc au sein de la conférence des hommes ouvertement hostiles au maintien de la Confédération. Est-il étonnant que dans bien des résolutions on trouve des germes d'une dissolution complète du pacte fédéral. Si les conférenciers étaient sincères, s'ils travaillaient non seulement pour les provinces mais aussi pour le Canada, leur devoir était tout tracé ; ils auraient dû dire à ces Messieurs de la Nouvelle-Ecosse : “ Vous n'êtes pas des nôtres, vous n'êtes pas Canadiens, vous n'avez rien à faire ici.” Au contraire on a pactisé avec les ennemis du pays, on a conspiré avec eux la dissolution de la Confédération.

L'honorable premier ministre s'est déclaré l'autre jour en faveur de l'indépendance du Canada. Il prévoit lui aussi qu'un jour nous serons un peuple, capable de lutter avec les autres peuples et prendre rang parmi les nations du monde. Mais pour cela, il faut que nous ayons un drapeau, une nationalité, une unité de pouvoir, composés des forces vives de la nation, unies en un seul faisceau. La division des pouvoirs veut dire la division des divers éléments qui composent la Confédération canadienne. Cette division nous l'aurons, je le crois sincèrement, si les résolutions sont adoptées.

M. David—*député de Montréal-est.*—J'ai l'honneur de proposer que ce débat soit ajourné.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance.

La séance est levée.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Séance du mercredi, le 23 mai 1888.

SOMMAIRE :—Dépôt par M. David, de divers projets de loi.—
Suite du débat sur les résolutions de la conférence interprovinciale :
MM. David, Blanchet, Robidoux et Desjardins.—La suite du
débat est renvoyée à la prochaine séance.

PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

M. **David**—*député de Montréal-est.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre des projets de loi :

1° Pour pourvoir à la subsistance des femmes abandonnées par leur mari.

2° Pour modifier certains articles du code civil.

3° Pour modifier certains articles du code de procédure civile.

4° Pour modifier la loi pour assurer le paiement au constructeur et à l'ouvrier.

Ces divers projets de loi sont adoptés en première délibération.

SUITE DU DÉBAT SUR LES RÉOLUTIONS DE LA CONFÉ- RENCE INTERPROVINCIALE.

L'ordre du jour appelle la suite du débat sur les résolutions de la conférence interprovinciale.

M. David a la parole.

M. David—*député de Montréal-est.*— M. le président, j'avais l'honneur de dire, au cours de la dernière session, lorsque la Chambre fut appelée à se prononcer sur l'opportunité de convoquer la conférence interprovinciale, dont les travaux sont maintenant soumis à notre considération, qu'ayant combattu la confédération lorsqu'elle a été faite, et n'ayant pas cessé depuis d'en faire voir les dangers pour notre race, je devais désirer la voir réformée, et que ceux qui avaient partagé mes convictions, devaient également se réjouir de la proposition du gouvernement, tant au point de vue national qu'au point de vue patriotique. On me pardonnera bien si je constate tout d'abord avec une bien vive satisfaction que mes prévisions de la dernière session se sont réalisées, et que l'on a réellement travaillé à améliorer la position qui nous a été faite par les auteurs de la confédération. Cependant on a vu certains journaux et certains hommes politiques, oubliant ce qu'ils ont dit autrefois, essayer de faire croire que la province se rendrait ridicule aux yeux de la population du Canada, et que les autres provinces repousseraient cette conférence, si le gouvernement donnait suite à son projet.

Malgré ces prévisions alarmistes, cette conférence a eu lieu, et Québec, la ville des grands souvenirs, le théâtre des événements à jamais mémorables de notre histoire, a vu se réunir dans son enceinte, des hommes politiques distingués des cinq plus grandes provinces du Canada, et même au milieu d'eux on a pu voir l'un des pères de la Confédération, et que la Chambre compte en ce moment comme l'un de ses hôtes.

. Cet homme distingué dont le nom occupera une si large place dans l'histoire du pays et qui gouverne sa province avec tant de tact et d'habileté depuis un si grand nombre d'années, cet homme distingué, dis-je, n'a pas craint d'avouer tacitement par ses actes, que l'œuvre à laquelle il avait con-

tribué il y a vingt-quatre ans, pouvait être améliorée sous certains rapports. J'ai été particulièrement heureux de voir l'honorable M. Mowat, l'un des plus intéressés à défendre le travail des conférenciers de 1864, puisqu'il était de leur nombre, être assez modeste pour admettre que ce n'était pas une œuvre parfaite sous tous les rapports et qu'il y avait lieu d'étudier les meilleurs moyens de l'améliorer.

Nous pouvons maintenant apprécier les résolutions de la conférence, et je ne crains pas de dire que le résultat de ses travaux, résultat impartial et de haute valeur, prouve l'esprit large et patriotique qui a animé les délégués provinciaux. Les modifications suggérées si elles sont adoptées par les autorités compétentes, pourront rendre la confédération plus acceptable même pour ceux qui, comme moi, l'ont combattue et qui ne croyaient pas que la constitution fut susceptible d'aussi heureux changements au point de vue de la province de Québec. J'avoue que pour ma part j'avais des doutes sur la question de savoir si l'on pouvait rendre notre constitution acceptable à ceux qui l'avaient combattue. Je suis heureux de constater que ce résultat a été obtenu dans une large mesure si ce n'est totalement.

L'honorable député de Québec, avec l'éloquence qu'on lui connaît, s'est efforcé de démontrer que la conférence était inutile et que ses travaux sont nuls sinon dangereux. Il est étonnant comme les circonstances influent sur les idées des gens. Il y a quelques années, on disait dans le parti conservateur qu'il fallait sérieusement songer à remettre la constitution sur le métier et que le système fédératif agencé comme il l'était, n'était plus en état de faire le bien du pays. Voilà, M. le président, les opinions qui étaient exprimées, il n'y a pas bien longtemps par le parti conservateur. Le *Canadien*, l'un des principaux organes de ce parti, publiait dans son numéro du 26 mars 1884, des paroles très significatives, mais qui contrastent singulièrement avec l'attitude

présente de mes honorables amis de la gauche. Cette contradiction m'étonnerait beaucoup plus si je n'étais pas au fait de l'histoire politique du parti conservateur, et si je ne savais pas que les membres de ce parti oublient vite suivant les circonstances, leurs déclarations passées quand ces déclarations quelque patriotiques quelles soient, ne font plus leur affaire. Mais nous avons bien le droit de les leur rappeler afin de faire voir au peuple quelle confiance il doit leur accorder. .

Le 21 mars 1884, parlant de l'affaire des licences, le *Canadien*, en faisant des commentaires irrités sur ce sujet et sur la manière dont Sir John Macdonald traitait les provinces, terminait son article par l'importante déclaration de principe qui suit :

“ Les discours de messieurs Houde, Amyot et Ouimet
“ ont été une revendication énergique de notre autonomie.
“ Ils ont dit tout haut ce que tout le monde pense, à savoir
“ qu'il est temps de mettre fin aux empiétements destinés à
“ ruiner peu à peu nos institutions.”

Le 20 mars de la même année, le *Canadien* concluait ainsi un autre article encore sur la question des licences :

“ Il ne s'agissait, en fin de compte, que de décider s'il est
“ opportun de maintenir en existence l'acte fédéral des
“ licences, quand les provinces ont le pouvoir assuré de
“ légiférer sur la vente des boissons. C'était là la question
“ posée. Elle a été résolue dans le sens de la centralisation
“ par la majorité des représentants du Bas-Canada, si intime-
“ ment, si universellement opposé à l'accaparement des
“ pouvoirs par la Puissance.”

Le 26 mars, le *Canadien* disait encore :

“ Le gouvernement central domine les provinces et abuse
“ de sa domination. Cela ne saurait continuer, et la ques-

“ tion d'une révision, d'une interprétation, si on aime mieux
“ ce mot, s'imposera bientôt.”

Le premier mars 1884, il disait :

“ L'acte des licences et le projet de franchise électorale,
“ que depuis deux sessions Sir John essaie d'imposer, indi-
“ quent avec trop de clarté le but vers lequel il tend, pour
“ qu'il soit possible à ceux qui sont opposés à l'union légis-
“ lative de garder plus longtemps le silence.”

Dans le même article M. Tarte ajoutait :

“ Les provinces qui sont entrées de bonne foi dans le
“ pacte de 1867, s'alarment de le voir systématiquement
“ méconnu et sapé dans ses bases. Leurs intérêts immé-
“ diats exigent qu'elles entrent dans la voie de la résistance
“ constitutionnelle.”

Le 20 mars, encore il écrivait :

“ Pour excuser Sir John de ses efforts constants vers la
“ centralisation, de sa conduite dans la question des licences,
“ ses amis disent qu'il s'est laissé entraîner par son immense
“ désir de renverser le cabinet de M. Mowat, et que, pour
“ arriver à son but, il a cherché à lui enlever autant de
“ pouvoir que possible. Si, pour combattre un adversaire
“ politique, Sir John est prêt à ruiner les institutions de
“ toutes les provinces, le plus tôt nous le saurons, le mieux
“ ce sera.”

Voilà ce que disait le *Canadien*, il y a quatre ans. Comme on le voit, c'est d'hier. Il fallait que le mal fut déjà bien grand pour qu'un organe aussi dévoué aux intérêts de son parti osa formuler tout haut une pensée comme celle-là. Et, qu'on veuille bien remarquer, que l'opinion de ce journal n'était pas seulement l'opinion de M. Tarte, ou de n'importe quel homme. Non, M. le président, c'était l'opinion de tout le parti conservateur, dont le *Canadien* était comme il l'est encore, l'un des organes les plus influents. Je pourrais

aussi citer l'opinion du journal *Le Monde* de Montréal, du 24 avril 1884, mais j'abrège, car je ne veux pas être trop long.

Ces citations sont la meilleure réponse que je puisse donner à ceux qui prétendent maintenant que cette conférence n'était pas nécessaire.

Une question s'impose naturellement à notre esprit au seuil même de cette discussion. Il me semble que la première question que nous devons nous poser est celle-ci : Cette conférence a-t-elle justifié, a-t-elle réalisé les espérances de ceux qui voulaient empêcher les flots envahissants de la centralisation de nous engloutir à tout jamais ? Je réponds : oui. Quand même il n'y aurait que les deux résolutions relatives au désaveu et au rajustement du subside fédéral, c'en serait assez pour justifier ceux qui pensaient qu'il fallait tenir cette conférence.

Je commence par examiner la première de ces questions, celle qui a rapport au droit de désaveu exercé par le gouvernement fédéral. Quelle dépense d'encre et d'imagination n'a pas causé cette résolution ? On l'a discutée, critiquée de toutes les manières et sur toutes ses faces. Certains journaux ont même rappelé — à quels propos je ne sais trop — ce qui s'est passé en 1837 et 38, et ils ont prétendu que par ces résolutions on modifiait profondément notre état politique, et qu'on nous avait enlevé nos grandes libertés populaires, que les patriotes de cette époque nous ont conquises au prix des plus grands sacrifices, au prix même de leur vie. Ceux mêmes qui avaient recours à ces arguments n'étaient autres que les représentants directs, que les héritiers immédiats des hommes qui ont fait tout en leur pouvoir pour rendre stériles les luttes et les efforts des patriotes de 1837. Quelle dérision !

On raisonne comme s'il s'agissait de créer dans notre système politique, le droit de désaveu, comme s'il ne s'agis-

sait pas simplement de transférer ce droit d'un pouvoir à un autre. Je ne saurais mieux résumer en deux mots ma pensée, qu'en disant : entre deux maux, il faut choisir le moindre. Je ne puis mieux faire que rappeler les paroles prononcées par l'honorable M. Mowat dans la Législature d'Ontario. Il disait qu'il aurait mieux aimé avoir le système de veto établi aux Etats-Unis, que le droit de désaveu tel que pratiqué ici ; mais ajoutait-il, s'il faut que ce droit de désaveu existe, il est de beaucoup préférable qu'il soit exercé à Londres plutôt qu'à Ottawa. Et pourquoi, M. le président, ce changement est-il désirable ? La raison est bien simple. Si nous préférons transférer au gouvernement impérial l'exercice du droit de désaveu, c'est parce que l'autorité qui l'exercera, sera plus au-dessus de nous que l'est celle qui réside à Ottawa, et par conséquent restera plus étrangère à nos luttes de parti. Croit-on que les hommes d'état anglais prendront le temps de se mêler de nos querelles domestiques, eux qui sont absorbés par les grands problèmes diplomatiques et politiques dans lesquels l'Empire britannique est intéressé.

Du reste il y a encore une autre raison qui doit faire taire toutes nos craintes, c'est qu'en Angleterre on a pris depuis dix ans l'excellente habitude de ne désavouer les lois que dans des cas extraordinaires. Suis-je dans l'erreur en faisant cette assertion ? Non, M. le président, et il me suffirait de citer l'opinion de la " Minerve " pour faire voir que c'est là l'opinion même de nos adversaires. Non seulement on a accepté en Angleterre, depuis quelques années, le principe de la non-intervention dans les affaires domestiques des colonies, mais l'histoire en main, il me serait facile, si toutefois la Chambre l'exigeait, de prouver que le gouvernement impérial ne se mêle pas de désavouer nos lois sous le premier prétexte futile venu — comme le gouvernement fédéral nous en a donné la triste expérience — mais que l'on ne réserve

l'exercice de ce pouvoir de désaveu que pour les cas où les intérêts généraux de l'Empire sont affectés.

Je n'en dirai pas davantage, M. le président, car cette question a été traitée si savamment dans le magistral discours de l'honorable premier ministre et par l'honorable secrétaire de la province, que je n'ai pas besoin d'en parler plus longuement.

L'on doit admettre que le pouvoir de désaveu est un danger constant pour nos institutions provinciales, tant qu'il sera exercé par le gouvernement fédéral, car ce gouvernement, par la nature même de ses attributions constitutionnelles, est sans cesse exposé à venir en conflit avec nous. Après avoir créé deux pouvoirs indépendants l'un de l'autre, et je répète là l'opinion exprimée au cours des débats sur la confédération, par des hommes qui méritent tout notre respect,—et en mettant le pouvoir de désaveu entre les mains du gouvernement fédéral, les auteurs de la constitution avaient planté un arbre magnifique dont les rameaux devaient couvrir de leur ombre bienfaisante le peuple canadien : mais en même temps ils avaient mis au pied de cet arbre, un ver rongeur qui devait le détruire avec le temps.

Il me semble que du moment que l'un des deux pouvoirs, qui peuvent venir en conflit, a le droit de désavouer les lois faites par l'autre, il y a là une inconséquence déplorable, il y a là un germe de destruction dont les ravages sont inévitables. Qu'arrivera-t-il dans ces conflits, du moment que l'une des parties peut se faire justice à elle-même, peut juger dans sa propre cause ? N'est-il pas vrai que c'est créer un état de choses, où le pouvoir central armé de ce droit de désaveu, devra se livrer comme malgré lui, à des empiétements sur l'autorité qu'il contrôle ainsi.

Supposez, M. le président, qu'il arrive un de ces conflits dangereux où l'existence nationale de la province serait en jeu, et que la province de Québec ait besoin pour se défen-

dre, de faire une loi pour se protéger dans cette lutte, on comprend que le pouvoir central n'hésiterait pas à exercer contre elle le droit de désaveu. Il est évident que la victoire resterait en définitive à celui qui exercerait ce droit de désaveu, et que la lutte finirait par le canon et le fusil, si toutefois nous voulions aller jusqu'au bout.

Mais nos adversaires nous disent : " Qu'avez-vous à craindre ? n'avez-vous pas la protection nécessaire à Ottawa dans le fait que les ministres sont responsables aux Chambres, et dans l'établissement du gouvernement responsable dans toute sa plénitude."

Je nie. M. le président, qu'il y ait là une garantie sérieuse et je prétends que nous ne pouvons pas compter pratiquement sur cette protection, quant à ce qui concerne le parlement fédéral, Ici je vais dire des choses qu'on n'ose pas répéter tout haut, mais que chacun admet comme vraies, dans son for intérieur. J'ai dit que la garantie du gouvernement constitutionnel n'était pas sérieuse pour nous. En effet le gouvernement fédéral est composé de telle manière que vous ne pourriez pas avoir le bénéfice de cette protection pour la bonne raison que la majorité restera indifférente aux griefs d'une des provinces, et que celle de Québec sous ce rapport, sera la plus exposée. Quand il s'agirait d'une question nationale, n'est-il pas vrai que l'on verrait toujours une majorité considérable se lier contre nous ? De plus, il y a aussi l'esprit de parti. Or l'esprit de parti est plus dangereux qu'on ne le croit généralement, puisque dans une circonstance mémorable dont le souvenir est encore présent dans tous les esprits, on a vu des Canadiens-français aveuglés par cet esprit de parti, faire ce que des Anglais libéraux eux-mêmes n'ont pas voulu faire.

On a beaucoup parlé du cas de Manitoba. Un mot seulement sur cette question. Je ne veux pas entrer dans toutes les considérations qu'elle comporte, ce serait trop long, et

du reste absolument inutile pour les besoins de mon argumentation. Mais je dis : lors même qu'il n'y aurait que ce cas à invoquer, ce serait plus que suffisant pour nous faire ouvrir les yeux, et nous engager à prendre des mesures les plus sévères pour nous protéger.

Un autre exemple pour prouver l'influence de l'esprit de parti. Je n'en aurais pas parlé, si l'honorable député de Québec n'avait pas jugé à propos d'y faire allusion dans son discours.

Je prétends, M. le président, que du moment que vous avez affaire à une réunion d'hommes animés de l'esprit de parti, vous ne pouvez avoir justice. Ceux des nôtres qui ont signé le décret fatal qui faisait monter l'un de nos compatriotes sur l'échafaud, décrêt qui sera une tache noire dans notre histoire, l'ont fait parce qu'ils n'ont pu s'arracher ou se soustraire à la domination de l'esprit du parti. Que risquaient-ils pourtant en faisant leur devoir ? Ils n'avaient qu'à se montrer patriotes pour se rendre populaires. Pourtant n'ont-ils pas reculé devant l'accomplissement d'un devoir que l'humanité comme leur propre intérêt leur imposait.

Agissons avec énergie et fermeté avant que le mal ne soit trop grand, car si nous le laissons faire, il prendra des racines tellement profondes, que nous ne pourrons plus y remédier.

La question Letellier est encore une autre preuve du danger de l'esprit de parti. Que feu M. Letellier ait eu tort ou raison de faire l'acte pour lequel il a été démis, je ne me prononce pas pour le moment, mais je dis que vous avez dans l'histoire de cette lutte, une preuve irrécusable de la trop grande influence de l'esprit de parti. On a vu alors, le parlement fédéral, déclarer au mépris de la constitution, que le lieutenant gouverneur d'une province n'était que le valet ou

si l'on veut, l'obligé du gouvernement fédéral, et non pas le représentant de notre Souveraine. C'est-à-dire, que par cet acte de partisanerie on a porté atteinte au caractère le plus auguste dont la personne du lieutenant gouverneur puisse être revêtue.

Mais il n'y a pas besoin d'aller chercher dans nos archives historiques, des preuves où l'influence de l'esprit de parti s'est fait sentir d'une manière vraiment déplorable. Nous avons eu dans le cours de cette discussion des déclarations qui nous révèlent un état de choses, fruit direct, suivant moi, de l'esprit de parti poussé à une limite regrettable. N'est-il pas vrai que le discours de l'honorable député de Québec à lui seul suffirait pour engager cette Chambre à mettre le droit de désaveu à l'abri de l'influence de l'esprit de parti. Quelle a été, M. le président, la thèse que cet honorable député a développée dans un beau langage, je dois l'admettre. Il a dit que tous les faits qui ont servi de base aux plaintes générales de toute la province contre l'esprit centralisateur de Sir John Macdonald, que tous ces faits évidents pour tout le monde, ne sont que des illusions, des chimères ou des mythes.

N'est-ce pas suffisant pour nous inspirer les craintes les plus sérieuses quand on voit un homme de la valeur de l'honorable député exprimer une telle opinion sur les actes de Sir John Macdonald, actes, je ne crains pas de le dire, M. le président, qui ont soulevé une réprobation universelle. N'est-il pas évident que le premier ministre fédéral pourrait faire ce qu'il vaudrait contre l'autonomie des provinces, empiéter sur leurs droits sans risquer de perdre l'appui de l'honorable député, si j'en juge d'après le discours qu'il nous a fait sur ces résolutions. Quelle protection auraient les provinces avec une députation fédérale disposée à tout voir en rose et à atténuer tous les torts du gouvernement central. Les législatures auraient-elles la moindre chance

d'être écoutées, et de voir leurs griefs redressés du moment que le gouvernement serait à peu près certain de l'impunité pendant toute la durée d'un parlement. Dans ce cas, le désaveu n'est-il pas une arme dangereuse et terrible entre de telles mains. J'ai donc raison de dire que nous améliorons grandement la position en demandant de transférer ce droit de désaveu à Londres.

On a formulé une autre objection qui paraît très forte à première vue. Je dis à première vue, car il suffit de l'examiner un peu pour se convaincre qu'elle n'a pas la valeur qu'on serait tenté de lui accorder. On a dit que notre proposition, ou plutôt la proposition du gouvernement, tend à détruire le gouvernement responsable dont nous jouissons. Voilà le reproche que l'on fait, mais est-il fondé? Je ne puis m'en convaincre. Dans tous les cas je voudrais bien savoir comment on arrive à cette étrange conclusion. Nous ne portons aucune atteinte à nos libertés politiques et parlementaires. Nous connaissons des hommes, nous connaissons un parti qui pour satisfaire ses ambitions n'a pas craint d'aller jusqu'à cette déplorable extrémité. Ces hommes, M. le président, sont ceux qui ont demandé et qui ont obtenu la destitution de l'honorable M. Letellier. Le jour où cet acte a été consommé, on a porté un coup terrible au gouvernement responsable. On sait très bien que l'honorable M. Letellier avait trouvé des hommes qui, en devenant ses ministres, avaient accepté la responsabilité de son acte devant la province. Cependant cela n'a pas empêché ces messieurs et leurs amis de décréter la destitution de M. Letellier, déclarant par la même qu'ils ne voulaient pas s'en rapporter au remède que leur offrait le système politique que nous appelons : gouvernement responsable. Aujourd'hui que nous avons traversé la période des luttes très vives qui ont été faites a'ors, maintenant que ces luttes sont finies, nous pouvons bien dire froidement ce que l'on doit penser de la cause de cette crise. N'ai-je pas

raison de dire ici que l'acte de M. Letellier a été accompli dans les limites strictes de la constitution, puisque, comme je l'ai dit, il avait trouvé des ministres qui avaient pris la responsabilité de ce même acte. C'est la vraie doctrine constitutionnelle qui a été suivie à la lettre. Ceci, je crois, ne fait de doute pour personne.

On fait entendre encore le vieux cri de guerre d'autrefois. On dit encore que nous voulons détruire la Confédération. Cette accusation n'est pas plus sérieuse que les autres. S'il y a un homme qui a été l'adversaire déclaré et énergique de la Confédération, c'est bien moi. J'avoue franchement que je ne l'ai jamais aimée et peut-être, je ne voudrais pourtant pas l'affirmer, que je ne l'aimerai jamais telle quelle a été faite, mais si on la change, je me sent prêt à faiblir et à faire passer mes antipathies. Il est fort possible que si on veut la modifier dans le sens qui est indiqué, on aura tout probablement la chance de voir d'autres citoyens qui ont partagé mes vues, se rallier aussi à mon avis et abandonner leur aversion pour l'acte de la conférence de 1864. Il n'appartient pas aux amis de la confédération de repousser ces bonnes volontés prêtes à se ranger de leur côté, en considération des changements suggérés et que nous trouvons bons. Les ennemis de la Confédération ne seraient donc pas ceux qui veulent la rendre acceptable, mais ceux qui s'opposent à la proposition qui est faite de la rendre moins sujette à objections aux yeux des personnes qui l'ont combattue. Je dis, M. le président, que les ennemis de la Confédération ne sont pas ceux qui disent : "La constitution a des vices sérieux, modifiez-là et une fois que cela sera fait, nous l'accepterons avec bonne grâce."

Cet épouvantail de la destruction de la Confédération ressemble au fantôme de l'annexion, avec lequel on a voulu alarmer nos populations. Il y a assez longtemps que l'on agite ces deux fantômes pour que l'on soit familiarisé avec

eux, et que l'on n'ajoute plus foi aux prédictions de ces alarmistes, de ces hommes qui font plus souvent appel à la peur qu'au raisonnement. Nous aimons mieux faire appel à la raison du peuple qu'à ce sentiment de la peur qui n'est ni digne ni honorable.

Qu'on me permette de le dire, M. le président, nous aimons le drapeau anglais ; nous croyons que la constitution et les institutions de l'Angleterre sont meilleures que celles des Etats-Unis. Mais je crois que l'on a tort de prétendre que l'on ne peut pas être bon patriote tout en étant fidèle au drapeau anglais. Ce n'est pas en opposant au projet de reciprocité avec les Etats-Unis le projet de la fédération impériale, que l'on fera aimer notre pays ni la situation coloniale que nous occupons. Ce n'est pas ainsi non plus que l'on réussira à empêcher nos compatriotes de s'expatrier. Au contraire, donnons à notre peuple la prospérité qu'il demande, faisons de la province de Québec une contrée où le travail honnête sera toujours certain d'avoir une juste rémunération, où toutes les classes de la société pourront parvenir à l'aisance et par là même, on arrêtera plus efficacement que par tout autre moyen, le torrent de l'émigration qui fait tant de ravages parmi nous. Je crois que l'un des moyens d'arriver à ce résultat si désiré, c'est-à-dire, faire la prospérité et le bonheur de la province, est d'approuver le travail de la conférence.

Je passe maintenant à la question des finances. Il est admis qu'il y a insuffisance de revenus et que la province doit augmenter ses ressources si nous voulons qu'elle marche résolument dans la voie du progrès. Jusqu'ici, au Canada, nous avons administré nos affaires comme si les vieilles provinces n'avaient d'autre chose de mieux à faire que d'enrichir les nouvelles provinces, et ceux qui veulent bien venir s'établir sur nos terres publiques. Cependant nous manquons d'argent pour ce qui est le plus nécessaire à notre existence nationale. Nous n'avons pas d'argent pour

créer et maintenir des écoles industrielles, pour donner aux enfants du peuple ces connaissances pratiques qui lui assureront le succès dans la grande lutte des industries et du travail perfectionné au moyen de la science. Nous n'avons pas d'argent pour ouvrir nos terres incultes. Nos malheureux compatriotes qui nous laissent par milliers chaque année, ne demanderaient pas mieux que de bâtir ici les villes et les villages qu'ils édifient sur le sol américain. Notre population d'artisans est très intelligente et ne le cède en rien à celle de n'importe quelle autre nation. Donnez lui l'instruction, et vous verrez qu'elle ne se montrera pas inférieure à personne, quel que soit le point de comparaison que vous prendrez. Aux Etats-Unis, les grands propriétaires de fabriques ne craignent pas d'avouer que nos ouvriers sont plus habiles, règle générale, que les ouvriers des autres nationalités.

Des voix patriotiques se sont fait entendre de temps en temps, pour dénoncer la situation dont je me plains, et pour demander que l'on remédie à cet état de choses. Y-a-t-il une province qui ait fait plus de sacrifices que nous pour le reste du Canada ! Non M. le président, vous ne pouvez en trouver une seule. Il n'y a pas une province qui tienne plus à ses institutions nationales et religieuses que la province de Québec, et cependant bien qu'elle eut intérêt à s'isoler, elle n'a pas hésité pour le bien général de s'allier aux autres groupes qui formaient les colonies anglaises dans l'Amérique du Nord. Cependant en acceptant la confédération, nous devons nous trouver comme noyés au milieu d'une population sinon hostile du moins peu sympathique à ce que nous chérissons le plus.

Il n'y a pas un groupe national qui, comme nous, a exposé son avenir dans l'intérêt commun. Il me semble que la province de Québec a bien le droit de se demander, jusques à quand, cela va-t-il durer ? Pendant combien de temps encore allons-nous dépenser notre argent pour établir

les étrangers qui nous viennent ici, quand nous négligeons l'intérêt de nos propres nationaux ?

Cette question de l'augmentation du subside fédéral n'est pas nouvelle. Dès 1883, le gouvernement conservateur s'est décidé à formuler un programme dans lequel on demandait au gouvernement fédéral une compensation pour les énormes sacrifices que la province avait faits pour le développement des chemins de fer sur son territoire, et une augmentation du subside par tête. En 1884, le gouvernement Ross obtenait du parlement fédéral une partie de ce qu'il demandait et des promesses pour le reste. Aujourd'hui le gouvernement actuel a arboré ce même drapeau, et il entend le faire triompher. L'idée n'est pas nouvelle je l'admets, mais ce qui est nouveau s'est son exécution. Ceux qui pensent ne sont pas rares, mais ceux qui exécutent le sont bien davantage.

L'honorable premier ministre a le double avantage de réunir ces deux qualités : il pense bien et fait bien. Il a pensé à ce qu'il fallait faire, et l'a exécuté avec une rare habileté.

On disait : " Comment voulez-vous que la province de Québec, seule se fasse écouter à Ottawa ? " On était donc d'opinion qu'il en serait bien autrement, si elle était alliée aux autres provinces dans ces revendications. C'est cette pensée que nous exprimions l'année dernière, et qui nous a engagés à approuver l'idée d'une conférence interprovinciale. Je me rappelle que l'honorable député de Montmorency exprimait des doutes sur la sagesse de ce projet et disait même que l'idée lui en paraissait ridicule. Cependant malgré ces prédictions, l'honorable premier ministre a obtenu l'approbation des délégués des autres provinces, pour les demandes formulées par les gouvernements Chapleau Mousseau et Ross. Il a obtenu ce que nos adversaires osaient à peine demander, c'est-à-dire, le subside basé sur chaque

recensement. Ce projet est ni plus ni moins, l'enfant, de mes honorables amis de l'opposition, mais un enfant grandi et embelli par les soins intelligents de l'honorable premier ministre. Et pour accomplir cette tâche, il a su conquérir l'appui des autres provinces. Aujourd'hui cette question du rajustement du subside, n'est pas seulement inscrite sur le drapeau de la province de Québec, mais on le voit également sur ceux des principales provinces du Canada.

Voilà certes un très beau résultat, on ne peut le nier, car avant longtemps peut-être nous aurons un demi-million de plus à retirer comme subvention fédérale. Et un demi-million c'est une somme qui en vaut la peine. Voyez donc, M. le président, tout le bien que l'on pourrait faire avec cet argent ! Un demi million mais cela est une fortune ! Allez demander au révérend M. Labelle ce qu'il peut faire avec une telle somme pour la colonisation ! Non-seulement le résultat en lui-même est magnifique mais nos adversaires ont suivi la même ligne de conduite, ont approuvé cette politique, par conséquent ils ne peuvent faire entendre un mot de critique sans se mettre en contradiction avec leur passé.

L'histoire rapporte qu'un roi d'Egypte engagé dans une grande guerre avec les Persans, imagina un stratagème pour battre ses ennemis. Il fit placer un grand nombre de chats devant son armée. Or comme le chat était considéré comme un animal sacré en Perse, les Persans n'osèrent pas tirer de peur de se rendre coupable de sacrilège, et le roi égyptien remporta la victoire. Appliquant cette pensée à la situation, nous pourrions, si le besoin s'en faisait sentir, mettre vos chefs devant nous et vous inviter ensuite à tirer. Mais comme vous ne tirez pas assez fort pour nous atteindre et comme nous ne craignons pas vos traits, vous pouvez vivre en paix, nous ne recourrons pas à ce stratagème.

M. le président, comme j'ai résolu de ne pas parler trop longtemps vu que la discussion me paraît à peu près épuisée,

je résume en deux mots ce que j'ai à dire sur les autres résolutions, car pour moi, tout ce que nous voulions est renfermé dans les propositions relatives aux finances et au droit de désaveu.

Je me demande comment, si on approuve la résolution relative au subsidé, ne pas approuver en général le travail de la conférence ? Elle a donc du bon cette conférence. Les autres résolutions n'ont, d'après moi, qu'un but : celui de fortifier la position des provinces quant à ce qui concerne l'exercice du pouvoir de désaveu. Quelques-unes d'entre elles ne sont pas très importantes, je l'admets, mais elles tendent toutes vers le même but.

L'honorable député de Gaspé a eu bien soin de dire qu'elles n'étaient pas mauvaises mais il s'est demandé : "à quoi bon ces changements." Ou, en d'autres termes, où est le danger si on ne les adopte pas. Je crois que l'honorable premier ministre ainsi que l'honorable secrétaire de la province en ont dit assez pour prouver que ce danger existe bien réellement et que s'est s'aveugler volontairement que de ne pas le voir. En supposant que le mal ne soit pas aussi grand qu'on le dit, n'est-il pas du devoir des hommes d'état d'empêcher le mal qu'ils peuvent prévoir plutôt que de courir le risque d'essayer de le guérir quand il est déclaré. Je sais bien que l'imprudence humaine existera toujours' mais encore faut-il que nous cherchions à en amoindrir autant que possible les funestes conséquences. On voit toujours les dangers quand ils sont arrivés. Le même spectacle s'offre à nous quand on étudie l'histoire du monde. C'est toujours la même cause qui produit les tristes effets dont le récit remplit les annales des peuples. C'est l'imprudence qui a précipité la grande révolution française. En ce temps-là on disait qu'il n'y avait pas de danger, et on continuait à fêter à la cour de Versailles pendant que se préparait le plus terrible événement dont l'histoire fasse mention.

Quand s'est élevé le cri de détresse de nos compatriotes, les Métis du Nord-Ouest, les ministres fédéraux disaient, eux aussi, qu'il n'y avait pas de danger. Il a fallu deux guerres sanglantes, des pertes de vies et des millions gaspillés pour les réveiller de leur lourd sommeil.

Je crois que ceux qui, comme nous, cherchent à prévenir le mal, se montrent plus patriotes que ceux qui savent se réveiller à la veille des crises, et même valent mieux que ceux qui savent combattre ces crises. C'est en grande partie avec notre argent que l'on a soumis ces pauvres gens qui avaient raison de compter sur nous pour les aider à obtenir justice. C'est avec notre argent que l'on a cherché à les exterminer. Je ne veux pas mettre en doute la nécessité où étaient les autorités fédérales de maintenir la paix et de faire régner l'ordre, là n'est pas la question. Si c'était un devoir pour ce pouvoir de supprimer la rébellion, il avait un autre devoir à accomplir avant celui-là, c'était de rendre justice à ces pauvres gens quand ils la réclamaient pacifiquement. On dira peut être que ce que je dis là est une exagération. Je prévois cette objection. Ceux qui prévoient les événements, ceux qui travaillent à détourner les dangers, sont toujours taxés d'exagérer les choses. Quand on occupe une position élevée comme celle de membre d'un gouvernement, on a le droit de prévoir l'avenir et on fait preuve de sagesse en prémunissant le pays contre les dangers que réserve cet avenir. Il y a ici des lois immuables comme ailleurs, et les hommes d'état doivent les connaître et baser leur conduite sur la prudence.

Je passe maintenant à la question de l'abolition du Conseil législatif et à la réforme du Sénat. M. le président, j'approuve ces résolutions parce qu'elles ont pour but et pour effet d'empêcher, ou s'ils se produisent malgré les mesures préventives appliquées, de détruire les dangers que ces deux corps politiques renferment. Il faut empêcher que ces Chambres

exercent sur les Chambres populaires une influence indue. En Angleterre, on a lutté pendant des années et des années contre la prérogative royale et finalement la couronne poussée dans ses derniers retranchements, devant la résistance énergique et persistante des communes, a été obligée de s'avouer vaincue. Aussi la couronne n'agit plus que sous le couvert de ministres responsables qui doivent avoir en même temps sa confiance et celle de la branche populaire du parlement. C'est ce qui explique la grande popularité de la Reine, car elle n'a jamais essayé de faire revivre les anciennes prérogatives.

Plus tard une autre lutte a commencé ; c'était contre la Chambre des Lords, mais cette fois-ci elle fut courte.

On a beau dire et beau faire, c'est le peuple qui gouverne. Dans notre système politique, le principe démocratique est • mieux sauvegardé que dans la constitution des Etats-Unis, au moins, en pratique. Si la Chambre haute, en Angleterre a jugé à propos depuis longtemps de ne pas exercer une influence indue sur la Chambre populaire et sur l'existence du gouvernement, je dis, à plus forte raison que dans un pays comme le nôtre, où les Chambres hautes n'ont pas autant de raison d'être que dans la métropole, où la Chambre des Lords représente de si grands intérêts, où pourtant elle a compris, qu'il lui fallait se renfermer dans son rôle, à bien plus forte raison nos Chambres hautes doivent-elle suivre cet exemple.

Il faut absolument une réforme. Les membres du Sénat et du Conseil législatif ne représentent rien du tout. Je me trompe, ils représentent le gouvernement qui les a nommés, et l'esprit de parti qui a inspiré le choix des personnes qui composent ces deux Chambres. Lors même que l'on en viendrait à la conclusion que les Chambres hautes sont nécessaires, et je ne voudrais pas aller trop loin dans le sens contraire—le Conseil tel qu'il est composé m'inspire

beaucoup plus de craintes qu'il ne m'offre de garanties, et son mode de recrutement se fait dans des conditions telles, qu'il est exposé à faire plus de mal que de bien. Il ne manque pas de gens très sérieux qui croient que le Conseil législatif, en refusant de voter les subsides, il y a quelques années a mérité la mort. Je n'hésite pas à dire que jamais cette Chambre ne devrait mettre l'existence du gouvernement en danger.

Dans ces temps de progrès rapide et général, il ne faut pas que le Conseil fasse rien pour arrêter ou ralentir la marche du gouvernement. Je crois que le changement suggéré a été rendu nécessaire par les événements que nous connaissons tous. Si cette Chambre ne doit pas être mal-tresse, si la volonté populaire que nous représentons ici ne doit pas toujours prévaloir comme le veut le principe de notre gouvernement responsable, alors je dis : abolissons cette Chambre. Si non, acceptons la modification que la conférence nous suggère. Il est mieux de s'entendre de suite sur cette question, car les malentendus sont toujours dangereux et ici encore plus qu'ailleurs.

L'honorable député de Québec a parlé d'agitation malsaine ; je suppose que suivant mon honorable ami, il n'y a de sain, de bon, de recommandable que ce qu'il fait, ou que ce que font ses amis politiques. Nous connaissions avant aujourd'hui cette singulière prétention. Depuis longtemps nos adversaires, réclament pour eux et pour leur parti le monopole exclusif des bons principes, tandis que nous, nous sommes des radicaux, des êtres dangereux, des hommes professant les principes sociaux les plus condamnables. C'est là pour ces charitables et pieux adversaires une affaire qui ne se discute pas, et ceux qui osent douter de la vérité de leurs paroles sont des gens bien mal intentionnés.

Cependant depuis quelques années ces idées arriérées, ces jugements faux volontaires ou involontaires, ne sont plus

acceptés comme paroles d'évangile. On a réussi à faire comprendre à la partie éclairée de la population que nous n'étions pas plus malfaisants,—moi je prétends que nous le sommes moins, c'est évident—que nous n'étions pas, dis-je, plus malfaisants que ceux qui nous avaient toujours accusés aussi injustement. Aujourd'hui on est bien revenu sur ce chapitre-là, et si je me permettais de donner un conseil à mon honorable ami le député de Québec, je lui dirais de laisser dormir ces accusations aussi fausses que démodées. Elles ont fait leur temps et vous perdez vos efforts en travaillant à les ressusciter. Jamais vous ne réussirez à aveugler les électeurs intelligents. Contentez-vous des succès passés mais n'en espérez pas de pareils à l'avenir. Heureusement le temps marche et les idées aussi. Aujourd'hui les lumières et les faits ont éclairé le peuple et il ne se contente plus de mots, d'accusations en l'air.

L'honorable député de Québec a trouvé moyen—je ne sais trop comment il a pu accomplir ce tour de force, car c'en est un,—de nous parler de la malheureuse affaire Riel. Pourtant il me semble que du moment que nous n'en parlons pas, nous qui avons le plus intérêt à le faire à certains égards du moins, il me semble dis-je, que l'on ne devrait pas nous provoquer. Dans quel but l'honorable député de Québec a-t-il réveillé ce souvenir si peu agréable pour son parti? Je ne le sais pas et en l'absence de plus amples renseignements il me permettra de lui dire que je doute fort de l'opportunité de son allusion. Quoiqu'il en soit, je profiterai de cette occasion pour faire quelques remarques en réponse à l'honorable député de Québec.

Tout d'abord je lui dirai que le mouvement national n'a pas été une agitation malsaine. Au contraire, l'idée dominante de ceux qui y ont pris part était une pensée noble et généreuse ; ils voulaient venger un malheureux dont le seul tort a été d'avoir aimé ses compatriotes et d'avoir voulu

obtenir pour eux la justice à laquelle ils avaient droit. Non, M. le président, je l'affirme ici de toutes mes forces, cette agitation n'a pas, n'a jamais été malsaine comme l'entendent nos adversaires. Ceux qui y ont pris part n'ont pas eu d'autre but que de travailler en faveur de ces pauvres gens, de nos compatriotes des plaines du Nord-Ouest qui ne demandaient que justice et pas autre chose. Eh bien, que l'on dise ce que l'on voudra je crois qu'il est bon et beau de faire de ces agitations-là. Elles ont un excellent effet à tous égards, car elles réveillent les gouvernants et les font remplir leur devoir d'une manière plus vigoureuse et plus énergique. D'un autre côté, ces agitations ont aussi pour résultat de prouver à ceux qui pourraient croire que nous dormons, que si nous dormons ce n'est que d'un œil, et que nous sommes debout au premier signal.

Voici que nous sommes de nouveau accusés de faire une agitation malsaine à propos de ces résolutions. Il paraît, M. le président, que nous faisons une agitation malsaine quand nous voulons élever tout un peuple à des sentiments plus nobles que ceux qui le préoccupent généralement. Non, d'après ces messieurs du parti conservateur, il faudrait s'abstenir, " laissez, nous disent-ils pratiquement par leurs reproches, laissez le peuple à tous ses petits et mesquins intérêts d'argent, de sous et de piastres."

Que faisaient les gouvernements des nations antiques qui voulaient inspirer des pensées nobles et généreuses à leurs sujets, et les engager à faire des choses grandes et glorieuses ? Suivait-on la ligne de conduite que nos adversaires préconisent ici ? Non, M. le président. Au contraire, on faisait toutes sortes de choses que l'on croyait de nature à élever les idées du peuple. Voyez donc les dépenses considérables que l'on fait en France et en Allemagne pour cultiver et développer l'esprit militaire chez ces deux grandes et puissantes nations qui sont à la tête des peuples civilisés ! D'après les plus grands esprits, le repos chez un peuple est plus fatal à sa

force créatrice, à sa puissance d'expansion que ne l'est l'agitation. Ne peut-on pas, M. le président, appliquer ce même raisonnement à ce qui s'est passé ici. C'est en montrant notre vigueur nationale que nous pourrons plus sûrement accomplir nos destinées.

L'honorable député de Québec disait en terminant son discours qu'il voulait avoir plus tard le droit de s'appeler citoyen canadien. Je suppose que s'il lui fallait lutter pour réaliser son désir, il ne craindrait pas de recourir à tous les moyens constitutionnels. Il ferait donc de l'agitation, mais alors ce serait de la saine agitation, car il est entendu que tout ce qui vient de ces messieurs est saint et sacré, eux qui ne peuvent rien faire de mal, attendu qu'ils ont le monopole des bons principes ! . . . Nous, nous devons nous résigner à rester des humains ordinaires, des hommes comme le commun des mortels. Quelques modestes que soient nos prétentions nous n'en sommes pas moins déterminés à étudier avec soin les besoins du pays et à les satisfaire de la meilleure manière possible. Nous n'osons pas nous comparer à ces messieurs qui sont des êtres bien au dessus des humains, toujours d'après leurs dires, cela va de soi, mais je n'y crois rien.

On dit qu'il faut travailler à former au Canada un seul peuple. Jamais je n'en serai. Notre patriotisme n'est pas injuste ni égoïste, mais il n'est pas disposé à se sacrifier. Nous sommes de l'opinion du grand O'Connell qui déclarait que ce qu'il était prêt à demander pour son pays de prédilection, pour sa chère Irlande, il était prêt à l'accorder à n'importe quel autre pays. C'est absolument ce que nous voulons.

Ce sentiment national qui nous anime repose sur un principe national et vrai, mais non hostile aux autres races qui nous environnent. Quand bien même il serait en mon pouvoir,—ce qui n'arrivera jamais naturellement,—de détruire

ou d'expulser du Canada ou de la province de Québec les autres races, jamais je ne voudrais le faire, parce que non-seulement pour des considérations de justice, ce serait condamnable, mais aussi parce que ce serait à mon point de vue, très préjudiciable aux intérêts mêmes de ma propre nationalité, en ce sens que ce serait lui enlever un puissant moyen de progrès, attendu que ce voisinage, ce contact des autres races contribue énormément à créer une bienfaisante émulation qui tourne au profit de tous. Il est dans l'intérêt général de l'humanité, il est dans l'intérêt de toutes les nations, qu'il existe plusieurs nationalités ayant des goûts, des talents, des aptitudes divers, et c'est cette même diversité dans l'ordre politique qui enfante le progrès et mène à la grandeur durable. C'est cette variété qui, dans une bonne mesure, a produit le bien que nous voyons. Comme je viens de le dire, quand bien même je serais en position de faire disparaître la nationalité anglaise de ce pays, je ne le ferais pas, car les Anglais sont nécessaires au progrès de ce continent comme ils l'ont été et le sont encore en Europe.

Ils sont aussi nécessaires ici qu'à l'Angleterre et la France, ces deux flambeaux qui éclairent le monde, le sont au progrès de l'humanité. Ce que je dis là n'est pas seulement mon opinion personnelle, ce qui, je l'admets, serait de peu d'importance, mais je puis dire sans crainte que je parle au nom de tous mes compatriotes. Je prétends que dans l'intérêt même de ma nationalité il est bon qu'il y ait des Anglais parmi nous, afin que nous puissions leur emprunter les qualités qui les distinguent.

Le devoir des hommes d'état est de diriger les forces nationales de manière à les faire concourir au bien commun, et c'est parce que je crois à cette vérité que j'approuve ces résolutions. C'est parce que je vois cette pensée exprimée dans ces résolutions que j'ai la ferme conviction que le

peuple d'une extrémité à l'autre du pays les approuvera comme la majorité de cette Chambre va le faire à la clôture de ce grand débat.

L'honorable **M. Blanchet**—*député de Beauce*—L'éloquent discours que vient de prononcer l'honorable député de Montréal-est nous démontre, d'une manière irréfutable, combien nous avons raison, pendant la dernière session, de nous opposer à ce projet si pompeusement annoncé d'une conférence interprovinciale.

L'honorable député a probablement exprimé l'opinion intime de plusieurs de ses amis de l'autre côté de la Chambre, lorsqu'il a dit " qu'il avait toujours été et qu'il était encore opposé à la confédération, et que notre constitution " était rempli de vices, de défauts et de dangers." D'un autre côté, l'*Etendard*, un des organes du gouvernement, nous a déjà révélé, d'une manière non équivoque, les sentiments de ceux qui avaient conçu ce grand projet, en disant à ses lecteurs, qu'il n'y avait pas de circonstance plus favorable pour formuler les prétendus griefs des provinces que celle ou cinq des plus grandes d'entre elles étaient hostiles au gouvernement fédéral, et que si on laissait échapper cette occasion, elle ne se présenterait pas de sitôt. Il y a donc deux opinions bien distinctes dans le camp opposé ; l'une qui prétend faire disparaître de notre constitution des défauts qui gênent l'action des provinces, et nuisent à leur développement, l'autre qui condamne l'œuvre de 1867, comme la source de toutes nos difficultés passées et de tous nos dangers futurs.

Le langage officiel lui-même n'est pas moins alarmant. En effet, au début de la dernière session, l'honorable premier ministre mettait dans la bouche du gouverneur, les paroles suivantes :

" L'obscurité à certains égards de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et l'interprétation donnée à

quelques clauses de cet acte, dans certaines circonstances, ont fait naître des craintes légitimes sur le maintien de nos institutions locales, et rendent nécessaire une entente entre les gouvernements provinciaux et de la Puissance, en vue d'arriver à un état de choses plus satisfaisant pour tous."

Quelles sont les divergences d'opinions, les points de friction et les causes de conflit qui menaçaient ainsi notre avenir comme province dans la Confédération ?

Nous avons demandé plusieurs fois avec une bien légitime curiosité, au gouvernement de nous éclairer sur ce point, de nous dire quels étaient les sujets sur lesquels la conférence serait appelée à se prononcer et quelle devait être la composition de cette dernière, mais le ministère a cru qu'il était plus prudent pour lui de ne pas dévoiler trop tôt ses projets.

Aussi, après plusieurs tentatives infructueuses, le gouvernement refusant toujours de nous répondre et de nous donner d'autres informations que celles contenues dans le discours du trône, nous crûmes qu'il était de notre devoir de faire connaître nos vues sur cette importante question. Nous comprenions alors, et les événements ont démontré combien nous avions raison, que l'idée du gouvernement était de réunir en conférence, non pas les représentants du peuple des provinces sans distinction de parti, mais les représentants bien connus du parti libéral, pour reviser l'œuvre si sagement élaborée en 1864, par les représentants les plus autorisés des deux grands partis politiques qui divisaient alors le pays. Je demandai en conséquence à la Chambre, le 12 mai 1887, de déclarer que, dans les circonstances, cette conférence n'était pas désirable. Cette proposition fournit à l'opposition l'occasion d'exprimer les opinions bien arrêtées sur ce grave et important sujet, et nous n'avons rien à ajouter ni rien à retrancher à ce que nous avons dit alors. Malgré la déclaration lue par l'honorable premier ministre, à la conférence le jour de son ouverture, dans laquelle il affirme

que le gouvernement actuel tient aux institutions fédérales, et désire assurer leur existence et leur bon fonctionnement, il est évident, pour tout homme impartial et éclairé, que cette conférence a un caractère de partisanerie politique, que son œuvre est une œuvre de parti, et que le résultat de ses travaux n'est en définitive, qu'un acte d'accusation motivé contre le gouvernement conservateur d'Ottawa, destiné, dans l'opinion de ses auteurs, à servir de base à un programme politique pour combattre ce gouvernement aux prochaines élections.

La conférence de 1864 avait été assemblée sur des bases plus larges et plus sérieuses. Comme je l'ai déjà dit, les deux partis politiques dans chaque province y étaient représentés. On avait alors plus de respect pour les opinions et les principes en lutte dans le champ clos de la politique, et quand il s'agissait d'une question qui intéressait l'avenir et le salut du pays, on faisait appel au patriotisme large et généreux des hommes importants représentant toutes les nuances de l'opinion publique. On n'écartait pas les hommes politiques par esprit de parti, mais on leur donnait volontiers l'occasion de discuter leurs principes, de faire prévaloir leurs opinions, ou du moins on ne leur refusait pas le droit de les invoquer, de les affirmer et de les soumettre au vote de ceux qui étaient animées par un sentiment commun : l'avenir du pays et le désir de le voir prospérer et grandir sous une constitution librement acceptée par le peuple auquel elle était destinée.

L'exclusion complète dans cette conférence du parti conservateur, (car on ne soutiendra pas que l'honorable M. Norquay y représentait ce parti,) nous démontre clairement, que ceux qui ont pris l'initiative de ce mouvement savaient d'avance que leurs travaux n'auraient pas le succès désiré et que leur but était surtout de forger des armes pour combattre le gouvernement fédéral. Il était important, à ce

point de vue, de ne trouver réunis, dans cette chambre de délibérations siégeant avec portes closes, que des hommes bien disposés à accepter les moyens les plus efficaces pour agiter l'opinion publique dans les provinces, contre ce que l'on a pris l'habitude d'appeler les empiétements du pouvoir fédéral, afin de pouvoir chasser les conservateurs du pouvoir à Ottawa à la première occasion favorable.

L'examen des vingt et une questions soumises à la conférence par le premier ministre est encore une preuve complète, suivant moi, de cette disposition à attaquer le gouvernement fédéral. En effet on y trouve des demandes tellement exagérées, tellement déraisonnables pour ne pas dire absurdes, que l'idée de les faire accepter par les autorités fédérales et impériales nous paraît absolument impossible et irréalisable.

Aussi, il faut le dire, à la louange des délégués des autres provinces, une grande partie de ces propositions exagérées et impraticables ont été rejetées, probablement sans discussion.

De tout ce prospectus pompeux et sonore, deux des résolutions adoptées par la conférence : celles qui ont rapport au désaveu et au rajustement des subsides accordés aux provinces, sont seules assez importantes pour justifier une discussion sérieuse. Les autres sont pour la plupart sans intérêt ou sans utilité pour la province de Québec, et plusieurs d'entre elles affectent des questions soulevées, il est vrai, mais réglées pratiquement depuis longtemps dans un sens favorables aux provinces.

Je vais examiner brièvement les résolutions principales que je viens de mentionner et je commencerai par la question du désaveu.

DÉSAVEU.

Pour bien comprendre cette question il faut étudier notre constitution, se rendre compte du but que les auteurs

de la Confédération voulaient atteindre, lors de la discussion des résolutions de la conférence de 1864, et ne pas oublier dans quelles circonstances cette conférence eut lieu. Ayant décidé, après discussion, d'adopter le système fédératif pour toutes les provinces de l'Amérique britannique du Nord, le premier modèle qui s'offrait naturellement aux regards anxieux de nos délégués était la constitution de nos voisins des Etats-Unis.

Après s'être violemment séparés de la mère patrie, les treize Etats nouveaux, ayant repris l'exercice du pouvoir souverain, avaient adopté, en définitive, le système fédératif. Mais en établissant leur gouvernement général ils s'étaient réservés tous les pouvoirs qu'ils ne lui avaient pas délégués spécialement. Le gouvernement central qui était leur œuvre, puisqu'ils lui avaient donné l'existence et la vie, n'avait donc pas d'autres pouvoirs que ceux qui lui avaient été délégués par les Etats.

Tous ceux qui ont lu l'histoire de nos voisins, savent quelle source de trouble, de difficultés, de luttes et d'embarras de toutes sortes ce principe de la souveraineté des Etats a été pour eux. C'est au nom de cette souveraineté que les Etats du sud se sont révoltés contre le congrès qui leur avait imposé, sans indemnité et sans compensation, l'abolition de l'esclavage, c'est-à-dire la violation, selon eux, d'un droit de propriété réservé au contrôle des Etats par la constitution même. Cette guerre terrible qui avait causé la mort de tant de milliers d'hommes, qui avait ruiné le sud, et qui avait conduit la république près de l'abîme de la dissolution, n'était pas encore terminée en 1864. Les désastres immenses qu'elle avait causés, les dangers qu'elle avait fait courir à l'Union américaine, en la mettant à deux doigts de sa perte, avaient profondément ému l'opinion publique non seulement sur ce continent, mais dans toute l'Europe.

Tous les hommes sérieux étaient alors convaincus que le principe de la souveraineté des Etats était un principe vicieux, dangereux dans ses tendances, funeste dans ses résultats, et qu'un pays dont la constitution contenait ce germe fatal de désunion et de destruction ne pouvait vivre longtemps en paix. Les auteurs de la Confédération voulurent éviter ce danger pour notre pays, et ils résolurent d'introduire dans la nouvelle constitution qu'ils étaient appelés à lui donner, un principe différent, afin d'assurer au pouvoir central, la force et la stabilité nécessaires pour garantir le peuple de ce pays contre cette pernicieuse doctrine du droit de séparation et de sécession. C'est cette idée dominante et fondamentale qui les animait tous, et elle a été exprimée et répétée à satiété par les délégués qui ont pris part au grand débat de 1865, et par la majorité des députés qui appuyaient le projet de la conférence.

Pour obtenir ce but désiré, ils firent une division aussi générale et aussi large que possible des pouvoirs et des droits de chaque législature, ainsi que des pouvoirs et des droits du gouvernement central, de manière à éviter autant que possible tout sujet de conflit entre eux.

Ils assignèrent au gouvernement central l'autorité législative exclusive sur un certain nombre de sujets spécialement désignés en y ajoutant toutes les matières *ne retombant pas dans les catégories de sujets exclusivement assignés aux provinces*, et ils donnèrent à celles-ci des pouvoirs définis aussi d'une manière expresse et exclusive, en y ajoutant toutes les matières d'une nature purement locale ou privée.

Tous ces pouvoirs sont donc des pouvoirs absolus, exclusifs et souverains dans leur sphère d'action respective, c'est-à-dire, que chaque législature ainsi que le parlement central sont, quant à l'exercice de leurs droits respectifs, maîtres absolus et arbitres exclusifs en autant qu'ils ne dépassent pas les limites qui leur sont assignées pour l'exercice de ces pouvoirs.

A la différence du gouvernement des Etats-Unis, il n'y a pas, dans notre constitution de délégation de pouvoir par les provinces au gouvernement central. L'ancienne province du Canada, celles du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse ne pouvaient pas déléguer une autorité qu'elles n'avaient reçue que pour se gouverner elles-mêmes, et non pour créer de nouveaux gouvernements. Tout ce que ces provinces pouvaient faire, c'était de s'entendre comme elles le firent, non pas pour transmettre directement et de leur propre volonté au nouveau régime les pouvoirs dont elles jouissaient, mais pour dire au gouvernement impérial, voici de quelle manière nous voulons et désirons être gouvernées à l'avenir, et nous vous prions de donner à notre projet de constitution l'autorité législative qui lui manque et que seul vous pouvez lui donner.

Ainsi donc, les pouvoirs des législatures et du parlement central sont des pouvoirs qui leur viennent directement de l'autorité souveraine, le parlement de la Grande-Bretagne, et ces pouvoirs sont, par les termes mêmes de la constitution, aussi absolus, pour chacun d'eux, que le sont les pouvoirs du parlement impérial lui-même dans la sphère légitime de son action. Ayant ainsi défini et fixé la base principale de la confédération, il était évident qu'il fallait, pour en assurer le bon fonctionnement, établir quelque part un frein destiné à contrôler efficacement ces différents pouvoirs, et les empêcher de législater d'une manière contraire aux intérêts généraux de l'Empire ou aux intérêts généraux de la Puissance, en les maintenant dans les limites qui leur étaient assignées. Or comment arriver à ce résultat ?

Avant 1867, nous n'avions qu'une législature, et le droit de désaveu était exercé par le souverain lui-même, en Angleterre. Il pouvait en user et en usait de fait, chaque fois qu'il s'agissait de sauvegarder les intérêts généraux de l'Empire. Mais dans notre nouvelle constitution, il y avait deux rouages distincts qu'il fallait maintenir dans leur posi-

tion respective, sous peine de voir toute la machine s'arrêter ou se briser. Il fallait donc nécessairement que le même pouvoir de désaveu existât chez le souverain, pour surveiller et contrôler au besoin les deux législations, fédérale et provinciale. C'était là un point difficile à régler. Après une longue discussion au sein de la conférence, il fut décidé que le gouvernement central étant celui qui était chargé plus spécialement de l'intérêt général du pays, il n'était que juste de l'établir juge des actes des provinces qui pouvaient mettre cet intérêt en danger, et il fut décidé de donner au gouverneur général, sur l'avis de ses ministres responsables au peuple, le droit de désavouer les lois des législatures locales qui excèderaient leurs pouvoirs, ou qui affecteraient les intérêts généraux de la Confédération.

Il est évident que ce pouvoir quelque absolu qu'il soit, n'est pas aussi dangereux qu'on le prétend, car, tant que les législatures des provinces se maintiendront dans les limites de leur constitution, il ne peut pas être question de désavouer leurs lois. La prétention contraire, émise par plusieurs députés, siégeant du côté du gouvernement, est tellement déraisonnable qu'elle ne résiste pas à l'examen. Voyons comment M. McKenzie, le chef du parti libéral, résumait, en 1865, l'opinion de la conférence sur ce sujet important :

“ Je crois qu'il est raisonnable et juste d'insérer dans
“ la constitution une disposition qui enlève à tous les partis
“ indistinctement, le pouvoir de commettre des actes
“ injustes. Si le pouvoir qui doit être conféré à l'autorité
“ centrale — celui d'apposer son *veto* aux actes de la légis-
“ lature locale — est exercé, il suffira, je pense, pour empê-
“ cher toute chose de ce genre. Mais au *veto* même on
“ objecte, pour la raison que la législature élective sera ren-
“ due impuissante par l'influence que la Chambre haute fera
“ peser sur elle. Eh bien ! M. le président, sous la constitu-
“ tion anglaise, dans toutes les colonies britanniques et en
“ Angleterre même, une certaine élasticité est toujours sous-

“entendue. Toute chose n'est pas prévue parceque beaucoup
“est laissé au bon sens du peuple. Je pense que sans crainte
“d'être contredit l'on peut affirmer qu'il n'y a pas le moindre
“danger que le parlement fédéral se rende coupable d'injus-
“tice envers les législatures locales, car si cela avait lieu, la
“réaction serait assez forte pour détruire le pouvoir ainsi
“exercé injustement — Le *veto* est nécessaire afin que,
“dans une certaine mesure, le gouvernement général
“ait un contrôle sur les actes des législatures locales.—
“L'absence de ce pouvoir aux Etats-Unis est la grande
“cause de leur faiblesse, et il est à présumer qu'avant
“peu il sera remédié à ce défaut par un amendement à
“leur constitution. Tant que chaque état s'est considéré
“comme souverain, que ses actes et ses lois ne pouvaient
“être mis en question, il est évident que l'autorité centrale
“n'avait pas le pouvoir de contraindre à l'obéissance des
“lois générales.—Si chaque province était libre d'édicter les
“lois qui lui plaisent, chacun serait à la merci des législa-
“tures locales, et la législature générale deviendrait de peu
“d'importance—On a prétendu que le pouvoir de la légis-
“lature générale devrait être contrôlé par un certain *veto*
“conféré aux législatures locales dans les limites de leur
“territoire concernant l'application des lois générales dans
“leur juridiction. Tout pouvoir, dit-on, émane du peuple
“qui le transmet à ses mandataires, et par ceux-ci à la cou-
“ronne ; mais il serait illogique de placer le gouvernement
“général au-dessous du gouvernement local.”

Il est donc hors de doute que, tant que les législatures locales seront guidées par des hommes véritablement amis de leur pays et désireux de conserver l'harmonie et la paix entre les provinces et le pouvoir central, l'exercice du droit de désaveu sera une lettre morte. Le parlement fédéral ne pourrait pas s'en servir d'une manière arbitraire, dans le seul but de s'arroger des droits qu'il n'a pas, sans provoquer des bouleversements qui mettraient sa propre existence en danger.

Si l'on consulte l'histoire des vingt dernières années, on constate que trois de nos lois seulement ont été désavouées par le gouvernement central, et ces désaveux ne peuvent être ni censurés ni condamnés, car ils sont bien fondés, de l'avis de tous ceux qui sont capables de donner une opinion raisonnée sur cette question.

Il peut, il est vrai, s'élever d'autres conflits résultant soit de l'ambiguïté, soit de l'obscurité des clauses 91-92 de l'acte de l'Amérique britannique du Nord qui contiennent la définition des pouvoirs des législatures et du parlement ?

Ces conflits d'interprétation sont non-seulement possibles, mais doivent nécessairement arriver. Ceux qui connaissent un peu les lois, et qui savent que les codes, même les mieux rédigés, ont donné lieu à des discussions nombreuses et à des contradictions d'opinion fréquentes entre les jurisconsultes les plus éminents, ne doivent pas s'étonner que notre constitution puisse donner prise à de semblables discussions ; mais ces conflits n'ont rien d'alarmant ni de dangereux, car ils peuvent être réglés comme ils l'ont été, dans le plus grand nombre des cas, par une autorité impartiale et tout à fait désintéressée : l'autorité judiciaire. C'est ainsi que nous avons obtenu successivement et d'une manière favorable aux provinces, par des décisions émanant du conseil privé, le règlement final de la question des biens en déshérence, des cours d'eau, des droits de pêche dans les rivières navigables et dans les eaux intérieures, et celui de la fameuse question de la loi des licences, en 1885.

S'il y avait un cas où l'on aurait pu demander aux autorités impériales d'expliquer notre charte c'était bien ce dernier. Cependant il n'est venu à l'idée de personne de recourir au parlement anglais, pour déclarer à qui appartenait le droit de légiférer sur cette matière.

La question de savoir si les provinces pouvaient nommer des juges de paix, des conseils de la reine, des magistrats

de district, a aussi soulevé quelques discussions et fait naître quelques procès, mais, comme je l'ai établi devant cette Chambre en 1884, ce droit, dans les limites dans lesquelles nous l'avons exercé, n'a pas été nié aux provinces par le gouvernement fédéral, et les statuts qui nous autorisent à nommer des juges de paix, des conseils de la reine et des magistrats de district n'ont jamais été désavoués.

Quels sont donc les conflits que l'on a à redouter ? Ce sont ceux qui pourraient surgir, lorsque les législatures, s'arrogeant des pouvoirs qu'elles n'ont pas, adopteront des lois qui excèderont leurs pouvoirs ou qui seraient contraires aux intérêts généraux du pays ou de l'Empire.

Il est facile de comprendre que dans l'un ou l'autre de ces cas, le pouvoir qui doit décider ces questions difficiles doit connaître à fonds notre constitution, la position particulière de chaque province, leurs intérêts communs ainsi que la législation générale du pays.

Quelle est l'autorité la plus compétente pour décider ces questions, en dehors du pouvoir judiciaire, si ce n'est le gouvernement fédéral soumis directement au contrôle du peuple de chaque province par sa représentation parlementaire.

Voici comment M. Cauchon s'exprimait à ce sujet avant le grand débat de 1865 :

“ Comment se détermine l'action du *veto* à l'endroit des lois coloniales à Londres. C'est un simple employé de bureau qui examine les projets de loi et décide de leur sort ; c'est sur son opinion que le souverain les accepte ou les rejette. Tandis que, quand une loi sera réservée à la sanction et assujettie au désaveu du gouverneur général, comme l'exercice de cette sanction et de ce désaveu ne se fera que sur l'avis des ministres, ceux-ci ne courront, que dans les cas extrêmes, le danger de conseiller l'exercice du *veto*,

parce que l'opinion, qui aura présidé à la passation de la loi, dans la législature locale, se trouvera représentée dans le parlement fédéral, par une phalange capable, si elle le veut, de rendre tout gouvernement impossible."

L'honorable premier ministre exprimait les mêmes vues le 7 avril 1885, dans notre Chamble d'assemblée.

Voici ses paroles :

" Le pouvoir central a le droit de désavouer les lois passées par les législatures locales, mais cette prérogative étant exercée par le gouverneur général, d'après l'avis de ses ministres, et ceux-ci étant responsables aux Communes, comme celles-ci le sont au peuple, tout exercice indu de ce droit de désavouer disparaîtrait devant le corps électoral sagement sollicité et énergiquement appliqué."

Plus loin, il ajoutait : " Je suis entré dans ces détails pour démontrer que l'autonomie des provinces est parfaite sous ce chef des désaveux, et que, s'ils sont faits injustement, la province attaquée dans ses droits peut trouver une protection dans la Chambre des communes, et dans la nôtre qui censurerait les ministres locaux, refusant de faire, par la voix du lieutenant gouverneur, des représentations assez énergiques auprès des autorités fédérales. Cette responsabilité ministérielle met la question du désaveu des lois locales sous le contrôle des Communes et des Assemblées législatives."

Vouloir transporter ce pouvoir à Londres, c'est rétrograder de quarante ans, c'est renoncer au pouvoir de régler nous-mêmes nos propres affaires, c'est déclarer à la face de l'univers que nous nous reconnaissons incapables de nous gouverner seuls, c'est renoncer à ce glorieux privilège du gouvernement responsable par le peuple et pour le peuple, que nos pères avaient demandé si longtemps en vain au gouvernement de la métropole. C'est abandonner un prin-

cipe pour lequel ils ont lutté si vaillamment et si courageusement pendant plus de cinquante ans et pour lequel ils ont même versé leur sang.

Mais on dit, et c'est là l'argument le plus spécieux invoqué par le premier ministre, que l'autorité qui décide est une autorité intéressée et que pour avoir une décision impartiale il faudrait un tribunal qui n'a aucun intérêt dans la question. Cet argument n'est pas sérieux quand il s'agit de l'intérêt général du pays. Ceux qui ont la charge et la responsabilité de ces intérêts sont, il est vrai, des juges intéressés, mais leur intérêt est l'intérêt du peuple lui-même et se confond avec lui. Ils apporteront par conséquent plus de vigilance et plus de soins dans leurs décisions, et d'autant plus d'impartialité, qu'ils se sentiront surveillés par l'action active et incessante de la députation qui ne permettrait pas l'amointrissement encore moins l'anéantissement des droits assignés à chaque province.

On semble croire que le gouvernement impérial serait plus impartial, parce que, dit-on, il est plus désintéressé. C'est là une grave erreur, car le gouvernement impérial est aussi anxieux que le gouvernement fédéral de faire respecter la constitution, de maintenir chaque pouvoir dans les limites de ses droits. Ceux qui connaissent un peu ce que sont les traditions du gouvernement anglais, doivent comprendre que le premier ministre de l'Angleterre n'exercerait ce droit de désaveu qu'après s'être mûrement renseigné. Or à qui s'adresserait-il pour ces renseignements, si ce n'est au gouverneur général du Canada qui représente Sa Majesté et est l'aviseur responsable de sa souveraine. Le gouverneur général consulterait lui aussi ses aviseurs constitutionnels sur l'opportunité de désavouer ou de ne pas désavouer une loi et il transmettrait cet avis au gouvernement anglais qui l'adopterait. De sorte qu'en définitive, même si le système recommandé par la conférence était

adopté, le désaveu continuerait d'être exercé à l'avenir comme il l'a été jusqu'ici et par la même autorité. Pratiquement le changement demandé n'en serait pas un, et les travaux de la conférence n'aurait ajouté qu'un nouveau rouage au système existant, sans donner aux provinces aucune protection additionnelle.

Le gouvernement a enfin cru trouver un dernier moyen de nous convaincre. En effet l'honorable premier ministre a dit : Le gouvernement impérial a le droit de désavouer les lois fédérales comme avant la confédération, or ce droit il ne l'a pas exercé depuis 1867 ; donc si nous lui transférons le droit de désavouer, il ne l'exercera pas plus vis-à-vis de nous que vis-à-vis des provinces et nous n'aurons plus de désaveu. Il faudrait être bien naïfs pour croire à une proposition aussi invraisemblable et espérer un résultat aussi improbable. Ce serait admettre que le parlement impérial s'occuperait tellement peu de l'avenir de la Confédération qu'il laisserait exister toutes les causes de conflits qui pourraient naître entre les provinces et le gouvernement central sans y apporter de remède ; ce serait prétendre que les remontrances du souverain ou de son représentant n'auraient pas même l'effet de le rappeler à ses devoirs et de l'engager à s'acquitter avec diligence des nouveaux devoirs qui lui auraient été confiés ; ce serait pousser l'absurde jusqu'au point de croire que la constitution qu'il nous a donnée, il la laisserait déchirer par lambeaux au gré des caprices et des passions, en restant spectateur désintéressé de luttes et de dissensions qui pourraient amener la perte et la ruine de la plus brillante et de la plus importante des colonies.

Mais il y a un autre inconvénient, un autre obstacle à l'amendement proposé, c'est que le gouvernement impérial ne voudra pas du présent qu'on veut lui faire, et refusera la tâche ardue et difficile qu'on veut lui imposer.

Comment en effet le gouvernement impérial, avec l'immense administration qui lui est confiée, la surveillance des intérêts généraux de l'empire, sur près de quarante colonies, pourrait-il se charger volontairement de reviser tous les ans sept à huit cents actes de nos législatures locales, et de déterminer les cas où cette législation pourrait être désavouée. On conçoit que cette tâche serait non seulement difficile mais impossible, et le gouvernement anglais nous répondra comme il nous a répondu à propos de la loi des écoles du Nouveau-Brunswick : Sa Majesté vous a donné le gouvernement responsable et le pouvoir vous a été donné de légiférer sur les sujets qui vous sont respectivement assignés, Elle ne désire pas intervenir pour régler des difficultés qui peuvent être réglées par le peuple et ses représentants.

On a fait beaucoup de bruit au sujet de ce droit de désaveu et de la manière dont il avait été exercé. On a prétendu que le parlement fédéral empiétait sans cesse sur les droits des provinces, que ces empiétements étaient une menace pour nos institutions, que le gouvernement fédéral ne cherchait qu'à centraliser tous les pouvoirs, et que Sir John travaillait sans cesse, depuis 1867, à nous conduire lentement mais sûrement vers l'union législative.

Toutes ces assertions sont repoussées par les faits, et ne sont que le résultat d'un système organisé par les libéraux pour combattre la politique progressive et populaire du gouvernement d'Ottawa.

Pour nous en convaincre, il suffit de rappeler quels sont les principes posés et adoptés par Sir John, au sujet de ce droit de désaveu. Voyons d'abord s'il était disposé à l'exercer d'une manière arbitraire, ou s'il comprenait que ce pouvoir ne devait être exercé qu'avec prudence et mesure. Dès 1868, Sir John fit régler par un arrêté du conseil le mode en vertu duquel les lois des provinces pourraient être désavouées.

Ce document est assez important pour être cité en entier.
Le voici :

DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE.

Ottawa, 8 juin, 1868.

“ Le soussigné a l'honneur de soumettre, pour la considération de Votre Excellence, qu'il est expédient de déterminer la ligne de conduite que l'on doit suivre relativement aux actes passés par les législatures provinciales.

“ Les mêmes pouvoirs de désaveu qui ont toujours appartenu au gouvernement impérial, à l'égard des actes passés par les législatures coloniales, ont été conférés par l'acte d'union au gouvernement du Canada. Dans ces dernières années, le gouvernement de Sa Majesté ne s'est pas, comme règle générale, immiscé dans la législation des colonies ayant des institutions représentatives et un gouvernement responsable, si ce n'est dans les cas dont il est fait mention spéciale dans les instructions aux gouverneurs, ou dans les affaires qui concernent les intérêts de l'empire, et qui ne sont pas d'un intérêt purement local.

“ Sous la constitution actuelle du Canada, le gouvernement général sera appelé à juger de l'opportunité d'approuver ou de désapprouver les actes provinciaux bien plus souvent que ne l'a été le gouvernement de Sa Majesté, par rapport aux actes législatifs des colonies.

“ En décidant si un acte d'une législature provinciale devrait être désavoué ou sanctionné, le gouvernement ne doit pas seulement considérer si cet acte affecte les intérêts de toute la Puissance ou non, mais de plus s'il est inconstitutionnel, s'il dépasse la juridiction conférée aux législatures locales, et dans les cas d'égalité de juridiction, s'il n'est pas contraire à la législation du parlement fédéral.

“ Comme il est important que l'action de la législature locale soit entravée le moins possible, et que la prérogative de désaveu

soit exercée avec la plus grande prudence, et uniquement dans les cas où la loi et les intérêts généraux de la Puissance l'exigent absolument, le soussigné recommande l'adoption de la ligne de conduite suivante :

“ Que sur la réception par Votre Excellence des actes passés dans aucune des provinces, ils soient renvoyés au ministre de la justice, pour qu'il en fasse son rapport, lequel rapport il devra faire le plus tôt possible sur les actes contre lesquels il n'existe aucune objection quelconque, et que si ce rapport est approuvé par *Votre Excellence en conseil*, que cette approbation soit immédiatement communiquée au gouvernement provincial.

“ Qu'il fasse un rapport séparé, ou des rapports séparés sur les actes qu'il aura ainsi considérés :

1. Comme étant entièrement illégaux ou inconstitutionnels.

2. Comme étant illégaux en partie.

3. En cas d'égalité de juridiction comme contraire à la législation du parlement général.

4. Comme affectant les intérêts de la Puissance en général.

“ Et que dans ce rapport ou ces rapports il *motive ses opinions*.

“ Que lorsqu'une mesure n'est considérée que partiellement défectueuse, ou que l'objection qui y est apportée n'est basée que sur le fait qu'elle est préjudiciable aux intérêts généraux de la Puissance, on devrait communiquer avec le gouvernement provincial au sujet de cette mesure, et qu'en pareil cas, l'acte ne devrait pas être désavoué, si les intérêts généraux peuvent le permettre, jusqu'à ce que le gouvernement local ait eu l'occasion d'examiner et de discuter les objections apportées, et que la législature locale ait eu l'occasion de remédier aux défauts qui s'y trouvent.

“ Le tout respectueusement soumis,

Signé : JOHN A. MACDONALD.

“ Rapport du comité de l'honorable conseil privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur Général en conseil, le 9 juin 1868.

“ Le comité a pris en considération le mémoire ci-joint de l'honorable ministre de la justice et procureur général, sur la question des pouvoirs de désaveu des actes des législatures locales dont est revêtu le gouvernement général de la Puissance, et contenant ses vues et ses recommandations sur la ligne de conduite qui devrait être suivie chaque fois que les actes des législatures locales seront transmis au gouverneur général, et il recommande respectueusement qu'il soit approuvé et adopté.

“ Pour copie conforme,

Signé : WM. H. LEE.

Cette règle sage, prudente et juste a servi de base à tous les désaveux qui ont eu lieu depuis à Ottawa, et pendant les quatre années du régime libéral, on n'a jamais songé à la changer. Au contraire, M. Blake, M. Fournier, M. Laflamme, l'ont eux-mêmes suivie dans les nombreux cas de remontrances faites par eux aux législatures locales et dans les cas de désaveux infligés aussi par eux aux provinces.

On a dit quelque part que c'était M. Blake qui avait fait prévaloir l'idée que le désaveu ne devrait être exercé par le gouverneur général que sur l'avis de ses ministres, mais, comme on vient de le voir, Sir John avait réglé la question avant lui dans ce sens.

Il est vrai qu'en 1876, l'honorable M. Blake avait introduit dans la Chambre fédérale des résolutions affirmant le principe que le gouverneur général ne pouvait désavouer seul les lois des provinces, et que ses ministres devaient être tenus responsables de ses actes à ce sujet, mais lorsque le temps arriva de discuter ces résolutions, Sir John et l'honorable M. McKenzie, ayant exprimé l'opinion constitution-

nelle, que le désaveu ne pouvait être exercé que sur l'avis des ministres du gouverneur général, l'honorable M. Blake retira ses résolutions.

En voici la preuve :

HOTEL DE GOUVERNEMENT.

Ottawa, 7 avril 1876.

MONSIEUR,

“ J'ai l'honneur d'informer Votre Seigneurie que l'honorable M. Blake, député de South Bruce, a donné avis, le 22 février, qu'il proposerait dans la Chambre des communes les résolutions suivantes :

“ Que par la 56e clause de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, il est décrété que, lorsque le gouverneur général aura donné sa sanction à un bill au nom de la reine, la reine en conseil, dans les deux ans après la réception du dit bill, pourra le désavouer.

“ Que par la 90e clause du dit acte il est décrété que la disposition ci-dessus s'étendra et s'appliquera aux législatures des diverses provinces, tout comme si elle était décrétée de nouveau dans cette 90e clause, en substituant toutefois le lieutenant gouverneur au gouverneur général, le gouverneur général à la reine, un an à deux ans, et la province au Canada.

“ Que dans l'opinion de cette Chambre, le pouvoir de désavouer les actes d'une législature locale conféré par le dit statut appartient au gouverneur général en conseil, et que les ministres de Son Excellence sont responsables envers le parlement quant à l'action du gouverneur général dans l'exercice ou non exercice du pouvoir en question.

“ Que par une lettre datée du 13 décembre 1872, le registraire du conseil privé du Royaume-Uni, fit connaître au bureau colonial l'opinion du lord président du conseil,

que le pouvoir de confirmer ou de désavouer les actes locaux appartient, en vertu du dit statut, au gouverneur général agissant avec l'avis de ses conseillers constitutionnels.

“ Que nonobstant cela, le secrétaires des colonies, par une dépêche, datée le 30 juin 1873, en réponse à une demande de la part du gouverneur général d'instructions sur ce sujet, informa Son Excellence que l'avis des dits officiers de la couronne était, que la question du désaveu ou de la confirmation des actes locaux est une de ces matières où Son Excellence doit agir à sa propre discrétion, et au sujet desquelles il ne peut être guidé par l'avis de ses ministres responsables.

“ Que cette Chambre se croit tenue, tout en revendiquant les droits constitutionnels du peuple canadien, de protester contre les dites instructions, et de déclarer sa détermination de tenir les ministres de Son Excellence responsables de son action, dans l'exercice du pouvoir qui est conféré comme susdit par le dit statut.”

“ Cette question ne put être traitée devant la Chambre avant mercredi le 31 mars : M. Blake proposa ce jour-là l'adoption des résolutions dont il avait été donné avis, mais, après quelque débat durant lequel M. Mackenzie et Sir J. A. Macdonald exprimèrent leur adhésion à la doctrine constitutionnelle exposée par M. Blake, ce monsieur retira sa proposition, etc., etc.

(Signé,)

DUFFERIN.

Voilà donc tout le mérite de M. Blake sur cette question, réduit à bien peu de chose. Il s'est borné à vouloir faire déclarer par la Chambre une doctrine reconnue et pratiquée par le gouvernement de Sir John, admise aussi par M. Mackenzie puisqu'il demanda à M. Blake de ne pas insister à faire mettre par écrit dans les procédés de la Chambre une proposition qui n'était contestée par personne. Où est donc l'initiative de M. Blake ?

Son grand dévouement pour la garantie des législatures provinciales n'est donc pas si extraordinaire puisque celles-ci n'étaient pas en danger ?

C'est donc le gouvernement conservateur et non le gouvernement libéral qui a fait adopter le principe de la responsabilité ministérielle dans l'exercice du pouvoir de désaveu.

Voyons maintenant comment ce pouvoir a été exercé dans l'espace de vingt-un ans. Trois lois de la province de Québec ont été désavouées, deux par le gouvernement conservateur et une par le gouvernement libéral. La première avait rapport aux privilèges et aux immunités de notre législature et de ses membres. Sir John et ses collègues étaient d'avis que nous n'avions pas le pouvoir de passer cette loi, mais au lieu de s'en rapporter à son opinion, il demanda avant de la désavouer, l'opinion du procureur général et du solliciteur général anglais. Tous deux furent d'avis que ce pouvoir ne nous étant pas donné par la constitution, nous ne pouvions l'exercer, car nous aurions pu, par notre législation, nous arroger des pouvoirs plus étendus que le parlement fédéral en avait lui-même. L'acte passé par notre Législature fut en conséquence désavoué. Mais l'année suivante, la Législature adopta un éloi nouvelle sur le même sujet contenant des pouvoirs mêmes plus étendus que la première, en lui donnant un autre titre, et cette loi n'a pas été désavouée.

La seconde loi désavouée par le gouvernement Mackenzie, est celle qui autorisait la construction d'un pont sur le St. Laurent vis-à-vis Montréal. Elle le fut comme étant contraire aux droits généraux du parlement fédéral qui a le contrôle absolu de la navigation. La troisième est celle qui a été désavouée l'année dernière. Il est vrai quelle n'était que la reproduction d'un statut existant avant la confédération et déclarant que le lieutenant gouverneur était une corporation, mais l'article 92 de notre constitution statue

expressément que nous n'avons pas le droit de modifier ou d'amender les dispositions relatives à la charge de lieutenant gouverneur. Cette loi outrepassait évidemment notre juridiction.

Peut-on dire, en présence de ces faits si clairement établis, que le parti conservateur a abusé du pouvoir de désaveu ? Il est évident que non et il faut être aveuglé par l'esprit de parti pour prétendre le contraire.

Voyons maintenant comment le parti libéral et ses chefs ont usé de ce pouvoir. Je ne citerai que quelques extraits des rapports de l'honorable M. Blake pendant qu'il était ministre de la justice, pour établir la différence entre les deux régimes.

Jamais notre législation n'a été soumise à une critique plus minutieuse et plus inquisitive que lors du passage des libéraux au pouvoir à Ottawa.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire ces rapports qui établissent jusqu'à l'évidence que l'honorable M. Blake usait et abusait des pouvoirs qui lui étaient confiés, non seulement pour protéger l'intérêt général du pays, mais qu'il critiquait d'une manière impitoyable des lois qui étaient même complètement et entièrement dans les limites de notre juridiction. Référons un instant à ces rapports officiels.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Ottawa, 22 septembre 1875.

“ Au sujet des statuts de la législature de Québec, passés dans la 39^e année du règne de Sa Majesté, 1875 :

.....

“ Chapitre 2, acte relatif à la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.”

“ Ce statut pourvoit à la construction, comme ouvrage public de la province de Québec, d'un chemin de fer par-

tant du port de Québec et s'étendant jusqu'à un point, dans le comté de Pontiac, qui paraîtra le plus avantageux pour faire aboutir dans la suite le dit chemin de fer au Canada central, selon que le lieutenant gouverneur en conseil pourra déterminer dans la suite.

“ La 22e section autorise les commissaires à faire des arrangements avec la compagnie du chemin de fer du Canada central pour l'extension du chemin de fer du Canada central depuis le terminus est de la portion subventionnée de ce chemin, ou depuis tel autre point de jonction avec la portion subventionnée de ce chemin de fer qui pourra être choisie, jusqu'à la rivière Ottawa, à l'opposé du terminus ouest du chemin de fer dont la construction est autorisée par ce statut, ou pour la construction d'un pont sur la dite rivière, ou à faire des arrangements pour le passage du matériel roulant, etc., sur le Canada central et sur le chemin de fer du Pacifique du Canada.

“ Ce statut n'a pas *pour but de donner et la Législature locale ne pouvait pas donner* à la compagnie du Canada central le pouvoir de faire l'arrangement prévu, et quoiqu'on puisse se demander si *l'autorité donnée aux commissaires n'est pas plus étendue que celle que peut régulièrement leur donner la législature provinciale*, cependant prenant en considération la vingt-troisième section, qui a expressément pour but de faire autoriser par le parlement du Canada la construction, par les commissaires, de toute partie du chemin de fer situé en dehors de la province de Québec, le soussigné ne recommande pas le désaveu de ce statut.

“ La quarante-troisième section donne, autant que la législature peut le faire, au chemin de fer à construire en vertu de ce statut, tous les droits, franchises, etc., accordés par le parlement du Canada à la compagnie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Il semble que la législature locale ne peut pas effectuer le transport des

franchises, et, au moins, de quelques-uns des droits conférés par le parlement du Canada à la compagnie du chemin de fer de Montréal, Ottawa et Occidental, et par conséquent cette clause, bien qu'elle soit rédigée en termes mesurés, n'est pas exempte de toute objection.

“ Chapitre 5 : “ Acte pour amender l'acte 38 Vict., chap. 4 relativement à la fabrication du sucre de betterave.”

“ Ce statut augmente de \$5,000 à \$7,000 la subvention annuelle pour cette fin. Le soussigné renvoie à son rapport sur le statut primitif, mais ne recommande pas le désaveu.

“ Chapitre 6 : “ Acte pour amender de nouveau l'acte des licences de Québec (34 Vict chap. 2) et les divers actes qui l'amendent et en étendre l'application.”

“ Ce statut contient quelques dispositions soulevant la même question que dans plusieurs rapports on a déclarées être *sub judice*, quant au pouvoir des législatures locales d'affecter le commerce par une telle législation.

“ Le soussigné recommande que pour les raisons données dans d'autres cas, on n'intervienne pas dans le fonctionnement de cette loi.

“ Chapitre 20 : “ Acte concernant la compilation des statistiques des naissances, mariages et causes de décès dans la province.”

“ Ce statut s'occupe de la question des statistiques ; mais on a permis qu'une législation semblable fût mise en vigueur dans les autres provinces et le soussigné recommande que ce statut soit laissé en vigueur.

“ Chapitre 33 : “ Acte pour amender et refondre les différents actes concernant le notariat en cette province.”

“ La section sept décrète que toute personne assaillant un notaire dans l'exécution de son devoir ou lui opposant des obstacles, se rend coupable de délit et peut, sur conviction

du fait, être condamnée à la même punition que si elle avait été convaincue d'un assaut sur un officier de paix ou du revenu dans l'exécution de son devoir. Cette section intervient dans la loi criminelle et le soussigné recommande d'y attirer l'attention du lieutenant gouverneur, dans le but de la faire révoquer avant qu'arrive le temps auquel ce statut peut être désavoué.

" Chapitre 41 : " Acte pour annexer certaines parties du township de Shawinigan dans le comté de St-Maurice, à la paroisse de Ste-Flore, dans le comté de Champlain, pour les fins scolaires, municipales, d'enregistrement et de représentation parlementaire."

" Le soussigné renvoie à son rapport sur le chapitre 7 des statuts de la session précédente relativement à l'emploi du mot " parlementaire " et recommande que l'attention du lieutenant gouverneur soit attirée sur cette section dans le but de la faire amender.

" Chapitre 42 : " Acte pour détacher une certaine partie du comté de Lotbinière et l'annexer au comté de Beauce pour les fins scolaires, municipales et d'enregistrement et de représentation parlementaire et pour ériger civilement la paroisse de St-Séverin."

" L'emploi du mot " parlementaire " souffre objection, ainsi qu'il a été expliqué au sujet du chapitre 41, et le soussigné recommande à l'égard de ce statut la ligne de conduite qu'il a proposé de suivre à l'égard de l'autre.

" Par ce statut, la paroisse de Saint Séverin, telle qu'érigée pour les fins religieuses par un décret de l'Archevêque de Québec, en date du 20 septembre 1882, est reconnue d'une manière aussi entière et aussi complète pour toutes les fins civiles quelconques que si elle avait été érigée en vertu du chapitre 18 des Statuts refondus du Bas-Canada.

" Le soussigné renvoie aux remarques qu'il a déjà faites dans ses rapports concernant les statuts de cette session et

de la session précédente relativement à une semblable législation et il recommande que cette disposition soit laissée en vigueur.

“ Chapitre 43 : “ Acte pour détacher une certaine partie du comté de Bellechasse et l'annexer au comté de Montmagny pour les fins parlementaires, d'enregistrement, municipales et scolaires. ”

“ Ce statut souffre objection à cause de son titre et de la phraséologie employée dans la première et dans la troisième section, pour les raisons mentionnées dans le cas du chapitre 41, et le soussigné recommande l'adoption de la même ligne de conduite.

“ Chapitre 45 : “ Acte pour ériger le village de Bagotville en une municipalité séparée. ”

“ Section 4 : “ Le conseil municipal du dit village pourra imposer sur les marchands et commerçants étrangers à la dite municipalité, et qui viennent y commercer, tels droits et taxes que le dit conseil jugera à propos et les obliger à payer pour leur licence le montant ainsi imposé.”

“ En vertu de cette section, on pourrait imposer une taxe d'une nature qui souffre énormément d'objection, et le soussigné serait disposé à recommander que l'attention du lieutenant gouverneur fut attirée sur cette section dans le but de la faire révoquer ou amender, ne fût-ce le fait qu'on a laissé en vigueur plusieurs statuts provinciaux conférant des pouvoirs à peu près semblables aux conseillers municipaux.

“ Vu les circonstances, il semble préférable de ne pas intervenir dans une législation semblable, lorsqu'elle se borne à l'action des corps municipaux, dans tous les cas, jusqu'à ce que l'expérience ait démontré qu'on fait un mauvais usage de ce pouvoir ; mais le soussigné pense que l'extension d'un principe qui n'est pas sanctionné par des

précédents, exigerait d'être considérée avec la plus grande attention.

“ Chapitre 50 : “ Acte pour incorporer la cité de Sherbrooke. ”

“ La section 33, sous-section 4, qui autorise le conseil à faire des règlements pour empêcher les vols et déprédations qui pourraient être commis à aucun incendie dans la dite cité, et pour punir toute personne qui résisterait ou maltraiterait aucun membre ou officier du dit conseil, paraît entrer dans le domaine de la loi criminelle.

“ La section 43 pourvoit à la punition “ des propriétaires ou agents qui accorderont des certificats ou des reçus faux et des locataires qui présenteront des reçus ou des certificats faux. ” Cette offense semble ressortir à la section 110 du statut concernant le larcin et cette section paraît entrer sur le domaine de la loi criminelle. Le soussigné recommande que l'attention du lieutenant gouverneur soit attirée sur ces sections.

“ Chapitre 56 : “ Acte pour amender l'acte incorporant la compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston. ”

“ Par le statut de la Législature de Québec, 35 Vict., chapitre 29, la compagnie du chemin de fer de Montréal, Chambly et Sorel a été incorporée pour construire un chemin de fer à partir de Sorel, passant par Chambly pour aller à Montréal, et de Montréal à la frontière, à ou près de Philippsburgh, avec le droit de continuer le dit chemin de fer sur l'un ou l'autre côté de la rivière Richelieu, et pour bâtir un pont sur cette rivière, avec certaines dispositions se rapportant au chemin de fer du Grand Tronc.

“ Par un statut passé par la même Législature en 1872, 36 Victoria 46, il a été fait à l'acte d'incorporation des amendements de peu d'importance.

“ Dans un statut passé par le parlement du Canada, 36 Victoria, chapitre 87, il est exposé que cette compagnie de chemin de fer, incorporée par un statut passé par la Législature de la province de Québec, a demandé le pouvoir d'émettre des billets promissoires et de conclure des marchés et arrangements avec les compagnies de chemins de fer étrangers, et il est décrété comme suit :

“ Le chemin de fer de Montréal, Sorel et Chambly est par le présent déclaré être une entreprise à l'avantage général du Canada.

“ La compagnie aura le pouvoir et l'autorité de devenir partie à des billets promissoires et à des lettres de change pour des sommes de pas moins de cent piastres, et tout billet promissoire fait ou endossé, et toute lettre de change tirée, acceptée ou endossée par le président ou vice-président de la compagnie et contre-signé par son secrétaire et trésorier avec l'autorisation de la majorité d'un quorum des directeurs, sera obligatoire pour la compagnie, et chaque semblable billet promissoire ou lettre de change ainsi fait, sera présumé avoir été fait avec l'autorité nécessaire jusqu'à preuve du contraire, et il ne sera pas nécessaire dans aucun cas, d'apposer le sceau de la compagnie sur pareil billet promissoire ou lettre de change, et ni le président ni le vice-président, ni le secrétaire, ni le trésorier ne seront individuellement exposés à aucune responsabilité quelconque à cet égard, à moins que tel billet promissoire ou lettre de change n'ait été émis sans la sanction et autorisation du bureau des directeurs ; pourvu toujours que nul tel billet promissoire ou lettre de change ne soit payable au porteur ou ne soit de nature à passer comme papier-monnaie ou billet de banque.

“ 3. La dite compagnie de chemin de fer pourra louer son chemin en tout ou en partie, ou louer à ou de toute compagnie de chemin de fer canadienne ou étrangère, tout

chemin de fer, ou louer de telle compagnie ou compagnies tout pont, etc. ” Cette section confère encore d’autres pouvoirs.

“ Par un statut passé par le parlement du Canada, en 1875, 38 Vict., chap. 10 le nom de la compagnie est changé en celui de “ La compagnie du chemin de fer de Montréal, Portland et Boston. ” Le statut actuellement sous considération fait quelques changements dans l’acte d’incorporation et confère certains pouvoirs au bureau des directeurs.

“ Par l’acte de l’Amérique britannique du Nord, section 97, les pouvoirs des législatures provinciales relativement aux entreprises et aux travaux d’une nature locale, sont expressément déclarés ne pas s’étendre aux travaux qui, avant ou après leur exécution, sont déclarés par le parlement du Canada, être à l’avantage du Canada ou pour l’avantage de deux provinces ou plus.

“ L’embarras et la confusion qui résulteraient d’une législation concurrente, dans les circonstances exposées, sont trop évidents pour avoir besoin d’être discutés.

“ Le soussigné recommande que l’attention du lieutenant gouverneur soit attirée sur ce statut avant qu’arrive l’époque à laquelle il *devra être désavoué.*

“ Chap. 60 “ Acte pour incorporer la compagnie d’assurance patriotique du Canada. ”

“ La septième section de ce statut autorise la compagnie à faire des contrats d’assurance sur la vie à ou toute personne ou personnes, et de faire le commerce d’assurance sur la vie, dans tous les modes et branches de ce genre d’assurance et d’après tout plan ou principe que le bureau des directeurs pourra choisir et déterminer, et généralement de faire toute transaction dépendant des éventualités de la vie, et de faire toute autres opérations ordinairement pratiquées par les compagnies d’assurance sur la vie, et aussi à assurer

contre les pertes par le feu ou les dangers de la mer et de la navigation fluviale.

“ Relativement à ce statut, le soussigné renvoie à son rapport sur le chapitre 81 des statuts passés par la Législature de Québec à sa session précédente, et recommande que l'attention du lieutenant gouverneur soit attiré sur la phraséologie de cette clause, dans le but de la faire amender de manière à limiter les opérations de la compagnie, avant que n'arrive la date à laquelle il faudra décider si ce statut doit être désavoué.

“ La vingt septième section décrète que tout secrétaire, commis ou autre officier de la compagnie qui se rendra coupable de fraude ou fausseté préméditée, en quelque matière ou chose dépendant de sa charge ou de son devoir, sera coupable de délit, et quiconque ayant offert de voter en personne à quelque élection de directeurs dans la dite compagnie, qui se donnera faussement pour une autre, ou signera ou apposera faussement le nom d'une autre personne membre de cette compagnie à quelque nomination de procureur, sera coupable de délit.

“ La 28^e section décrète que dans toutes actions, procès et poursuites dans lesquels la compagnie se trouvera en aucun temps engagée, tout officier ou actionnaire de la compagnie sera un témoin compétent.

“ Le soussigné recommande que l'attention du lieutenant gouverneur soit attirée sur ces sections, dans le but de faire révoquer la section 27, et de faire amender la section 28, en tant qu'elle empiète sur la loi criminelle.

“ Chapitre 62, “ Acte pour changer le nom de La société provinciale permanente de construction, en celui de “ La compagnie provinciale de prêt, et pour étendre ses pouvoirs. ”

“ La 11^e section autorise la compagnie à recevoir de l'ar-

gent en dépôt, et à payer le taux d'intérêt qui sera convenable.

"On peut se demander si ces dispositions n'empiètent pas sur les lois concernant l'intérêt et ne sont pas *ultra vires*, et le soussigné avise que l'attention du lieutenant gouverneur y soit attirée.

"Chapitre 63, "Acte passé pour changer le nom de "La société permanente de construction de Montréal," en celui de "Compagnie de prêt et d'hypothèque de Montréal," *Montreal Loan and Mortgage Company*) et pour en étendre les pouvoirs."

"La onzième section autorise la compagnie à recevoir de l'argent en dépôt, et à émettre des débiteures portant intérêt ou taux qui sera jugé convenable. Les observations faites sur le chapitre 62, s'appliquent à cette disposition.

"Chapitre 64 : "Acte concernant une compagnie incorporée sous le nom de "Le crédit foncier du Bas-Canada."

"Le préambule expose que, "Attendu que le Crédit foncier du Bas-Canada, corps politique et incorporé, dûment incorporé en vertu des statuts du Canada, 36 Victoria, chapitre 152, a, par pétition représenté qu'il serait dans l'intérêt de la dite corporation aussi bien que dans celui du public que son acte d'incorporation fût reconnu par la Législature de Québec, et que les pouvoirs qui lui sont accordés fussent confirmés et légalisés dans la province de Québec, en autant que la dite Législature peut conférer des pouvoirs à la dite corporation, et qu'il résulterait un grand avantage pour le public, etc., etc., et a demandé la passation d'un acte reconnaissant cette incorporation et confirmant dans les limites de cette province les pouvoirs qui lui sont accordés, en autant que cette Législature peut accorder tels pouvoirs, et attendu qu'il est convenable d'accéder à la demande de la dite pétition." Les clauses du statut donneront suite à ce préambule. Il semble qu'il y a objection à ce

qu'une législature provinciale déclare accorder de nouveau à une compagnie canadienne les pouvoirs dont le parlement du Canada l'a revêtue. Une pareille ligne de conduite est de nature à jeter du doute sur les pouvoirs du parlement du Canada, et à créer des embarras quand il s'agit de décider à quelle législature la compagnie doit réellement ses pouvoirs, de même qu'il est difficile de voir quel bon but on peut atteindre au moyen d'une telle procédure.

“ Le soussigné recommande que l'attention du lieutenant gouverneur soit attirée sur ces observations.

“ Chapitre 66 : “ Acte passé pour autoriser la compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga, à émettre des débentures portant hypothèque sur les biens de la dite compagnie et pour autres fins.”

“ La deuxième section, sous-section quatre, décrète qu'un règlement de la compagnie contiendra le terme et le lieu de ses débentures et des coupons d'icelle, et le taux d'intérêt n'excédant pas huit pour cent qu'elles porteront.

“ La 9^e section décrète que toutes débentures émises comme susdit seront recouvrables, bien qu'elles puissent avoir été négociées à un taux d'intérêt de plus de six pour cent par année. Le soussigné croit que l'attention du lieutenant gouverneur devrait être attirée sur ces sections, qui paraissent souffrir objection, en tant qu'elles empiètent sur les lois concernant l'intérêt.

“ Chapitre 76 : “ Acte pour incorporer le corps de musique du village de Lauzon.” Ce statut décrète que l'association aura droit d'ordonner que tout musicien dont la conduite sera irrégulière devra sortir du corps et remettre dans un délai de huit jours, entre les mains du chef d'orchestre, l'instrument qu'il aura reçu de la société, sous peine d'une amende de pas plus de deux et de pas moins d'une piastre pour chaque jour durant lequel il refusera et négli-

gera de remettre ainsi le dit instrument après l'expiration de ce délai, ou d'un emprisonnement de trente jours, ou des deux peines à la fois, à la discrétion du juge, la dite amende recouvrable au profit du dit corps de musique de la manière ordinaire. Il semble extrêmement inconvenable de conférer à une corporation comme celle-ci le pouvoir de faire un règlement en vertu duquel une personne peut-être emprisonnée pour une période de trente jours, un tel pouvoir, s'il est délégué, ne devrait être délégué, il semble, qu'aux corps municipaux.

“ Le soussigné croit que l'attention du lieutenant gouverneur devrait être attirée sur ce statut dans le but de le faire amender avant que n'arrive l'expiration du temps dans lequel il doit être désavoué.

“ Le soussigné se propose de faire un rapport séparé sur les chapitres 7 et 19.”

(Signé,)

EDWARD BLAKE.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Ottawa, 16 octobre 1876.

“ Relativement aux statuts de la province de Québec, passés dans la quatrième session du deuxième parlement, 35 Victoria 1870, le soussigné a l'honneur de faire rapport comme suit :

“ Relativement au chapitre 4, intitulé: “Acte pour encourager la fabrication du sucre de betterave dans la province de Québec,” ce statut décrète que le lieutenant gouverneur pourra accorder un subside annuel de cinq mille piastres, pendant cinq ans, pour l'établissement de la première manufacture de sucre de betterave dans la province. Cet établissement, a été reconnu par le parlement du Canada comme étant à l'avantage public, par des dispositions statutaires qui exemptent la fabrication de tout droit d'accise pendant un

certain nombre d'années. Le soussigné croit qu'il ne résultera aucun inconvénient de ce statut. Cependant, il pense qu'il est bon d'attirer l'attention du Conseil sur cette disposition, d'autant plus qu'il est facile de concevoir qu'une législation de cette nature peut affecter ou nullifier la politique fiscale du Canada et diminuer ou détruire les sources de revenus sur lesquels le gouvernement fédéral est obligé de compter, pour faire face à ses engagements et aux dépenses du gouvernement, et le cas pourrait se présenter où il serait nécessaire de considérer si cette législation doit être désavouée.

“ Le soussigné recommande que ce statut soit laissé en vigueur.

“ Chapitre 7 : “ Acte concernant l'élection des membres de l'Assemblée législative de la province de Québec.” La première partie est intitulée : “ Electeurs parlementaires.”

“ Le même titre se trouve dans la section 3 de cette partie, sections 56 et 57.

“ Ces sections imposent des amendes aux secrétaires-trésoriers qui altéreront ou falsifieront la liste statutaire des électeurs et aux personnes ayant la garde de ces listes qui falsifieront les copies par elles fournies en vertu du statut.

“ Ces sections semblent empiéter sur la loi criminelle.

“ La section 64 parle de liste des “ Electeurs parlementaires.”

“ La deuxième partie est intitulée : “ Tenue des élections parlementaires. ” Relativement à l'emploi de cette phraseologie, le soussigné annexe un extrait du rapport qu'il a fait sur les statuts de Manitoba, le 29 octobre courant, et croit que l'attention du lieutenant gouverneur de Québec devrait être attirée sur ces remarques.

“ Chapitre 7, section 218. Cette section décrète que quiconque contrefera, etc., des bulletins de vote, ou essaiera de

commettre ces actes, encourra des pénalités sous forme d'amende et d'emprisonnement. Cette section, du moins en partie, empiète évidemment sur les dispositions de la loi criminelle, et le soussigné recommande que l'attention du lieutenant gouverneur soit attirée sur cette disposition dans le but de faire amender la clause qui la contient et qui en cela est clairement *ultra vires*.

“ Sections 235, 238 et 290.

Ces sections, ainsi que d'autres, semblent empiéter sur la loi criminelle et sous ce rapport le soussigné renvoie aussi à la section 291, qui décrète que “ toute pénalité par voie d'amende ou d'emprisonnement, imposée par le présent acte, sera encourue, en outre de toute punition qui pourrait être infligée pour le même acte par le parlement du Canada.”

“ Relativement à cette dernière section et aux autres, le soussigné désire citer les remarques suivantes qui se trouvent dans son rapport sur la législation de la province de Manitoba et recommande que l'attention du lieutenant gouverneur soit attirée sur ces remarques, comme applicables aux sections en question.

“ Cette section, par sa phraséologie, reconnaît que quelques-uns, au moins, des actes qui doivent être punis en vertu de la loi sont des crimes qui ressortent de la loi criminelle et cette législation est par conséquent *ultra vires*. Le soussigné fait remarquer que la législation antérieure des autres provinces, quoique souffrant objection dans quelques détails sur lesquels il a attiré l'attention, a passé inaperçue, et tout considéré il ne recommande pas le désaveu de ce statut.

“ Cependant, il y a de la part des législatures locales une tendance qui s'accroît, à empiéter sur le domaine de la loi criminelle, ce qui souffre évidemment objection et le soussigné propose que l'attention du lieutenant gouverneur soit

attirée sur le statut actuellement sous considération, et qu'il soit prié d'induire le gouvernement à recommander à la Législature, un projet de loi abrogeant les sections qui empiètent sur la loi criminelle.

“ Chapitre 47 : “ Acte pour incorporer la compagnie du pont du Saint-Laurent.”

“ Ce statut expose qu'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, jeté d'une rive à l'autre, passant audessus de l'île Sainte-Hélène, ou près de cet endroit, près de la cité de Montréal, est devenu d'une nécessité absolue, tant pour relier les chemins de fer situés sur le côté nord du dit fleuve Saint-Laurent, à ceux du côté sud du dit fleuve et pour d'autres fins. Ce statut incorpore l'acte des chemins de fer de Québec 1869, avec certaines exceptions se rapportant à quelques-unes de ses dispositions, à la compagnie incorporée et au pont, dont la construction est autorisée par le statut en question.

“ Il autorise la compagnie à bâtir, construire, entretenir, exploiter et administrer un pont traversant le fleuve Saint-Laurent, à partir de la rive nord, passant sur ou près de l'île appelée l'île Ronde, à l'île Sainte-Hélène ou près d'elle, près de la cité de Montréal, allant à la paroisse de Longueuil ou celle de Saint-Lambert, dans le comté de Chambly. Ce statut donne le pouvoir à toutes compagnies de chemin de fer dont les lignes ont leurs terminus ou stations à ou près de Montréal, ou se raccordant à tout chemin de fer possédant un tel terminus, de prêter sur crédit à la corporation créée par le statut en question et de souscrire à son stock. Il décrète qu'aucun ouvrage ne sera commencé avant que les plans du pont et l'endroit où l'on devra le construire n'aient été approuvés par le lieutenant gouverneur en conseil, et que les conditions qu'il pourra imposer n'aient été remplies et qu'avis des détails n'ait été publié dans deux des journaux de Montréal durant une période de trois mois

avant que la compagnie prenne les mesures pour construire les piliers du pont.

“ Un “ bill ” a été présenté durant la dernière session du parlement fédéral dans le but d'autoriser la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent à ou près de Montréal, ce qui a donné lieu à une longue discussion de cette question et à la fin ce “ bill ” a été abandonné. En vue de ce qui est alors arrivé et de la grande importance qu'il y a de conserver libre la navigation du Saint-Laurent, le soussigné recommande qu'au sujet de ce statut on adopte la même ligne de conduite que celle qui a été adoptée relativement au statut de la Législature du Manitoba, concernant la construction d'un pont sur l'Assiniboine et que ce statut soit désavoué, laissant aux parties intéressées le soin de s'adresser au parlement du Canada pour obtenir l'autorisation de poursuivre cette entreprise.

“ Chapitre 76 : “ Acte pour amender et refondre l'Acte d'incorporation de la cité de Trois-Rivières et les divers actes qui l'amendent.”

“ La soixante-quinzième section donne au conseil le pouvoir de faire des règlements pour restreindre et prohiber la vente des liqueurs spiritueuses et se trouve ainsi sujette à quelques-unes des objections dont les tribunaux sont actuellement saisis, quant au pouvoir des législatures locales de faire une telle législation.

“ La soixante-dix-neuvième section, sous section quatre, semble empiéter sur la loi criminelle, et l'attention du lieutenant gouverneur devrait y être attirée dans le but de la faire révoquer.

“ Chapitre 78 : “ Acte pour amender le chapitre 53 de la 36ème Victoria, intitulé : “ Acte pour incorporer la corporation de la ville de Lachine.”

“ Quelques-unes des dispositions de la section vingt-six pourraient soulever des objections comme étant *ultra vires* ;

mais, comme une législation semblable a eu lieu dans une autre province, le soussigné recommande qu'on n'inter-vienne pas.

“ Cependant l'attention du lieutenant gouverneur devrait être attirée sur cette section dans le but de la faire amender.

“ Chapitre 79 : “ Acte pour incorporer la cité de Hull.”

“ La section 91 donne au conseil de la cité de Hull le pouvoir de faire les règlements qu'il jugera à propos relativement à la traverse entre les cités de Hull et d'Ottawa et le township de Templeton, et d'imposer des pénalités contre toutes personnes ou traversiers refusant ou négligeant de se conformer à ces règlements, et de régler la manière dont ces pénalités seront recouvrées et devant qui, et décrète que le revenu de ces pénalités appartiendra à la cité de Hull. “ Cette section décrète de plus que le maire, les échevins et les citoyens seulement auront le droit d'accorder des licences pour tenir une traverse, lesquelles licences n'excéderont pas une période de dix ans et dont le revenu sera divisé également entre les deux corporations. Cette disposition est clairement *ultra vires*, vu que la traverse entre Hull et Ottawa est entre deux provinces et tombe ainsi sous la juridiction exclusive du parlement fédéral. L'attention du lieutenant gouverneur devrait être attirée sur cette section dans le but de la faire révoquer.

“ La même section, sous-section 5, donne au conseil le pouvoir de faire des règlements pour restreindre et prohiber la vente des liqueurs spiritueuses et se trouve ainsi sujette à quelques-unes des objections dont les tribunaux sont actuellement saisis, quant au pouvoir des législatures locales de faire une pareille législation.

“ La section 130 empiète sur les dispositions de la loi criminelle et elle est semblable à la section 54 de la 36 Victoria, chap. 55, des statuts de Québec, à laquelle il a

été fait objection par le ministre de la justice, dans un rapport en date du 9 juin 1873.

“ Le soussigné recommande que le lieutenant gouverneur soit invité à prendre l'initiative pour faire révoquer cette section.

“ Les sections 166, 219, 220 et 221 paraissent empiéter sur la loi criminelle, et l'attention du lieutenant gouverneur devrait y être attirée dans le but de les faire amender ou révoquer.

“ Chapitre 81 : “ Acte passé pour incorporer la compagnie d'assurance atlantique de Montréal.”

Ce statut expose que l'augmentation des affaires du commerce de la province de Québec nécessite et demande de plus grandes facilités pour effectuer les assurances sur terre et sur mer, que la formation et l'établissement de compagnies pour parvenir à ce but procurerait de grands avantages en émanant des polices d'assurance et en réglant les pertes, ainsi que des moyens plus faciles pour les recouvrer, et que les personnes nommées désirent établir une telle compagnie. Par la première section, certaines personnes sont réunies en corporation pour cette fin.

“ La deuxième section confère à la compagnie le pouvoir d'effectuer dans les limites de la province de Québec, des contrats d'assurance contenant les risques maritimes de navigation et transport par eau contre toute perte ou tout dommage causé par l'incendie ou les dangers de la navigation pouvant survenir à tout vaisseau, etc., naviguant sur la mer, les lacs, rivières ou eaux navigables, ou à toutes cargaisons, etc., et toutes les autres choses nécessaires se rattachant à tels objets.

“ Quoique le langage du préambule s'applique, en partie du moins, à des fins provinciales, les pouvoirs conférés à la compagnie sont apparemment illimités, sauf que les con-

trats doivent être faits dans la province de Québec, et le soussigné cite, dans la deuxième annexe du présent rapport, un extrait de son rapport du 15 septembre dernier sur divers statuts relatifs aux assurances, contenant des dispositions semblables, passés par la Législature de la Nouvelle-Ecosse. Le soussigné recommande que l'attention du lieutenant gouverneur de la province de Québec soit attirée sur les difficultés indiquées et qu'il lui soit intimé que, sujet à telles observations qu'il pourra faire, il semble que ce statut ne doit pas être laissé en vigueur, à moins qu'il ne soit amendé à la prochaine session de la Législature.

“ Chapitre 89 : “ Acte incorporant la compagnie de gaz de Sherbrooke.”

“ Sections 15, 18 et 19. La plupart des matières qui se trouvent dans ces sections paraissent ressortir de la loi criminelle, vû que ce statut pourvoit à la punition des personnes causant malicieusement des dommages à la propriété et à ce point de vue l'attention du lieutenant gouverneur devrait être attirée sur ces sections.

“ Chapitre 98 : “ Acte autorisant George Benson Hall à faire certains ouvrages sur la rivière Chaudière et à exiger des droits de péage de ceux qui en feront usage.”

“ Ce statut expose qu'il est important pour l'avantage de ceux qui font du bois sur la rivière Chaudière et ses tributaires, qu'une chaussée et des piliers, et des estacades flottantes sûres et à l'abri du danger, soient érigées sur la dite rivière à et au-dessus de la marée haute et des eaux navigables du fleuve Saint-Laurent, à un endroit que fixera le commissaire des travaux publics ; que George Benson Hall a demandé un privilège dans ce but, et il autorise M. Hall à ériger une digue, etc., et à prélever des péages.

“ Le soussigné annexe (annexe III) une copie de son rapport du 15 septembre dernier, sur certains statuts de la

Législature de la Nouvelle-Ecosse ayant le même objet. Le soussigné a attiré l'attention du ministre de la marine et des pêcheries sur le statut en question dans le but d'en obtenir les renseignements qu'il peut avoir au sujet de la navigabilité de la rivière Chaudière et il a reçu la réponse suivante : " Le cours de cette rivière, me dit-on, est intercepté près de son embouchure par un rapide et une chute au-delà desquels les navires ne remontent pas, et au-dessus de ce point la rivière n'est point navigable non plus. Par conséquent, je ne vois pas que l'exercice du pouvoir conféré par ce statut puisse en aucune manière faire tort à la navigation."

" Tout bien considéré, le soussigné ne recommande pas le désaveu de ce statut, mais il recommande que l'attention du lieutenant gouverneur de Québec soit appelée sur les difficultés que peut faire naître une pareille législation."

(Signé,) EDWARD BLAKE.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Ottawa, 19 octobre 1876.

" Relativement aux statuts suivants de la Législature de Québec, passés dans la 39^e Victoria. 1875, le soussigné a l'honneur de faire rapport comme suit :

" Chapitre 36, " Acte pour ériger civilement certaines paroisses démembrées du territoire de l'ancienne paroisse de Notre-Dame de Montréal."

" Ce statut expose que l'érection civile en vertu du chapitre 18 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, de certaines paroisses nommées, comprises dans l'ancien territoire de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, serait très dispendieuse, et qu'il serait très difficile de procéder selon les dispositions du dit chapitre, et qu'il est nécessaire de reconnaître civilement ces paroisses, et il décrète que les paroisses ci-après décrites, érigées pour les fins religieuses

seulement, par l'autorité ecclésiastique, avec les limites et étendues à elles assignées par les décrets canoniques, sont déclarées et reconnues paroisses catholiques, aussi amplement et avec les mêmes effets que si elles eussent été reconnues, érigées et ratifiées pour toutes les fins civiles, en vertu du chapitre 78 des Statuts refondus pour le Bas-Canada.

“ Ce statut décrit ensuite les limites territoriales de ces paroisses.

“ La 2e section a la même effet que la même section du chapitre 29 des statuts de la session précédente sur lesquels le soussigné a déjà fait rapport.

“ La troisième section décrète que chaque paroisse ainsi reconnue, est sujette aux dispositions exprimées dans le décret d'érection qui la concerne.

“ La quatrième section décrète que chaque paroisse que l'autorité ecclésiastique érigera pour les fins religieuses, dans les limites des paroisses de l'ancien territoire de Notre-Dame de Montréal, déjà démembrées et reconnues civilement, ou qui le sont par la première section du présent acte, sera une paroisse catholique à dater de l'insertion dans la *Gazette officielle* de Québec, d'un avis de l'émission du décret canonique qui l'érige, et cela aussi amplement et avec les mêmes effets que si elle eût été reconnue et ratifiée pour toutes les fins civiles en vertu du chapitre 18 des Statuts refondus pour le Bas-Canada, sujette à ce qui est prescrit par la section deux du présent acte et aux dispositions exprimées dans le décret d'érection qui la concerne.

“ Le décret d'érection en question paraît être celui de l'évêque catholique du diocèse, et sans la clause sous considération aucun tel décret ne pourrait avoir d'effet, à moins d'être basé sur la pétition d'une majorité des habitants francs tenanciers, et subséquemment ratifié par les commissaires civiles, après leur en avoir fourni l'occasion.

• Il n'est peut-être pas facile de déterminer jusqu'à quel point la législation locale peut déléguer ses pouvoirs. La série non interrompue des précédents depuis la 'confédération, établit d'une manière concluante pour les présentes fins, un droit de déléguer des pouvoirs considérables aux corporations municipales. Mais il faut remarquer que le pouvoir de légiférer sur le sujet des institutions municipales est conféré d'une manière spécifique par l'acte de l'Amérique britannique du Nord aux législatures locales, et ces institutions ayant été dès l'origine revêtues de pouvoirs étendus, il est évident que ce te délégation de pouvoir s'explique par des motifs spéciaux.

“ On peut se demander jusqu'à quel point s'étend l'autorité de déléguer ces pouvoirs à des corporations autres que celles qui sont de la nature des corporations municipales, ou dans tous les cas, des corps représentatifs et dans le cas de délégation comme dans l'exemple qui nous occupe, il peut aussi se soulever une question relativement au statut impérial, 14 Geo. III, chap. 83, incorporant le statut de la rère Elizabeth, question signalée mais non décidée par le comité judiciaire du conseil privé, dans une cause récente.

“ L'érection des paroisses a donc été faite soit en vertu des Statuts refondus, par l'action déjà mentionnée, en vertu desquels les droits des habitants sont soigneusement sauvegardés, soit, dans les cas spéciaux où il a paru à la Législature qu'il y avait des raisons suffisantes pour ne pas exiger la procédure autorisée par le statut, des décrets déjà émis et dont la Législature était en position de juger l'à propos, ont été ratifiés par une législation spéciale, probablement après avoir entendu les parties intéressées et de leur consentement ; mais la clause en question ratifie à l'avance, sans les sauvegardes assurées par les Statuts refondus, tous les décrets qui pourront être émis par l'autorité ecclésiastique locale pour les fins indiquées.

“ Il semble au soussigné qu'on éviterait les questions auxquelles il fait allusion, et qu'il serait plus conforme aux vrais principes de la législation, de traiter ces cas comme ils l'ont été jusqu'à ce jour, lorsqu'ils se présentent, et il propose que l'attention du lieutenant gouverneur soit attirée sur les observations qu'il vient de faire sur cette section.

“ La section cinq décrète que les assemblées pour l'élection des marguilliers, pour la reddition des comptes, et pour toute affaire exigeant la convocation d'une assemblée de paroisse, dans ces paroisses, seront composées des anciens et des nouveaux marguilliers, et des personnes élues en conformité de l'ordonnance de l'évêque pour former le bureau ou corps de la fabrique ; pourvu que en aucun cas les marguilliers ainsi élus ou les fabriques ainsi constituées ne pourront obliger ou lier les paroissiens au paiement des dettes contractées par les dits marguilliers ou les dites fabriques, sans le consentement préalable des dits paroissiens donné dans une assemblée générale de paroisse dûment convoquée, sous huit jours d'avis.

“ Cette section change le mode d'administration des biens ecclésiastiques dans ces paroisses et créé une variation du système général suivi dans toute la province de Québec.

“ Quant aux difficultés qui peuvent surgir d'une pareille législation, le soussigné en a fait mention dans son rapport sur le chapitre 29 des statuts de la session précédente, et il propose que l'attention du lieutenant gouverneur soit attirée sur ce rapport, comme applicable à la présente disposition.

“ L'inconvénient peut être aggravé dans ce cas-ci par le fait que la disposition spéciale est appliquée non seulement à des paroisses connues et existantes, mais aussi aux nouvelles paroisses qui pourront dans la suite être érigées en vertu d'un décret canonique, et que le mode de procédure, etc., n'est pas connu ni établi, mais devra être tel que prescriera l'ordonnance faite en chaque cas.

“ Chapitre 35 : “ Acte pour amender l’acte de cette province, 38 Victoria chapitre 29.”

“ Ce statut relate une certaine disposition du statut qu’il amende et qui se rapporte aux assemblées de marguilliers, etc, et qu’il est désirable d’appliquer ces dispositions à toutes les autres paroisses démembrées ou qui à l’avenir pourraient être démembrées de l’ancienne paroisse de Notre-Dame de Montréal, afin que le mode de tenir ces assemblées soit uniforme dans toutes ces paroisses, et il décrète que ces dispositions s’appliqueront à toutes les paroisses formées ou qui pourraient à l’avenir être formées du territoire de l’ancienne paroisse de Notre-Dame de Montréal, et sont reconnues y avoir force de loi ; pourvu qu’en aucun cas les marguilliers ainsi élus ou les fabriques ainsi constituées, ne puissent obliger ou lier les paroissiens au paiement des dettes contractées par les dits marguilliers ou les dites fabriques, sans le consentement préalable des dits paroissiens, donné dans une assemblée générale de la paroisse, dûment convoquée sous huit jours d’avis.

“ Relativement à ces dispositions, le soussigné renvoie aux observations faites dans son rapport sur le statut amendé par le statut en question, et aux observations dans son rapport ci-joint sur le statut de la même session, chapitre 36, et il recommande que l’attention du lieutenant gouverneur soit attirée sur les observations et les suggestions faites dans ces rapports, en autant qu’elles s’appliquent au présent statut.

(Signé),

EDWARD BLAKE.

La lecture de ces rapports convaincra les plus incrédules que les chefs libéraux ont été beaucoup plus sévères dans la critique de notre législation que les chefs conservateurs. Nous pourrions ajouter que c’est en effet pendant leur règne à Ottawa que nous avons vu un ministre de la justice de la province de Québec nier à cette province le droit de

recueillir les successions en déshérence, et c'est aussi en 1878 que M. Mackenzie fit adopter la première loi affectant les droits des législatures locales au sujet des licences, l'acte de tempérance de 1878. L'effet pratique de cette loi était de nous priver presque entièrement d'une de nos principales sources de revenu, s'élevant à près de \$300,000, en permettant à toutes les municipalités de prohiber la vente des boissons, sans que les législatures eussent été consultées afin d'aviser au moyen de remplacer cette source importante de revenus.

Ces messieurs ne s'occupaient guère des droits des provinces ni de leur autonomie. Cependant, c'est en face de ces empiétements déguisés apparemment sous des motifs d'intérêt public, que l'on veut prétendre que c'est Sir John qui a été le premier à contester les droits des provinces à ce sujet. On se rappelle que c'est après le jugement rendu par le conseil privé sur la légalité de la loi de M. MacKenzie que le parlement fédéral s'est trouvé dans la nécessité de légiférer sur cette question, en sorte que si la loi de M. MacKenzie n'avait pas été passée, le parlement fédéral n'aurait jamais eu l'occasion d'intervenir. C'est donc le parti libéral qui est responsable de toutes les difficultés qui ont eu lieu à ce sujet, difficultés qui se sont heureusement terminées par la reconnaissance des droits des provinces.

Si les conservateurs avaient été animés des mêmes sentiments que les libéraux, ils auraient pu dénoncer sur tous les hustings les tentatives des chefs libéraux pour amoindrir les droits des provinces et pour leur enlever leurs pouvoirs. Ils auraient pu démontrer les dangers auxquels nous étions exposés et demander eux aussi des conférences afin d'obtenir des amendements à notre charte.

Mais les conservateurs ont toujours eu pour but principal l'intérêt du pays avant l'intérêt de leur parti, et ils comprennent que ces conflits, quelque graves qu'ils soient peuvent

se régler d'une manière juste et équitable par l'intervention des tribunaux. Ils ont cru qu'il valait mieux subir temporairement ces inconvénients, plutôt que de remettre entre les mains du parlement impérial notre constitution, en lui demandant de l'amender et en ouvrant ainsi la porte à d'autres amendements qui pourraient mettre en danger l'existence des droits qui nous sont assurés par la confédération, et que nous désirons conserver intacts pour les transmettre à ceux qui viendront après nous.

Ainsi, non seulement ce droit de désaveu, tel qu'il est et tel qu'il a été exercé ne constitue pas un danger pour la province et ne peut mettre en péril ses institutions, mais il ne peut jamais être exercé légalement que dans les limites de la constitution et du droit sans devenir une nullité complète. D'ailleurs nous avons un contrôle immédiat sur le gouvernement fédéral, et nous avons le droit de punir les prévaricateurs si l'occasion s'en présentait, tandis que si ce droit était exercé en Angleterre, il le serait sans aucun contrôle effectif de la part de nos mandataires.

On a prétendu enfin que si ce droit de désaveu n'avait pas été exercé d'une manière injuste, vis-à-vis de la province de Québec, il l'avait été d'une manière arbitraire vis-à-vis du Manitoba dont les chartes de chemin de fer avaient été désavouées par le parlement central. S'il est une question sur laquelle les provinces, surtout la province de Québec, auraient dû appuyer avec énergie le gouvernement fédéral, c'est bien celle du désaveu de ces chartes. Nous n'aurions pas du rencontrer un seul homme public dans le Bas-Canada pour censurer le parlement fédéral à ce sujet. Mais il nous était réservé de contempler le triste spectacle d'hommes politiques aveuglés par l'esprit de parti, et prenant fait et cause pour le peuple du Manitoba sur cette question, contre les intérêts les plus importants de notre province. Qui a payé un million et demi pour l'acquisition du Nord-

Ouest ? Qui a payé plus de soixante millions pour la construction du chemin de fer du Pacifique ? Les vieilles provinces, et Québec a contribué une part assez large dans ces dépenses pour qu'on ne l'oublie pas ! Dans quel but avons-nous fait ces sacrifices ? Dans le but de profiter des immenses avantages que le commerce de la Chine et du Japon devait répandre sur tout le parcours de cette grande voie transcontinentale à travers les anciennes provinces. Ce sont ces avantages que les Manitobains veulent nous enlever, en détournant le commerce de nos villes et de nos ports de mer pour le diriger vers les villes et les ports des Etats-Unis. Et le parti libéral ne trouve rien de mieux à faire pour prouver son patriotisme que d'aider le peuple du Manitoba à nous dépouiller des richesses qui nous étaient destinées, en l'encourageant à faire la guerre au gouvernement fédéral qui nous protégeait en désavouant les chartes accordées à des chemins destinées à favoriser nos voisins des Etats-Unis. Voilà comment le parti libéral comprend les intérêts de notre province, voilà comment il protège son avenir et ses destinées.

Je regrette d'avoir abusé de la patience de la Chambre en traitant cette question d'une manière aussi détaillée, mais l'importance du principe attaqué, la persistance avec laquelle on en dénature la portée et les conséquences, les accusations injustes auxquelles le parti conservateur a été continuellement en butte à ce sujet depuis quelques années de la part du parti libéral, me faisaient un devoir de répondre à toutes ces assertions fausses, à toutes ces attaques déloyales, en faisant un exposé clair et concis de la question, et je suis convaincu que ceux qui ne pensent pas comme moi, ne pourront s'empêcher d'admettre que, si je ne les ai pas convaincus, ils ne peuvent au moins contester l'importance et la vérité des faits nombreux et considérables sur lesquels je m'appuie. L'honorable M. McDougall lui-même dans sa lettre du 4 octobre 1887, adressée à l'honorable premier

ministre, admet, qu'après vingt années d'expérience, il est incapable de suggérer aucun amendement à cet arrêté du conseil, et, qu'à l'exception de ce qu'il appelle la tentative de tenir le Manitoba en échec aucune plainte sérieuse à cet égard n'est parvenue à ses oreilles.

La question du rajustement du subside fédéral n'est pas nouvelle, et l'idée n'en appartient pas non plus à nos adversaires. C'est le gouvernement Mousseau qui le premier a fait adopter par la Législature, le 29 mars 1883, une adresse demandant au gouvernement fédéral que la subvention annuelle de cette province fut calculée, à chaque décade, d'après le nouveau recensement et non suivant le recensement de 1861 tel qu'elle l'est aujourd'hui. Le gouvernement Ross renouvela en 1884 la même demande en insistant pour que le chiffre de la subvention fut porté à une piastre par tête au lieu de quatre-vingt centins. Cette politique des deux gouvernements conservateurs fut sévèrement critiquée par nos adversaires qui la dénoncèrent comme dangereuse et flétrissante. On représenta la province se rendant à Ottawa pour y mendier des faveurs, et s'exposant à perdre en retour son indépendance et une partie de sa liberté d'action. L'honorable M. Laurier a répété lui-même une partie de ces accusations dans son discours programme à Somerset en 1887. Voici ce qu'il disait : " Pour ma part je déclare que—parlant de ma propre opinion,—je serais opposé aux subsides provinciaux ; j'aurais voulu que les provinces eussent des revenus assez considérables pour leur permettre de ne rien demander au gouvernement fédéral. Le principe d'après lequel un gouvernement collecte les revenus, et un autre gouvernement les dépense, est un principe tout à fait faux et qui devra toujours conduire à l'extravagance. Mon ami, M. Mercier, lui-même, malgré la confiance que j'ai en lui, aura les plus grandes difficultés du monde à lutter contre la fausseté de ce système." Quelques années se sont à peine écoulées depuis ces deux demandes,

et nous voyons aujourd'hui les hommes qui nous condamnaient alors, adopter entièrement nos idées et nos motifs sur cette importante question. Ils sollicitent eux aussi un rajustement du subside fédéral.

Mais au lieu d'adopter la règle simple et facile du programme conservateur, ils soumettent à cette Chambre une proposition complexe, moins acceptable et surtout beaucoup moins favorable. En effet, d'après notre projet, le subside fixe reste le même, tandis que le subside par tête augmente en raison de la population et est, par conséquent, sujet à un rajustement périodique, tous les dix ans. Dans le système de la conférence, le subside fixe, augmente suivant une certaine échelle, et le subside par tête suit le mouvement de la population mais seulement à 80 centins par tête, et à 60 centins quand la population aura atteint le chiffre de 2,500,000. Ainsi, prenons par exemple la province de Québec, avec sa population de 1,359,027 telle que constatée par le recensement de 1881 ; elle aurait droit maintenant, suivant notre projet, à \$1,359,027, de subside par tête et à un subside fixe de \$70,000 ce qui donne en tout \$1,429,027 tandis que le projet du gouvernement ne nous donnerait que \$1,307,221.60, c'est-à-dire \$121,806 de moins par année. C'est plus d'un million de perdu en dix ans.

J'aimerais à savoir quels sont les raisonnements que l'on a fait valoir auprès du premier ministre, pour l'engager non seulement à retirer tout-à fait sa proposition de faire transférer aux provinces les droits d'accises prélevés par le gouvernement fédéral, mais encore à réduire d'une manière aussi considérable la demande que nous avons faite. Est-ce là le résultat de l'influence du premier ministre d'Ontario qui, d'après ses organes, était opposé d'abord à tout rajustement, et le gouvernement de Québec n'a-t-il pu le forcer à capituler, qu'en abandonnant lui-même une partie de ce qu'il se proposait d'obtenir ; c'est ce que nous ne saurons probablement jamais.

Quant à nous, qui ne sommes pas habitués à ces brusques changements d'opinion qui semblent être l'apanage exclusif de nos adversaires, nous persistons à croire que la base financière de la confédération peut être changée ; nous croyons même qu'elle doit l'être, et qu'il deviendra nécessaire à des intervalles peut être assez rapprochées de la modifier, de manière à accomplir d'une façon plus parfaite l'objet que l'on avait en vue en établissant l'ordre de choses actuel. Cette idée a déjà été acceptée et admise par le parlement fédéral, et, dès les premières années du nouveau régime, elle s'est imposée à nos hommes d'état qui ont, sous la pression des circonstances, modifié la règle que nous subissons encore, au profit de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et des nouvelles provinces. C'est un changement qui ne peut manquer d'être accueilli avec une certaine faveur, car sa nécessité résulte de l'augmentation des besoins nouveaux créés par le développement de la population et toute augmentation dans le chiffre de la population est un gain et un avantage marqués pour le pays. C'est une preuve de prospérité et de progrès et la garantie la plus sûre de notre avenir. A tous ces points de vue, l'augmentation du subside fédéral, loin d'être considéré comme un danger ou comme une calamité, devrait être au contraire accepté comme une nécessité à laquelle il est impossible de se soustraire, et comme une preuve irréfutable des progrès énormes et du développement extraordinaire de notre immense pays.

Il ne faut pas oublier cependant que pour obtenir cette augmentation de subsides, il faut alléguer et établir, ainsi que nous l'avions fait, deux conditions essentielles : la première, que les dépenses de la province sont réduites à leur extrême limite, et, la seconde, que, malgré toute l'économie possible, les charges publiques nécessaires excèdent le revenu. Je n'ai aucun doute qu'avec l'économie bien connue du gouvernement actuel, il lui sera facile d'établir qu'il se

trouve dans les conditions voulues, et que, dans ce cas, le gouvernement fédéral s'empressera d'accueillir favorablement sa demande.

Je passe maintenant à l'examen d'une question bien importante, celle du maintien ou de l'abolition du Conseil législatif.

La douzième résolution dit que " l'expérience faite depuis
" la confédération démontre que, avec le gouvernement
" responsable et les sauvegardes établies par l'acte de l'Amé-
" rique britannique du Nord, une deuxième chambre pro-
" vinciale, n'est pas nécessaire, que, dans toutes les provinces,
" la dépense occasionnée par cette chambre peut être avan-
" tageusement évitée, et que pour permettre d'opérer cette
" abolition dans les provinces où il y a raison de croire que
" l'opinion publique est favorable à ce changement, l'acte
" de la confédération devrait être amendé de manière à ce
" que, sur une adresse des deux tiers de l'Assemblée légis-
" lative, Sa Majesté la Reine pourrait par proclamation
" abolir le Conseil législatif ou changer sa constitution."

C'est l'ancienne idée libérale, repoussée unanimement par le parti national, abandonnée temporairement l'an dernier par le premier ministre, qui relève de nouveau la tête et va recevoir, je n'en ai aucun doute, l'appui formel du même parti national pendant la présente session.

Examinons rapidement cette importante déclaration.

Le Conseil législatif dans notre province a deux missions : celle de protéger les minorités de religion et de races, et de sauvegarder le peuple contre les dangers d'une législation hâtive, irréfléchie et injuste. La possibilité des abus démontre par elle-même la nécessité d'un contrôle. Pour ceux qui savent avec quelle précipitation, pour ne pas dire avec quelle légèreté, les lois les plus considérables sont assez souvent adoptées, l'importance et l'utilité de ce frein salu-

taire augmentent en raison directe des dangers et des maux auxquels son absence nous exposerait.

Les assemblées fortes et nombreuses sont toujours portées à exagérer leurs pouvoirs. Leur administration et leur législation affectent les biens, l'honneur et les plus chers intérêts de leurs commettants. Les passions populaires, surexitées peuvent s'y livrer à des excès qui ébranleraient la société jusque dans ses fondements, car tous les pouvoirs s'y concentreraient sans aucun frein, sans sauvegarde et sans régulateur. Il est de l'intérêt du peuple même que ses mandataires soient contrôlés ; ce n'est pas là une restriction des droits du peuple, mais des pouvoirs de ses mandataires, de ses agents. Voyez les Etats-Unis, le peuple le plus républicain du monde entier, chaque Etat n'a-t-il pas deux chambres, comme nous ? Pourquoi ? c'est parce que l'on a compris là, le danger qu'il y a de laisser une seule chambre exercer des pouvoirs aussi importants que ceux qui leur sont confiés, sans surveillance et sans révision effectives.

Sommes-nous plus sages et moins sujets à errer qu'eux ? ne sommes nous pas plutôt exposés autant qu'eux aux mêmes passions et aux mêmes errements ? On nous dit : mais si on n'abolit pas le Conseil législatif, on pourrait au moins changer sa constitution en le rendant électif."—C'est encore une erreur,—on a essayé ce système avant la confédération et on en a été si peu satisfait que la grande majorité des députés en 1865 s'est déclarée pour son abolition. En effet, quel avantage trouve-t-on à avoir deux chambres électives ? Le scrutin remplirait les deux chambres d'hommes ayant les mêmes idées, les mêmes opinions, les mêmes principes. Où serait le contre-poids ? Il faut un caractère distinct, une origine différente à ces deux classes de représentants, puisque les intérêts qu'ils ont à protéger sont aussi différents et distincts. La propriété, chez tous les peuples solidement constitués, a toujours été considérée

comme la base et la mesure du pouvoir. Il faut donc que la propriété soit représentée, surtout dans un parlement où la qualification foncière n'est plus exigée des représentants du peuple. Les grands intérêts du pays jouissent ainsi de la protection légitime auxquels ils ont droit, et comme ceux qui sont appelés, par le choix du Souverain, à représenter ces intérêts primordiaux, vivent dans le même milieu et sont soumis aux mêmes influences que les députés du peuple, il n'y a pas à craindre de conflits dangereux et de longue durée.

Je ne vois donc aucune raison sérieuse pour nous faire adopter les idées de la conférence sur ce point, et je persiste à croire et à dire que dans notre province surtout, avec son organisation particulière et la variété considérable d'intérêts religieux et matériels qui s'y rencontrent, le maintien du Conseil législatif tel qu'il est, est une des conditions essentielles de la paix, de l'harmonie intérieure et du bon gouvernement de cette province.

On a fait beaucoup de bruit dans notre province au sujet de la loi fédérale de 1883 (ch. 24).

Ce statut dit : “ Considérant que par l'acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, il est entre autres autres choses statué que l'autorité législative exclusive du parlement du Canada, s'étend aux travaux et entreprises d'une nature locale qui, bien qu'entièrement situés dans une province, sont, avant ou après leur exécution, déclarés par le parlement du Canada, être pour l'avantage du Canada ou pour l'avantage de deux provinces ou plus ; et considérant que non seulement les lignes-mères du chemin de fer Intercolonial, du Grand-Tronc de chemin de fer, du chemin de fer de la Rive Nord, du chemin de fer du Nord, du chemin de fer d'Hamilton au Nord-Ouest, du chemin de fer Grand Occidental, du chemin de fer de Crédit-Valley, du chemin de fer d'Ontario et de Québec et du chemin de fer Canadien

du Pacifique, mais aussi toutes les lignes d'embranchements ou tous les chemins de fer qui s'y raccordent ou croisent ces chemins de fer ou quelqu'un d'entre eux, sont tous et chacun des travaux et entreprises pour l'avantage général du Canada ; et considérant que pour la meilleure et la plus uniforme gestion de tous ces travaux et pour la plus grande sûreté, commodité et utilité du public, il est à propos que le parlement le déclare ainsi ; à ces causes il est déclaré que les chemins énumérés ci-dessus sont des entreprises pour l'avantage général du Canada, et que toute et chaque ligne d'embranchement ou chemin de fer se raccordant actuellement ou plus tard aux dites lignes de chemins de fer ou à aucune d'elles ou les croisant, est une entreprise pour l'avantage général du Canada."

Nos adversaires ont prétendu que les provinces se voyaient, par l'effet de cette loi, dépouillées de toutes leurs voies ferrées, après avoir fait des sacrifices considérables pour aider à leur construction, et que le parlement fédéral les enlevait par cet acte au contrôle des législatures locales.

Cette prétention n'est pas fondée. En premier lieu, les provinces ne perdent pas leurs chemins, et, en second lieu, ils continuent d'exister en vertu des pouvoirs qui les ont créés. En effet le même statut ajoute : " Rien, dans la présente section ne sera interprété de manière à modifier en quoi que ce soit ou rendre inopérative les dispositions d'aucun acte d'une législature locale passé jusqu'ici, autorisant la construction et l'exploitation d'aucune de ces lignes de chemins de fer ou embranchement, ni aucun acte qui le modifie, mais à l'avenir elles seront soumises à l'autorité législative du Parlement du Canada. "

Les chartes accordées par les législatures continuent donc d'exister, avec les droits et les pouvoirs qu'elles donnent, les obligations et les devoirs qu'elles imposent ; elles seules déterminent les droits de ces compagnies quant à leurs pro-

priétés dans les limites de chaque province, fixent leurs obligations envers les propriétaires riverains, envers leurs créanciers et leurs débiteurs, et règlent le mode d'expropriation des terrains nécessaires pour leur exploitation.

L'organisation légalisée par la législature n'est ni modifiée ni détruite. L'intérêt privé n'est aucunement mis en péril, au contraire il est protégé et conservé. Les cours d'appel d'Ontario et de Québec ont décidé plusieurs fois la question dans ce sens. Pour ne citer qu'une opinion émise sur ce sujet, en 1885, par un des juges les plus éminents de ce pays, je rappellerai ce que disait M. le juge Ramsay, en rendant jugement dans la cause de la corporation de St-Joseph contre le Québec central, dans laquelle cette importante question avait été soulevée. Voici ses paroles :

“ Admettant que le parlement fédéral a, en passant cette loi (46 V. ch. 24) agi conformément aux dispositions de l'acte de l'Amérique britannique du Nord, sections 91 et 92 et section 90 § 10, il ne prétend pas avoir annulé toute la législation antérieure des législatures locales affectant ces embranchements. Au contraire, par la section 2, la législation antérieure est réservée expressément en ce qui concerne les sections 5 et 15 de l'acte fédéral des chemins de fer de 1879. Je ne vois dans la 46e Vict., aucun autre changement à la loi en ce qui a rapport à la question devant nous.”

“ En conséquence, je crois que l'acte des chemins de fer local est encore en force, et s'applique aux chemins de fer pour lesquels il a été fait, étant une partie intégrante de leurs chartes.”

Où est donc le résultat désastreux de cette mesure, pour nous servir de l'expression du premier ministre ? Qu'avons-nous perdu par cette législation ? Le contrôle des arrangements de trafic entre les compagnies locales et les compagnies fédérales, et le droit de traverser les chemins de ces

dernières et de faire des raccordements avec eux ? Mais nous n'avons pas le droit de les légaliser ; c'est M. Blake lui-même qui l'a déclaré dans le rapport que j'ai déjà cité au sujet de l'acte relatif à la construction du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental. Le droit de régler les tarifs de ces chemins, de surveiller leur administration, de veiller à la sûreté et à la protection des voyageurs et des marchandises ? Mais n'est-il pas plus juste et plus avantageux que toutes grandes voies ferrées, qui ne sont après tout que des entreprises de transport, *common carriers*, soient soumis à des lois et à des règlements uniformes dans tout le Canada, et que ces lois et ces règlements soient faits par l'autorité qui a sous son contrôle exclusif le commerce et l'industrie ? Après avoir établi la Confédération pour faire disparaître les barrières qui séparaient les provinces, sommes-nous disposés à en élever de nouvelles en permettant à une province de créer à sa guise des droits différentiels pour gêner, suivant le caprice du moment, le mouvement commercial favorisé par une autre province ?

Le résultat pratique de l'acte de 1883 n'est donc ni à craindre ni à redouter ; il contient une disposition dictée par la sagesse et la prudence, par le désir légitime de faire disparaître les entraves qui peuvent gêner l'essor et le développement des relations commerciales de toutes les provinces, ayant pour but de faciliter les arrangements et les conventions des compagnies de chemin de fer entre elles, lorsque leurs chemins viennent en contact ou lorsqu'elles désirent les utiliser pour le plus grand avantage du public en général.

Il y a encore une autre raison à ajouter, et celle-ci suffirait à elle seule pour démontrer l'importance et la nécessité de cette législation. Le chemin de fer du Nord, celui du Lac St. Jean, du Québec central, de Témiscouata, de la Baie des Chaleurs et ceux du district de Montréal étaient jusqu'à des entreprises locales, subventionnées par la Législature.

Toutes ces compagnies de chemin de fer demandaient au gouvernement fédéral des subsides considérables pour leur permettre de continuer et de compléter leur chemin. Or pour venir à leur secours et leur accorder leurs demandes, le parlement avait d'abord une chose à faire, c'était de déclarer que ces chemins étaient des entreprises pour l'avantage général du Canada.

Les octrois demandés ne pouvaient guère être accordés sans établir, par autorité législative, l'importance générale de ces voies ferrées, leur utilité incontestable au point de vue des intérêts généraux du pays, et sans reconnaître qu'à ce titre il devenait non moins important de les soumettre à une action commune et à un contrôle uniforme.

Nous n'avons donc perdu aucuns de nos droits, nous n'avons pas été dépouillés de nos chemins de fer, et s'ils sont soumis pour partie, depuis 1883, au contrôle législatif fédéral, la raison et l'expérience nous démontrent que c'est " pour la meilleure et la plus uniforme gestion de tous ces " travaux et pour la plus grande sûreté, commodité et " utilité du public."

Je ne dirai qu'un mot au sujet du droit de pardonner. La conférence demande que ce droit, exercé maintenant par le gouverneur général, en vertu des instructions directes de Sa Majesté, soit confié aux gouverneurs des provinces, en autant que l'exécution des lois provinciales est concernée. Il est vrai que les résolutions de 1864, (44^e), avaient projeté d'accorder ce pouvoir d'une manière générale, aux lieutenants gouverneurs. Mais, on se rappelle aussi, que, après leur transmission au gouvernement de la métropole, le secrétaire des colonies souleva à ce sujet une objection sérieuse qu'il communiqua au gouvernement canadien. Voici ce qu'il écrivait : " Il semble " au gouvernement de Sa Majesté, que ce devoir appartient " au représentant du souverain, et ne pourrait pas être convenablement dévolu aux lieutenants gouverneurs qui, sui-

“vant le projet actuel, ne seraient pas nommés par la couronne, mais le seront directement par le gouvernement des provinces-unies.” Les membres de la conférence ignoraient-ils cette objection,— nous n’en savons rien,— mais ils ne paraissent pas s’être inquiétés de la combattre ou de la résoudre et ils ne nous indiquent pas quel espoir ils ont de modifier ou de changer les vues des aviseurs de la couronne sur ce point. M. Cauchon, en discutant cette question, admettait avec tous les écrivains constitutionnels que “cette prérogative de miséricorde lorsque les tribunaux judiciaires et les jurés ont prononcé, réside par sa nature même, dans la personne du souverain qui la délègue spécialement à ses représentants sur les points éloignés de son empire ou, en allongeant le bras, il ne peut toucher, de son épée miséricordieuse, les hommes que la justice va frapper.” Mais, après avoir rappelé l’objection du secrétaire des colonies, il ajoutait : “Pour nous, au point de vue des principes, cette question de savoir d’où émanera la prérogative du pardon est d’une importance mineure, et, si le gouvernement de l’Empire décidait que cette prérogative doit continuer à résider exclusivement, par délégation dans la personne du représentant direct du souverain, l’intégrité et l’efficacité du système proposé n’en serait pas sensiblement atteint.”

“Nous ne devons pas oublier non plus que la résolution 44^e en confiant ce pouvoir aux lieutenants gouverneurs, le limitait expressément en disant que son exercice serait sujet aux instructions qui pourront leur être adressées, de temps à autre, par le gouvernement général ainsi qu’aux dispositions que le parlement général pourrait faire à ce sujet.” Pratiquement il n’y aurait pas de différence réelle entre ces deux modes de l’exercice du droit de faire grâce. D’un côté, le gouverneur général, sous la responsabilité d’un ou de tous ses aviseurs constitutionnels, exerce actuellement la prérogative du pardon dans tous les

cas, excepté celui où les intérêts de l'Empire sont en question, cas où il peut suivre son propre jugement. Dans le système proposé, lors de la confédération, les lieutenants gouverneurs devaient exercer ce droit, dans leurs provinces respectives, suivant les instructions du gouvernement ou du parlement d'Ottawa, c'est-à-dire qu'en définitive ce pouvoir souverain, dans son essence et son principe, aurait été exercé comme il l'est aujourd'hui, comme il l'a été depuis 1867 et suivant les mêmes règles.

La conférence en proposant le changement qu'elle demande va probablement se heurter de nouveau à un obstacle insurmontable : les idées et les traditions des hommes d'état et du gouvernement anglais sur la prérogative et le pouvoir absolu du souverain, ainsi que la nécessité d'une règle fixe et uniforme sur un sujet aussi important.

Je ne puis terminer ce discours déjà trop long sans cependant dire un mot d'un sujet bien important au point de vue de l'avenir de notre province, je veux parler de la question de nos frontières. En 1885, un comité choisi par le gouvernement Ross fut nommé par la Chambre, afin de rechercher les limites nord et nord-ouest de la province. Son rapport soumis, à la députation pendant la même session, fut unanimement approuvé et transmis officiellement, à ma demande, au gouvernement fédéral. Ce document contient un résumé clair, précis et logique des points de fait et de droit sur lesquels nous appuyons notre demande. Nous y revendiquons, comme notre frontière nord, la rive sud de la rivière de l'Est qui, après avoir traversé presque en ligne droite l'extrémité de la province, se jette dans la baie James, près de la partie inférieure de la baie d'Hudson, ce qui nous assure un territoire de plus de 300,000 milles carrés, riche en ressources forestières et minérales et offrant à l'agriculture et à l'industrie un large champ d'exploitation.

Je dois avouer, qu'ayant moi-même préparé ce rapport avec l'aide et le concours de quelques députés de mes amis,

et les renseignements importants de M. E. E. Taché, du département des terres de la couronne, j'ai été surpris autant qu'étonné de trouver dans le discours de l'honorable premier prononcé à Montréal, le 10 avril dernier, une assertion aussi étrange qu'inexplicable. En effet, l'honorable premier s'arroge tout le mérite de ce qui a été fait par nous, tandis que ni lui ni aucun de ses amis n'ont pris part aux travaux patriotiques et au rapport du comité. Voici ce qu'il dit : " J'ai déjà soumis la question à la Législature de Québec en 1885, et il a été nommé un comité chargé de l'étudier. Nous allons profiter de l'ouvrage de ce comité et de la décision du conseil privé pour régler la question d'une manière finale et conforme aux droits comme aux intérêts de la province."

Ainsi les conservateurs après avoir établi, dès 1885 et d'une manière irréfutable, les droits de notre province à la démarcation ci-dessus indiquée de nos frontières, ont transmis leur demande au gouvernement fédéral, sollicitant son action à ce sujet, au nom de toute la Chambre, et le gouvernement actuel, mettant de côté les faits et la vérité, affirme avec un sans-gêne et une désinvolture incroyables que c'est lui qui a tout fait et qui a droit à la reconnaissance du public à ce sujet.

J'espère que l'honorable premier saisira la première occasion de corriger une erreur involontaire sans doute, et rendra à ses adversaires le mérite d'avoir affirmé et réclamé les premiers, les droits de notre province à ses frontières du Nord, de l'Est et de l'Ouest. Pour ne laisser aucun doute sur ce point je citerai les résolutions que je faisais adopter unanimement par la Chambre le 19 juin 1886 :

" Attendu que les frontières nord, ouest et est de la province de Québec, n'ont jamais été déterminées dans toute leur étendue d'une manière claire, distincte, et précise ; que cette incertitude, au sujet surtout de la partie nord

de nos frontières, et cette absence de bornes reconnues et établies au delà de tout doute, sont de nature à créer dans l'avenir des difficultés et des embarras sérieux au gouvernement de cette province ;

“ Attendu qu'il est important de mettre fin à un état de choses aussi préjudiciable aux meilleurs intérêts de notre province, tant au point de vue du développement des ressources importantes de cette partie du pays que de l'administration de la justice, du progrès de la colonisation, du maintien de l'ordre et de la paix, de la sauvegarde et de la garantie des droits des citoyens sur la propriété privée dans cette région ;

“ Résolu, Que, dans l'opinion de cette Chambre, les frontières ouest, nord et est, de la province de Québec sont et doivent être fixées et déterminées comme suit :

“ Tout le pays compris, vers l'Ouest, par la prolongation de la ligne frontière actuelle entre Ontario et Québec, jusqu'à la rencontre de la rive sud de la Baie James, par le littoral de cette même baie jusqu'à l'embouchure de la rivière East Maine ; vers le Nord, par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source ; de ce point encore vers le Nord, par une ligne allant frapper les eaux les plus septentrionales du grand fleuve des Esquimaux, Ashuanipi ou Hamilton, et par la rive gauche de ce même fleuve, jusqu'à son entrée dans la baie Rigolet—Hamilton inlet ; vers l'Est et le Nord-Est, par le méridional du point le plus oriental des sources de la rivière Saint-Paul ou petite Esquimaux, et, par cette même rivière vers l'Est, jusqu'au 52^e degré de latitude nord, et suivant cette parallèle, jusqu'à la rencontre du méridien de l'Anse au Blanc Sablon, frontière actuellement reconnue de la province de Québec.

“ Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le gouverneur général de la Puissance, basée sur les présentes

résolutions, le priant d'adopter ou de faire adopter les mesures nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive les dites limites ouest, nord et est de la dite province de Québec, tel qu'indiquées dans les présentes résolutions."

Voilà les observations que je désirais communiquer à cette Chambre sur les questions les plus importantes soulevées par les résolutions maintenant soumises à notre considération. Je laisse à d'autres plus habiles et plus renseignés que moi, la tâche de compléter cette étude imparfaite en y ajoutant de nouveaux renseignements et des considérations plus étendues. On nous accusera peut-être, nous de ce côté-ci de la Chambre, de nous opposer au développement ou à l'agrandissement des pouvoirs des législatures, en refusant de nous associer aux efforts du gouvernement pour introduire dans notre constitution les changements qu'il demande. Notre réponse à cette accusation sera courte et facile. Cette constitution que nous chérissons est l'œuvre des hommes d'état les plus distingués que le pays ait produits ; elle a été faite par des Canadiens pour le Canada ; nous vivons depuis au-delà de vingt ans, sous son égide bienfaisante ; le pays a prospéré et grandi sous sa protection au-delà des espérances même les plus exagérées ; les provinces, la nôtre en particulier, ont non-seulement pris une part active à ce développement prodigieux, mais elles ont, en maintes circonstances, donné le signal de cette marche accélérée vers le progrès moral et matériel qui a attiré sur le Canada l'envie de nos voisins et l'admiration de l'Europe. Nous ne voyons pas de raisons graves pour en modifier les principes fondamentaux, et nous ne sommes pas disposés surtout à faire l'essai des théories qui ont déjà été rejetées en 1865, par la grande majorité du pays et de ses représentants.

On nous dit que nos institutions provinciales sont menacées, que leur maintien est mis en péril ? Est-ce pour assurer leur existence que la conférence demande des

•

changements dans le mode de nomination des sénateurs dans la confection des listes électorales fédérales, et veut nous faire reconnaître la nécessité de l'abolition du Conseil législatif ? Nos institutions seront-elles plus en sûreté lorsqu'une législature pourra, suivant le caprice ou la passion du moment, sortir des limites de sa juridiction, envahir le domaine fédéral, provoquer des discordes, des luttes et des haines implacables sans avoir à redouter la règle inflexible et la main vigilante chargée de la maintenir dans les limites de sa compétence. Notre avenir sera-t-il plus affermi mieux garanti, lorsque nous aurons le droit de gêner le commerce et l'industrie, en adoptant des règlements différents dans chaque province pour le tarif et la sûreté des voyageurs sur nos voies ferrées, lorsque nous aurons le pouvoir de légiférer sur la faillite, quand la majorité du pays repousse cette législation, ou lorsque nous aurons obtenu l'abolition du pouvoir de désaveu, considéré avec raison par MM. Mackenzie, Brown, Mowat, McDougall et par tous les conservateurs, comme étant la sauve garde et la clef de voûte de notre constitution.

Il y a eu des conflits sur des questions importantes entre les législatures et le pouvoir central, c'est vrai. Mais ce qui est vrai aussi, c'est qu'au lieu d'avoir recours aux moyens violents, de faire appel aux préjugés et aux passions, on a soumis aux plus hauts tribunaux ces importantes questions, et les tribunaux nous ont rendu justice. Quels sont les droits que la constitution nous accorde et qui nous sont contestés ou niés aujourd'hui ? Ne jouissons-nous pas de la plénitude de tous nos pouvoirs et de tous nos privilèges comme législature ? Y a-t-il une constitution qui puisse protéger d'une manière plus parfaite tous les droits religieux et civils des diverses croyances et des races différentes qui habitent notre province ? Y a-t-il un pays au monde où le peuple soit plus libre, où ses biens, son honneur et sa vie soient entourés de plus de garantie de paix, d'ordre et de sécurité ?

Que l'on cesse donc d'essayer de faire croire à ce même peuple que ses institutions et ses libertés sont en danger, et qu'on n'essaie pas surtout de tout bouleverser, en demandant à la métropole de modifier une constitution qui nous offre aujourd'hui des garanties et des droits dont nous ne jouirions peut-être pas demain, si nous ouvrions nous-mêmes la porte aux changements.

Ceux qui veulent épouvanter nos compatriotes, en leur faisant craindre des dangers imaginaires pour l'avenir de notre race, n'ont qu'à regarder autour de nous. Nous sommes deux millions de Canadiens-français sur ce continent, et une race forte et vigoureuse comme la nôtre ne s'anéantit pas par un seul trait de plume. Nous avons le droit de vivre sur cette terre libre d'Amérique, avec les institutions, les mœurs, les usages et les traditions que nos ancêtres nous ont légués. Mais il ne faut pas être assez naïfs pour croire que les autres races qui nous environnent n'ont pas aussi leurs usages, leurs souvenirs et leurs ambitions, car toute race qui ne s'affirme pas avec énergie n'est pas digne de vivre. Nous n'avons ni le droit ni le désir de les dominer par la force ou de les asservir; contentons-nous de vivre en paix avec elles, de cultiver et d'accroître ces relations de bienveillance, de paix et de bon voisinage qui cimenteront l'alliance politique de tous ces éléments vigoureux qui nous environnent et qui contribueront à faire de nous un peuple sage, heureux et prospère.

On nous représente sans cesse Sir John A. Macdonald comme étant l'ennemi des Canadiens, et on affirme qu'il travaille sourdement depuis vingt ans à accomplir le rêve de sa vie : l'union législative. Rien de plus faux. Tous ceux qui ont lu l'histoire de ce pays savent que, lors de la confédération, Sir John, McKenzie, Brown, Mowat et McDougall ont déclaré qu'ils auraient préféré l'union législative des provinces à leur union fédérale, mais qu'ils s'étaient

rendus sur ce point au désir du Bas-Canada, énergiquement exprimé par Sir George Etienne Cartier, et au vœu des provinces maritimes qui s'opposaient vivement à tout autre projet qu'une union fédérale. Croit-on qu'il serait plus facile depuis que le Nord-Ouest et la Colombie ont été annexés à la Puissance d'obtenir le consentement de toutes ces provinces à une union législative ? Croit-on même que la chose serait considérée comme praticable, comme possible ? Evidemment non. D'ailleurs comment pourrait-on obtenir ce changement ? En s'adressant au parlement impérial ; et s'imagine-t-on que ce dernier nous imposerait cette mesure malgré nous, au risque de s'exposer à perdre sa plus belle colonie ? Il n'y a donc aucun danger à appréhender de ce côté, et les dénonciations de nos adversaires sur ce point n'ont pour but que d'effrayer le peuple, et de capter sa confiance en se représentant comme ses défenseurs les plus dévoués.

Si nous voulons conserver comme race la prépondérance dont nous avons joui jusqu'ici dans la Confédération, si nous voulons accroître notre influence et décupler nos forces, il nous faut démontrer aux autres races qui habitent avec nous le sol vénéré de la patrie, non seulement que nous avons la volonté de faire respecter nos droits et nos privilèges, mais que nous sommes aussi déterminés à respecter les droits et les privilèges de nos concitoyens d'origine et de croyance différentes. Il faut que nous nous montrions dignes de jouir des libertés qui nous ont été accordées, et que nous sachions en faire un usage modéré et éclairé. Pour arriver à ce but cultivons l'amour de l'ordre, la crainte des lois, l'obéissance à l'autorité ; ne dépassons pas volontairement les limites de nos pouvoirs ; respectons les vœux, les désirs, les opinions que nous ne pouvons partager, et opposons une volonté ferme et intrépide aux attaques injustes, aux envahissements illégitimes qui peuvent et doivent inévitablement se produire dans un pays comme le nôtre.

Mais il y a une chose entre toutes que nous devons chérir et protéger, contre les attaques du dehors et les faiblesses ou les fautes du dedans, et celle-là c'est notre constitution. N'y portons pas une main légère et téméraire sous prétexte de la consolider, de peur d'en affaiblir la solidité et d'en ébranler les fondations. Nous avons vécu heureux et prospères sous son toit protecteur, pendant les vingt dernières années, et, malgré des imperfections inhérentes à toute œuvre humaine, elle peut abriter encore, sans changement et pendant de longues années, sous son large dôme, les destinées toujours grandissantes d'un peuple confiant dans son avenir et fier de ses libertés.

M. Robidoux—*député de Chateauguay*.—M. le président, c'est une tâche ingrate que de remettre vingt fois son ouvrage sur le métier. C'en est une plus ingrate encore de remettre sur le métier l'ouvrage déjà fait par les autres, surtout lorsqu'il a été fait avec le talent, la science et l'éloquence déployés par les députés des deux côtés de cette Chambre dans le débat qui occupe son attention depuis quelques jours. Cependant ce n'est qu'en examinant tous les points de vue, en questionnant tous les principes qui dominent une question aussi importante que celle qui nous est soumise, que l'on arrive à en trouver la solution vraie.

Certes, elle a été prise de haut par plusieurs de nos adversaires dans cette Chambre. Pour les suivre dans la marche qu'ils nous ont tracée, il nous faut étudier attentivement notre constitution et rechercher l'esprit qui a présidé à sa formation.

Tout d'abord, M. le président, le principe de notre gouvernement est-il monarchique comme l'a affirmé le député de Gaspé, ou bien est-il démocratique ? En d'autres termes, notre gouvernement est-il à l'image de ces monarchies absolues telles qu'il en existe encore quelque part, ou bien, est-il

ressemblant à une république. Notre constitution ne diffère guère d'une constitution républicaine, et il est bien connu que la monarchique Angleterre n'est pas autre chose qu'une démocratie sous un autre nom. Je prétends que dans notre pays c'est un gouvernement absolument démocratique, vivant de la vie du peuple et n'ayant de fermes assises que dans la confiance populaire d'où il tire son prestige. C'est là ce que nous avons toujours dit. Mais l'idée monarchique introduite dans ce débat est l'idée favorite de nos adversaires. Et si, M. le président, il y a une différence qui plus que toute autre caractérise nos partis politiques, c'est celle qui résulte de cette diversité d'opinions sur le meilleur système de gouvernement.

Ceux qui veulent faire dominer le principe monarchique, cherchent, comme l'indiquent clairement les discours et la conduite de nos honorables amis, à donner au gouvernement fédéral, qui représente plus particulièrement pour eux le principe qu'ils chérissent davantage, la plus grande somme d'influence possible, tandis que nous, nous voulons la décentralisation du pouvoir, de manière à en rapprocher l'exercice de plus en plus du peuple, et le remettre à ses mandataires les plus directs. C'est la grande différence qui sépare les deux partis, et fait voir clairement les tendances opposées qui les animent.

Il est bien connu que Sir John A. Macdonald a épousé depuis longtemps l'idée monarchique de nos adversaires. Son rêve à lui, c'est d'enlever aux provinces tous leurs pouvoirs, de leur ravir une à une toutes leurs immunités. Peut-on m'accuser d'exagération ? Non, M. le président ; et l'histoire de sa carrière politique nous démontre que c'est bien là la pensée qui n'a jamais cessé d'animer Sir John A. Macdonald et son parti. S'il me fallait donner des preuves, je n'aurais que l'embarras du choix. N'est-il pas vrai que chaque fois que le parti conservateur a pu dépouiller les provinces au profit du pouvoir central, il l'a fait ? N'est-il

pas vrai qu'il s'est emparé du contrôle de nos chemins de fer, après que nous eussions fait les plus grands sacrifices pour leur construction ? D'après la loi fédérale que nous avons repoussée avec toute l'énergie possible, malgré les protestations mêmes de nos honorables amis de la gauche, on a déclaré pratiquement à Ottawa, que nous pouvions nous ruiner pour couvrir la province d'un magnifique réseau de voies ferrées, mais que nous n'avions pas le droit de les contrôler une fois terminés au prix des plus grands sacrifices.

Quand il s'est agi, M. le président, de déterminer qui, des législatures provinciales ou du parlement fédéral, avait le droit de faire des lois sur les licences, n'est-il pas vrai que Sir John Macdonald a essayé de toutes les manières de nous enlever ce droit, qui nous était pourtant accordé par la constitution ?

N'est-il pas vrai encore qu'il nous a ravi le droit de faire nous-mêmes les listes électorales, droit qui avait toujours été exercé avec une grande sagesse par les conseils municipaux, et contre la conduite desquels il ne s'était jamais élevé de plaintes sérieuses. Pourquoi toutes ces audacieuses tentatives, — dont malheureusement quelques-unes ont réussi, grâce à l'appui de ceux-là mêmes qui auraient dû les repousser avec le plus de vigueur, — pourquoi ce système d'empiètement, pourquoi... sinon pour arriver à un but longtemps rêvé, tendrement caressé, rêve que le chef du parti conservateur avait même avant la confédération, celui de l'union législative.

Depuis longtemps il s'est dit : si nous pouvons enlever aux législatures provinciales toute leur autorité, si morceau par morceau, nous réussissons à les dépouiller de tout ce qui est pour elles une cause d'influence et de prestige aux yeux du peuple, le jour où ce plan sera pleinement réalisé, l'union législative s'imposera d'elle-même avec une force tellement irrésistible que bien peu oseront s'y opposer. Au-

jourd'hui on dit : l'autorité par excellence c'est Ottawa, et quand on aura démontré que nous n'avons plus de pouvoir, que notre vie n'est qu'une existence éphémère pouvant cesser au moindre choc, alors on aura amené les esprits au point où l'on tend avec une infatigable persévérance, et la transition sera toute faite. De ce moment les provinces auront cessé d'exister pratiquement ; elles ne seront plus des unités législatives ayant une vie propre et pouvant en toute liberté puiser dans ces éléments de force, la vigueur qui leur est nécessaire pour atteindre le but de leur création dans le rouage fédératif.

D'un autre côté, M. le président, ceux qui sont les partisans sincères et dévoués de l'idée libérale anglaise en matière politique, — et quand il s'agit des formes de gouvernement, disons pour être plus explicite, les formes démocratiques—ceux là, dis-je, veulent laisser au peuple la plus grande somme possible d'autorité.

Tout d'abord les législatures ou les parlements doivent laisser aux municipalités la plus large mesure de liberté compatible avec la dignité et le maintien de nos institutions politiques. Comme nous sommes les adeptes de cette idée grande et féconde, nous voulons laisser au peuple le droit de se gouverner comme il l'entend, sans chercher à fausser ses jugements par des moyens que repousse le véritable libéralisme en matière du gouvernement populaire. Tandis que les partisans du principe contraire veulent conduire à leur guise, comme on mène des esclaves, ce qu'ils appellent un peu dédaigneusement les “ gens d'en bas. ”

Partant de ce principe, que le parti conservateur est imbu de l'idée monarchique absolue, n'est-il pas dangereux de laisser à ceux qui appartiennent à ce parti, l'exercice du droit de désaveu ? S'ils croient comme le font voir leur conduite et leurs déclarations plus ou moins voilées, que les législatures ne doivent pas exister, ne seront-ils pas heureux de profiter

de toutes les occasions qui leur seront offertes de désavouer toutes les lois qui pourront relever ou maintenir le prestige des provinces. Car il ne faut pas se faire illusion, le droit de désaveu, tel qu'exercé à Ottawa, diffère essentiellement du droit de désaveu qui existe en Angleterre.

En Angleterre, les lois sont faites par le concours des deux chambres et de la couronne. Si l'une de ces trois branches du parlement refuse de consentir, la loi qui lui est soumise n'existe pas et reste lettre morte. Le droit que nos honorables amis de l'opposition confondent avec le désaveu, n'est rien autre chose que le refus de l'une des trois branches du parlement d'approuver telle ou telle loi.

Dans les colonies, le droit de désaveu n'est pas autre chose qu'un jugement déclarant que la loi soumise à l'autorité exerçant ce droit, ne peut avoir son application et qu'elle doit, par conséquent, être mise de côté. Dans ce cas-ci, le souverain ou son représentant n'est pas autre chose, je le répète, qu'un juge qui pèse le pour et le contre, et qui se demande si telle ou telle loi doit être laissée dans le statut. Pour ce qui regarde le désaveu, le conseil privé à Ottawa siège ni plus ni moins en tribunal sur la validité ou, pis encore, sur l'opportunité de nos lois provinciales. La question qui est posée maintenant devant la Chambre peut se résumer en deux mots : " Voulez-vous avoir pour juge de vos lois le gouvernement fédéral ou la Reine ? " Voilà le terrain du débat, le résultat ou la conséquence de la décision que la Chambre est appelée à prendre. Ou nous aurons pour tribunal l'autorité la plus auguste qu'il y ait dans l'Empire, autorité en dehors des influences préjudiciables à nos intérêts ; ou nous continuerons d'être soumis à l'esprit néfaste qui cherche à détruire les provinces, et à sa saper dans sa base même la constitution qui est notre sauvegarde.

Nos honorables adversaires nous disent qu'on retrograderait si on acceptait la proposition de la conférence, et ils

ajoutent : “ Ne vaut-il pas mieux laisser les choses dans l'état où elles se trouvent maintenant, c'est-à-dire, continuer à confier au gouvernement fédéral le droit de juger dans les conflits constitutionnels ou d'intérêts qui pourraient s'élever entre lui et les provinces. ”

Nos honorables amis ont-ils bien réfléchi sur la situation qui existe et qu'ils voudraient voir se continuer ? J'hésite à le croire, tant cette situation me paraît inacceptable à cause des dangers qu'elle renferme pour notre autonomie, dangers non imaginaires mais qu'une triste expérience nous a révélés avec une force irrésistible. Et ces dangers sont la conséquence nécessaire de la violation d'un grand principe universellement reconnu et recommandé par toutes les nations civilisées, et qui veut que personne n'a le droit d'être juge dans sa propre cause.

Voyons rapidement ce qui se passe à Ottawa lorsqu'il s'agit de frapper l'une de nos lois de nullité, par l'exercice du droit de désaveu. Cet examen me permettra de prouver la justesse de la proposition que je viens d'émettre quand je dis que le gouvernement fédéral est juge dans sa propre cause.

Lorsqu'on examine à Ottawa une de nos lois au point de vue de l'exercice du désaveu, on doit résoudre l'une des trois questions suivantes :

Cette loi est-elle contre l'intérêt général du Canada ? Ou bien est-elle *ultra vires* ? Ou encore, est-elle en partie inconstitutionnelle ? C'est là la règle même posée par Sir John A. Macdonald dès le début du régime fédéral. Maintenant, que l'on considère ces questions au point de vue que l'on voudra, elles se résument toutes à une question de juridiction où le cabinet, comme représentant le parlement central, se trouve directement intéressé soit à titre d'autorité législative, soit à titre de gardien des intérêts généraux du Canada. D'où il suit, M. le président, que le gouvernement

fédéral prononce dans sa propre cause. Il est partie et juge tout à la fois, et, naturellement, on doit s'y attendre, il décide en sa faveur. Voilà un état qui ne saurait être toléré, si nous voulons que l'indépendance ou l'autonomie des provinces ne soit pas seulement une fiction mais une réalité agissante et féconde.

Que l'on dise ce que l'on voudra, je déclare qu'il vaut mieux s'en rapporter à la haute sagesse de Sa Majesté en Conseil, qui sera un juge impartial quand il s'agira de juger nos lois, qu'à Sir John Macdonald.

Les honorables députés qui combattent ces résolutions, se scandalisent parce que l'on propose de remettre le droit de désaveu qui n'a pas été créé par nous, soit dit en passant, mais que leurs chefs ont inscrit ou laissé inscrire dans la constitution, de transférer, dis-je, ce droit de désaveu du gouvernement fédéral aux autorités impériales. Ils prétendent voir dans cette proposition une atteinte fatale portée à nos institutions politiques et à nos libertés populaires, en ce qu'elle sape dans sa base le principe du gouvernement responsable. Il n'y a pas longtemps que nos honorables amis sont aussi scrupuleux. Est-ce que les lois que l'on fait à Ottawa ne sont pas soumises au désaveu du gouvernement de Londres, au contrôle d'un commis de troisième classe, comme on affecte dans la presse oppositionniste de désigner la personne sur le rapport de laquelle ce pouvoir est exercé

Jamais nous n'avons entendu aucun de ces messieurs se plaindre de la manière dont les autorités impériales avaient usé de ce pouvoir. Or, comment se ferait-il que la Reine serait une fontaine de justice quand il s'agit des lois fédérales, et deviendrait partielle dès que ce seraient les lois provinciales qui seraient en jeu. Que l'on m'explique cette différence d'appréciation si on le peut. Mais jusqu'à ce qu'on le fasse, j'ai raison de dire que la Chambre a le droit, sans manquer à son devoir, de ne pas partager leurs alarmes.

Pour moi cet argument, que nous violons le principe du gouvernement responsable, n'est pas sérieux, et ne me paraît pas destiné à faire fortune.

Du reste, sous le régime de l'union du Haut et du Bas-Canada, n'était-ce pas en Angleterre que nos lois étaient frappées de désaveu, et pouvons-nous trouver des plaintes sérieuses sous ce rapport depuis le jour où nous avons commencé à jouir du gouvernement responsable dans toute sa plénitude. Si nous n'avons pas eu à nous plaindre dans ces temps-là, pourquoi nous alarmer aujourd'hui, pourquoi donc ces craintes ? Je ne crois pas me tromper, M. le président, en vous disant que c'est le dépit qui les dicte et les intérêts de parti qui les font se produire ici. Nos honorables amis de la gauche voient leur échapper l'apparente raison de l'une de leurs accusations favorites contre nous.

Jusqu'ici ils ont cru pouvoir s'arroger à eux seuls le rôle de protecteurs de la constitution, et nous accuser de vouloir la détruire. Ce temps-là est passé. Lorsque le gouvernement de cette province a pris l'initiative de convoquer cette conférence, il a fait un acte qui doit lui attirer les sympathies de tous ceux qui ont à cœur le maintien de la confédération. Plus nous travaillerons à rendre la confédération acceptable à tous les citoyens, plus nos adversaires essaieront de déjouer nos plans, car plus nous ferons bien, plus ils seront loin du pouvoir qu'ils convoitent si ardemment, et d'où ils sont descendus, je ne dirai pas à regret, mais sans plaisir.

L'une des questions qui est sujette à de graves objections aux yeux de l'honorable député de Beauce, est celle relative au Sénat. Pour l'honorable député, chercher à améliorer la composition du Sénat en introduisant dans son sein un élément nouveau qui représentera plus directement les provinces, c'est porter une main sacrilège sur l'arche sainte de la constitution.

Quel est, M. le président, le but que l'on a voulu atteindre en créant le Sénat ? On a eu un double but. Le Sénat devait, dans la pensée des pères de la confédération, être composé d'hommes sages et mûris dans la politique. Le premier devoir de cette chambre haute sera, disait-on, de tempérer les élans trop vifs de la Chambre des Communes. A un certain point de vue, je puis avouer que le but a été atteint. On a réuni au Sénat des vieillards bien mûris, bien sages, si sages qu'ils laissent tout faire en silence.

Quelle était la raison d'être principale de l'existence du Sénat ? Voici ce que disait l'honorable M. Campbell, qui résume la pensée des auteurs de la Confédération.

“ La première et la principale a été de donner à chacune
“ des provinces un moyen de protection suffisante pour ses
“ intérêts locaux, garantie qu'on croyait ne pas devoir trou-
“ ver dans une chambre composée d'une députation basée
“ sur le chiffre de la population. ”

C'était donc pour la protection des intérêts des provinces que l'on créait le Sénat. Comment ce but pourra-t-il être le mieux atteint ? Cette question a été posée lors des débats de la confédération, et après une expérience de vingt années, nous avons bien le droit de la poser de nouveau. Cette protection serait-elle plus efficace en nommant ici, dans les législatures provinciales, les sénateurs, ou bien en suivant le mode actuel. A l'heure qu'il est les sénateurs sont nommés pas un parti qui est l'ennemi des provinces. Or ces sénateurs doivent être, dans l'esprit de la constitution, les avocats des droits provinciaux dans le parlement fédéral. D'où il suit que, d'après le raisonnement de nos adversaires, ce qu'il y a de mieux à faire pour protéger les provinces, c'est de faire choisir ces protecteurs par ceux-là mêmes qui ont pour mission de nous persécuter.

De notre côté, nous disons : “ Ne vaut-il pas mieux laisser au gouvernement de chaque province le choix des person-

nes qui représentent ses intérêts dans le parlement fédéral. Puisque les sénateurs ont pour mission principale de nous protéger contre le centralisme, pourquoi pas nous donner le droit de choisir nous-mêmes nos protecteurs. Il me semble qu'il n'y a là qu'une simple question de justice élémentaire. Notre demande telle que formulée est très modeste, puisque nous ne sollicitons que le droit de nommer la moitié des membres de la seconde Chambre fédérale.

Il y a une autre raison très forte qui doit nous engager à accepter la proposition de la conférence. Nous devons demander le droit de nommer une partie des sénateurs, parce qu'il est dangereux de laisser une grande somme d'autorité à des personnes déléguées, sans que jamais aucun de ces délégués n'aient à rendre compte de sa conduite à ceux dont ils sont censés être les représentants. S'ils sont nommés à vie, que leur importe après tout, au point de vue de leur mandat, que les lois faites soient bonnes ou mauvaises, ne sont-ils pas indépendants de tout contrôle populaire. Mais le cas serait bien différent pour ceux qui devraient rendre compte de leur conduite, s'ils ne remplissaient pas le mandat qui leur a été confié à la satisfaction de ceux qu'ils représenteraient. En supposant que la constitution serait changée suivant le vœu exprimé dans ces résolutions, les législatures, sauraient se protéger contre l'insouciance des sénateurs qu'elles auraient nommés, en ne les nommant pas pour un autre terme.

Règle générale, un représentant électif rend toujours plus de services que celui qui tient une nomination à vie, et qui jouit par conséquent de la faculté de faire le bien ou le mal sans être tenu d'en rendre un compte sévère à qui que ce soit. C'est l'expérience qui a permis de formuler cette règle.

Le troisième point traité par nos honorables amis de l'opposition, est celui qui a trait à la création d'un tribunal qui aura pour mission de décider les questions de juridiction

constitutionnelle, tant au point de vue fédéral qu'au point de vue provincial. Nos adversaires voient un grand danger dans la création de ce tribunal. Moi, au contraire, j'y trouve une garantie sérieuse pour les provinces. En vertu du droit de désaveu que telle loi passée par les législatures des provinces, est inconstitutionnelle, mais si ce même gouvernement fait une loi *ultra vires*, ou empiétant sur nos attributions, nous n'avons pas le droit de le dire et de nous protéger.

On a prétendu — et je crois que c'est l'honorable député de Gaspé qui a émis le premier cette prétention — que nous avions déjà le droit que nous sollicitons, et que conséquemment la demande de la conférence est sans objet.

La section 101 à laquelle on a fait allusion, donne le droit au parlement fédéral de créer une cour générale d'appel, mais elle ne donne pas le droit de porter devant cette cour une loi fédérale pour en faire décider l'inconstitutionnalité. Par les résolutions qui nous sont soumises, nous demandons ce droit que je considère comme indispensable dans un pays comme le nôtre où prévaut le système fédératif. Ce tribunal sera une protection pour les provinces, en ce que lui seul aura le pouvoir de juger des conflits constitutionnels qui pourront s'élever entre le parlement central et les provinces.

Une autre question traitée par l'honorable député de Beauce, est celle qui se rapporte à l'abolition du Conseil législatif. Je manquerais à mon devoir et à mes sympathies, si je ne disais pas que le Conseil, au point de vue de ceux qui en font partie, mérite tout le respect possible. Mais quand on discute une question politique d'une aussi haute portée que celle-ci, il faut faire, tout d'abord, la part des intérêts généraux du pays.

M. le président, est-ce donc un si grand mal de dire qu'il faut prendre des mesures pour abolir le Conseil, et par là

même économiser les cinquante mille piastres que nous coûte le maintien de cette Chambre ? Est-ce donc un crime de dire que le Conseil nous a coûté depuis la confédération, un million de piastres ? Sommes-nous donc de grands coupables, parce que nous nous demandons quel bien cette institution a fait, et quel mal elle a empêché ? Je défie mes adversaires de répondre à ces questions.

Si ce que je dis est vrai, je prétends que nous ne sommes pas assez riches pour dépenser cinquante mille piastres par année, pour nous payer le luxe d'une institution comme celle du Conseil.

Pendant que l'honorable député de Beauce, nous parlait avec tant d'enthousiasme du Conseil législatif, je me demandais s'il avait bien toujours partagé les idées qu'il nous exprimait. Il paraît que l'honorable député n'a pas toujours été absolument de la même opinion, et qu'en 1882, il trouvait quelque chose à redire au sujet du Conseil. Ainsi il prononçait à la séance du 27 mai 1882, les paroles significatives qui suivent :

“ L'honorable député de St-Hyacinte admettra qu'il est trop tard pour commencer ce débat aussi important. Nous sommes sur le point de nous séparer, quelques heures nous séparant à peine de la clôture officielle de la session.

“ Je ne me dissimule pas qu'il faut étudier les meilleurs moyens à prendre pour améliorer la constitution en ce qui touche les rapports entre les deux Chambres. Il faut qu'il y ait des changements, mais réellement ce n'est pas le temps convenable de nous livrer à ce travail qui demande beaucoup d'étude et de réflexion.”

L'honorable M. Chapleau, qui était alors premier-ministre, déclarait lui aussi qu'il fallait modifier la constitution. Plus tard, l'ancien député de Rouville, M. Poulin, a admis que M. Chapleau lui avait déclaré qu'il voulait l'abolition du Conseil législatif.

En 1882, l'honorable député de Beauce, tout en admettant en principe qu'il fallait modifier la constitution, déclarait cependant que l'heure n'était pas arrivée de le faire, qu'il fallait remettre à plus tard. Nous sommes à plus tard et cette heure est arrivée. Toute la question se réduit donc à choisir le moment favorable, puisque nous sommes d'accord sur la nécessité même d'un changement.

Une autre question qui a été également traitée par l'orateur qui a parlé avant moi, est celle relative au pouvoir de pardon accordé originellement aux lieutenants gouverneurs des provinces. Le droit de pardon est un droit de l'exécutif. Si l'exécutif a le droit de pardon, ne vaut-il pas mieux qu'il soit exercé par le lieutenant gouverneur de la province où la sentence est rendue. En effet, c'est une anomalie qui équivaut à une violation de principe, que de faire exercer ce droit de pardon par le gouverneur général quand la sentence a été prononcée par l'une des cours de notre province.

L'autorité suprême est exercée dans l'Etat par trois pouvoirs distincts : le pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif. Au fond, c'est un seul et même pouvoir, et non pas trois pouvoirs venant de sources différentes. Cette division n'est que superficielle, si on se place au strict point de vue des principes.

Or, n'est-ce pas une anomalie que de confier le droit de pardon au gouverneur général de préférence aux lieutenants gouverneurs, qui dans la sphère des provinces, représentent l'autorité suprême ? Cette résolution ne fait donc que remettre en vigueur le système que l'on trouve inscrit dans les résolutions de la conférence de 1864. C'est tout simplement revenir à la logique des choses.

Il est une question, M. le président, sur laquelle nous nous accordons tous : c'est qu'il faut que le subside fédéral soit augmenté. Ceci étant donné, n'est-ce pas admettre la nécessité de modifier la constitution ? On pourra bien dire

que le gouvernement fédéral pourra, s'il le veut, nous donner un subside additionnel, comme la chose a déjà été faite à maintes reprises. J'admets cette proposition, mais l'autorité qui fera cette loi pourra aussi la changer, de sorte que nous serions toujours à la merci du bon vouloir du gouvernement fédéral. Mais il y en a encore un autre danger que je désire signaler à la Chambre. Qui sait si pour avoir cette subvention additionnelle, nous ne serions pas obligés de faire des concessions que nous ne devrions pas faire.

Lorsque nous avons voulu avoir une compensation pour les sacrifices énormes que nous avons faits pour le chemin de fer du Nord, combien d'humiliations n'ont pas subies ceux qui nous représentaient à Ottawa ? Et encore ce que nous avons obtenu n'a été que le résultat d'une transaction plus ou moins heureuse, au point de vue des intérêts généraux du Canada. Nous n'avons obtenu quelque chose qu'à la condition de donner trente millions à la compagnie du Pacifique. Nous ne sommes pas disposés à aller davantage mendier humblement à la porte des ministres fédéraux. Une grande province comme la nôtre, ayant des droits aussi certains à faire valoir, doit traiter de puissance à puissance. Il ne convient pas que ses représentants tiennent une conduite opposée à sa dignité. Nous ne voulons pas que l'on puisse dire encore de nous, les paroles prononcées un jour par M. Ouimet et qui resteront tristement légendaires dans nos annales parlementaires.

Si, M. le président, on nous concède le point relatif à l'augmentation du subside fédéral, il me semble qu'il nous est facile de disposer des objections qui ont été faites sur les autres résolutions.

Je disais, au commencement de mes remarques, que l'idée démocratique avait présidé à la rédaction et à l'adoption de ses résolutions, et je crois l'avoir démontré.

J'ai admiré les beaux sentiments si éloquemment exprimés par l'honorable député de Beauce, lorsqu'il a terminé son

discours. Il a fait des vœux pour la prospérité de notre pays. Nous partageons ces nobles sentiments, et nous souhaitons ardemment la réalisation de ces vœux si patriotiques. C'est sous l'impulsion d'une pensée d'un ordre très élevé que nous appuyons ces résolutions. Les uns croient qu'elles ne sont pas destinées à faire la prospérité de notre pays. Nous, nous croyons le contraire, et nous sommes convaincus qu'en mettant sur des bases solides l'édifice constitutionnel du Canada, nous assurons la prospérité du peuple canadien.

On a parlé des conflits de race dans notre province. Je ne sache pas qu'il en existe. Nous vivons dans la meilleure des ententes possibles avec ceux qui parlent une autre langue que la nôtre. Nous appartenons à des races assez fières de leur passé pour que nous puissions porter haut la tête, et pour que nous puissions les uns et les autres être fiers de notre origine.

Je ne crois pas me tromper, M. le président, en disant qu'il se formera dans ce pays non pas une race absolument homogène au point de vue de l'unité,—c'est une utopie irréalisable et que l'on ne doit pas même désirer dans l'intérêt du Canada, car la variété ajoute un charme et des avantages qu'il ne faut pas se dissimuler,—ni un peuple composé d'éléments divers se jalousant les uns les autres. Je crois qu'il se formera sur ce continent d'Amérique une des plus belles races qui aient été produites depuis le commencement du monde. Il y a des qualités d'un ordre supérieur dans les deux grandes races qui habitent le Canada. L'une vient de l'Angleterre qui est la reine du commerce, des industries et de la finance. L'autre a eu pour première mère-patrie, qu'elle n'a pas oubliée, la France, qui est la reine dans les arts, reine dans les lettres et la reine de l'idéal. Les Français du Canada empruntent les qualités qui leur manquent au contact des Anglais, de même que ceux-ci peuvent acquérir beaucoup de nous. Je crois qu'il résultera de cette existence particulière de notre peuple, une race posi-

tive et industrielle, mais qui conservera en même temps les qualités distinctives qui caractérisent les deux peuples qui ont colonisé ce pays. Cette heureuse union ne pourra manquer de faire la prospérité générale. De l'autre côté de l'océan, la France sera fière d'avoir ici de ses enfants faisant aimer sa langue, sa religion et son histoire, et l'Angleterre sera heureuse de voir sa colonie grandir et prospérer, grâce à l'harmonie qui règnera entre les différents groupes nationaux qui l'habitent.

M. Desjardins—*député de Montmorency*.— M. le président, les honorables députés qui ont discuté les résolutions qui nous sont soumises ont tous reconnu l'importance de la question sur laquelle nous délibérons. Sur ce point, il ne saurait y avoir entre nous divergence d'opinion, non plus que sur l'obligation que nous avons de traiter ce sujet avec calme, sincérité et patriotisme. Mes paroles seront l'expression d'une conviction profonde. Le devoir de critiquer n'est pas moins impérieux que celui d'approuver, lorsqu'il est également inspiré par le désir de bien servir son pays.

J'ai combattu, l'année dernière, le projet de tenir une conférence interprovinciale dans le but d'étudier les amendements à faire à la constitution. J'ai pris cette position parce que je croyais qu'aucune raison suffisante ne justifiait la proposition de modifier l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, et aussi parce que le temps était mal choisi, à cause des dangers de la situation, pour mettre ce projet à exécution. En présence des résultats des travaux de la conférence, la loyale opposition dans cette enceinte a bien le droit de se féliciter d'avoir désapprouvé l'idée dans laquelle le ministère aurait évidemment mieux fait de ne pas persister.

Quoiqu'il en soit des vues que nous avons émises, au cours de la dernière session, la conférence a eu lieu. Elle a rédigé une série d'amendements à la charte constitution-

nelle, que l'on nous demande d'approuver en adoptant le projet de résolutions que l'honorable premier ministre a déposé sur le bureau de cette Chambre.

J'ai formé mon opinion sur la conférence en la jugeant dans sa composition et dans son œuvre.

Tout en ayant pour les hommes publics qui se sont réunis à Québec, l'automne dernier, tout le respect qu'ils méritent, je ne puis m'empêcher de dire que cette convention n'a pas été constituée de manière à inspirer une confiance entière, ni à produire des résultats satisfaisants. Le ministère devait comprendre qu'il lui fallait avant tout éviter une conférence de parti. Il n'a pas ainsi apprécié son rôle. Du moment qu'une partie importante de l'opinion publique, représentant, il n'y a pas à en douter, une majorité considérable des citoyens du pays, avait raison de croire que ceux qui cherchaient les amendements à faire à la constitution, agissaient plutôt en partisans qu'en hommes d'Etat sincèrement désireux de rendre meilleure la charte qui nous régit, d'avance la convention perdait toute garantie d'efficacité.

A mon avis, pour tenir une conférence avec un espoir sérieux d'un résultat utile, en supposant que les circonstances en eussent justifié la convocation, il aurait fallu la constituer d'un égal nombre de représentants des deux grands partis qui se divisent l'opinion, et du pouvoir central et des pouvoirs provinciaux. A ces membres de la convention, on aurait dû adjoindre quelques-uns de nos hommes publics en retraite, dégagés des passions politiques du jour, et se recommandant à la confiance du pays par leur expérience et leurs antécédents de patriotisme. Je prie mes honorables collègues de remarquer que je ne fais qu'indiquer dans quelles conditions une conférence pouvait faire un travail fructueux, sans admettre un instant que la situation politique de la confédération la rendit désirable, encore moins nécessaire.

Ce qui a eu lieu est bien différent de ce que je viens de dire. On n'a réuni à Québec que des représentants des pouvoirs provinciaux. A très peu d'exceptions, ces hommes publics sont membres du parti libéral. Ainsi constituée, quelle garantie la convention pouvait-elle offrir qu'elle ne serait pas entraînée à vouloir battre en brèche le pouvoir central, sans s'occuper des conséquences fatales qui pourraient en résulter pour l'avenir de la confédération. N'y avait-il pas à craindre que les membres de la conférence oublieraient trop qu'ils n'étaient réunis qu'afin de perfectionner la charte constitutionnelle, et non pour chercher le moyen de diminuer l'influence de leurs adversaires politiques, en voulant restreindre les attributions du pouvoir central exercé par eux. C'est ce qui est effectivement arrivé.

Je m'étonne de ce que l'on soit surpris du refus du gouvernement fédéral de prendre part à la conférence. Les ministres d'Ottawa auraient évidemment fait métier de dupes en se rendant à l'invitation qui leur avait été adressée. Dans quelles conditions se seraient-ils trouvés à Québec? Ils auraient été en très grande minorité dans la convention. Il est facile de prévoir qu'il y aurait eu conflit continu entre les représentants des pouvoirs provinciaux et ceux du pouvoir central. Comme la majorité l'eut emporté, il n'aurait resté aux ministres fédéraux d'autre alternative que d'enregistrer leur protêt contre les conclusions de la conférence, et de se retirer. Il valait alors bien mieux ne pas venir à Québec. En déclinant l'invitation qu'il avait reçue, le gouvernement fédéral dégageait sa responsabilité de tout ce qui se ferait dans la convention, et se tenait prudemment sur un terrain solide pour défendre la constitution contre les modifications intempestives qu'elle pourrait proposer de lui faire subir. C'était faire preuve de beaucoup de perspicacité politique.

Si je trouve à redire à la manière dont la conférence a été constituée, je ne puis davantage approuver l'œuvre qu'elle

a produite. Je suis décidément hostile au courant d'idées dans lequel les membres de la convention se sont laissés entraîner pour arriver aux conclusions que l'on nous propose d'adopter. Je désire et je veux le maintien de l'autonomie provinciale. Mais je ne conçois pas que l'on s' imagine fonder un ordre politique durable dans l'Amérique Britannique du Nord, par l'antagonisme des pouvoirs provinciaux contre le pouvoir central, et en amoindrissant l'efficacité de ce dernier par des restrictions qu'aucun intérêt public n'exige.

Les amendements proposés à la constitution la rendraient-ils meilleure, et se recommandent-ils à notre approbation ? Je suis bien convaincu du contraire. Je ne discuterai que les résolutions les plus importantes adoptées par la conférence. On a déjà longuement et très bien parlé du désaveu des lois provinciales. Je ferai peu de remarques sur ce sujet. Je ne puis approuver le projet de transférer le droit de désavouer les lois provinciales du gouvernement fédéral à Sa Majesté en conseil, en Angleterre. Ce serait une mesure rétrograde, l'abandon, le sacrifice de la plus précieuse de nos libertés constitutionnelles, qui les comprend toutes, celle de nous gouverner nous-mêmes en ayant toujours des ministres responsables au peuple pour tous les actes du représentant de la Couronne. Dans notre système fédératif, le droit de désaveu est une nécessité qui a été reconnue par tous les auteurs de la charte constitutionnelle. Ces hommes distingués représentaient les deux grands courants d'opinions politiques au Canada. Si ce n'était prolonger trop ce débat, je citerais de nouveau l'expression de leur manière de voir sur ce point, consignée dans le compte-rendu de la discussion du projet de constitution soumis à la ratification du parlement impérial.

Ce droit de désaveu nécessaire au fonctionnement harmonieux et régulier de nos institutions fédératives, il doit

être exercé à Ottawa par le représentant de Notre Gracieuse Souveraine, sous la responsabilité de ses ministres au parlement canadien et au peuple de la confédération entière. Remettre au gouvernement impérial le droit de désavouer les lois provinciales, ce serait pour le peuple canadien renoncer au privilège de pouvoir demander compte de l'exercice de ce droit important. Le premier ministre de l'Angleterre qui conseillerait à Sa Majesté de désavouer une loi provinciale, serait bien responsable de son avis à la Chambre des Communes anglaise, au parlement impérial, au peuple du Royaume-Uni, mais il ne le serait nullement au parlement fédéral, ni au peuple du Canada.

Il n'y a pas de doute que dans la pratique, le gouvernement impérial ne ferait jamais désavouer une loi provinciale, sans se consulter avec le représentant de la Couronne à Ottawa. Ce dernier ne répondrait pas à de semblables questions, sans lui-même prendre intimement l'avis de ses ministres. Ce serait toujours le gouvernement fédéral qui, en réalité, réglerait ces affaires, mais avec cette différence essentielle, qu'avec le nouveau système les ministres fédéraux ne seraient plus responsables au parlement et au pays. Ils n'agiraient pas comme conseillers de la Couronne, mais seulement comme des hommes de confiance donnant volontiers un avis intime à un officier impérial qui le leur demanderait comme un service personnel, afin de mieux éclairer son jugement quant à la réponse à donner à la question qui lui serait posée par ses supérieurs à Londres.

Je sais que l'on nous fait cette proposition au sujet du désaveu, parce que l'on croit avoir raison de se plaindre de la manière dont le gouvernement fédéral a exercé ce droit. C'est une opinion que je ne puis pas partager. Je suis, au contraire, bien convaincu que le cabinet d'Ottawa n'a aucunement abusé du droit de désaveu que la constitution lui reconnaît, et qu'il ne s'en est prévalu qu'avec sagesse, pru-

dence, pour l'intérêt général de la confédération, en restant, avec beaucoup de soin, dans les limites des règles à la fois précises et larges qu'il s'est lui-même tracé par respect des pouvoirs provinciaux. Les précédents que l'on invoque, loin de modifier mes vues dans le sens de la résolution de la conférence, ne font que me confirmer davantage dans l'opinion que le désaveu doit être une prérogative de l'autorité centrale dans la confédération canadienne.

On a fait beaucoup de bruit à propos de l'affaire du chemin de fer de la vallée de la Rivière Rouge. C'est la principale raison que donnent ceux qui prétendent qu'il est dangereux pour les droits des provinces que le désaveu soit exercé sur l'avis des ministres fédéraux. Je m'étonne que l'on puisse en arriver à une semblable conclusion. Il me paraît évident que dans tout ce conflit de Manitoba, c'était le gouvernement fédéral qui avait raison, et la législature de Winnipeg qui avait tort. Au lieu de nous faire désirer d'enlever aux autorités fédérales le droit de désavouer les lois provinciales, ce précédent de Manitoba doit, au contraire, nous engager davantage à vouloir le maintien du système établi par notre charte constitutionnelle.

Je ne m'explique pas la persistance d'un grand nombre à ne pas admettre la valeur incontestable de la raison d'Etat qui avait décidé le ministère d'Ottawa à désavouer les lois de Manitoba au sujet du chemin de fer en question. Si j'ai bien compris l'honorable premier ministre, il reconnaît lui-même que le gouvernement fédéral a le droit, et conséquemment qu'il est de son devoir de désavouer les lois provinciales qui sont hostiles à l'intérêt général de la confédération. Mais c'est précisément la raison pour laquelle le cabinet d'Ottawa a conseillé à Son Excellence le gouverneur général d'exercer son droit de désaveu au sujet des chartes accordées par la législature de Manitoba, autorisant la construction du chemin de fer de la vallée de la Rivière Rouge. Je suis bien certain que jamais il n'est entré dans la pensée

des ministres fédéraux de porter, dans toute cette affaire, la moindre atteinte aux droits de la législature de la province de Manitoba. Ils avaient un impérieux devoir à remplir envers le pays, et ils l'ont accompli avec courage, en dépit des clameurs intéressées des uns, et des attaques injustes des autres.

Plusieurs fois le parlement fédéral avait affirmé qu'il était dans l'intérêt général du Canada de ne pas permettre aux grandes lignes américaines de chemin de fer de faire, pendant un certain nombre d'années, une concurrence ruineuse à notre chemin du Pacifique, pour l'excellente raison que le pays avait le droit de tirer de cette entreprise nationale tous les avantages possibles, après avoir largement subventionné la compagnie qui l'a si énergiquement exécutée. Appelé à se prononcer sur ce point, comme sur tous les autres de la politique fédérale, en février de l'année dernière, le peuple avait approuvé la sage et patriotique décision du parlement. Malgré tout cela, la législature de Manitoba n'en persistait pas moins à faire des lois pour construire un chemin de fer manifestement contraire à l'intérêt général de la confédération. Il est évident que l'intérêt particulier d'une province doit céder devant l'intérêt général du Canada. Cette vérité politique étant incontestable, il est donc certain que c'était la législature de Manitoba qui outrepassait ses pouvoirs en faisant les lois en question, et non le ministère fédéral en les désavouant.

Si l'opposition à la Chambre des communes avait mieux compris son devoir envers le pays, et n'avait pas donné contenance aux agitateurs de Winnipeg, cette difficulté n'aurait jamais eu lieu. On en serait vite venu à la sage conclusion là-bas qu'il était inutile de continuer une lutte que les deux partis parlementaires et politiques auraient déclaré contraire au bien et à la prospérité de la confédération canadienne.

Appuyés, soutenus, défendus par les libéraux, les agitateurs de Manitoba ont redoublé d'activité. Les plus extravagants ont même menacé le pays d'une prise d'armes. L'homme d'Etat si distingué qui dirige le ministère fédéral a jugé, avec toute la supériorité de son génie politique, qu'il ne fallait pas soumettre cette difficulté à une trop forte tension. Il s'est mis à la recherche d'un mode de règlement qui lui donnerait une solution définitive, tout en assurant au Canada les mêmes avantages que le monopole accordé à la compagnie du Pacifique avait pour but de lui garantir.

La question de Manitoba est maintenant réglée d'une manière satisfaisante. Mais le désaveu exercé dans cette circonstance n'en a pas moins rendu un grand service au pays, en ce qu'il a permis à la compagnie du Pacifique de développer assez ses affaires pour pouvoir, avec le concours de la législation de la dernière session, soutenir avantageusement la compétition à laquelle elle sera désormais soumise. Raison de plus de se féliciter de ce que le droit de désaveu des lois provinciales a été donné à Son Excellence le gouverneur général, qui ne l'exerce que sur l'avis de ses ministres responsables au parlement et à l'électorat.

Si la constitution était amendée de manière à transférer le désaveu des lois provinciales à Sa Majesté en conseil, je suppose bien que ce droit ne serait de même exercé que d'après les règles qui prévalent à Ottawa. Mais quelle garantie aurions-nous que le cabinet impérial saurait mieux que notre ministère fédéral juger qu'une loi provinciale serait, ou ne serait pas, contraire à l'intérêt général de la confédération ? Avec le système actuel, nous avons le droit de demander compte aux conseillers responsables de Son Excellence de l'exercice du droit de désaveu dans chaque cas. Avec celui que l'on propose, nous n'aurions qu'à nous soumettre. Tout au plus pourrions-nous adresser des suppliques au pied du Trône, qui je veux bien le croire, seraient cordialement reçues,

mais qui n'auraient que bien difficilement de résultats pratiques.

Sa Majesté a le droit de désavouer les lois fédérales. L'exercice de ce droit est soumis à des règles qui respectent les libertés constitutionnelles que la mère-patrie nous a connues. C'est-à-dire qu'une loi fédérale ne doit être désavouée que si elle est contraire aux intérêts généraux de l'empire. Il en sera ainsi tant que nous serons une colonie de la Grande-Bretagne. Je suis convaincu que le gouvernement impérial ne désire nullement se charger de la tâche difficile du désaveu des lois provinciales de notre confédération. Sa politique, et elle est très sage, est d'intervenir le moins possible dans l'administration des affaires intérieures des colonies qui jouissent du gouvernement responsable. Je ne crois pas que la résolution de la conférence reçoive un bien favorable accueil à Londres, où l'on sera peu empressé d'ajouter encore aux difficultés, toujours si grandes et si multiples, de la gestion d'un vaste empire comme celui dont nous faisons partie.

Les droits du gouvernement fédéral sont ceux du peuple lui-même, qui choisit ceux en qui il a confiance pour les exercer dans l'intérêt bien compris du pays. Les diminuer, ce serait donc amoindrir les droits du peuple. C'est ce que nous ferions en transférant le droit de désaveu des lois provinciales d'Ottawa à Londres. Je m'oppose fortement à cette proposition, et je m'étonne beaucoup qu'elle nous soit soumise par les chefs d'un parti qui a toujours prétendu défendre les idées libérales.

La quatrième résolution de la conférence propose de changer le mode de constituer le Sénat, de manière à donner aux provinces le choix de la moitié des sénateurs. Il y est dit, en commençant, que "le principal but de la création du Sénat était de protéger les intérêts respectifs des provinces comme telles." Je ne saurais approuver l'amendement à la

constitution contenue dans cette résolution. Tout considéré, le système de la nomination des sénateurs par la Couronne, avec la responsabilité des ministres, est encore de beaucoup le meilleur.

On conclut, bien à tort, de la clause de la constitution qui décrète l'égalité de représentation pour les trois divisions que le Canada est censé comprendre, que le Sénat représente les provinces. Comme la Chambre des communes, le Sénat est l'une des branches du parlement fédéral, et ce parlement est celui du Canada. Tout comme le député élu à la Chambre des communes, le sénateur nommé par la Couronne représente tout le pays, et non la province particulière d'où il vient. C'est de la plus complète évidence, et, cependant, il se trouve des hommes politiques sérieux qui refusent de se laisser convaincre. On oublie que l'égalité représentative d'Ontario, de Québec, et du groupe des provinces maritimes au Sénat a été accordée comme contrepois au système de la représentation basée sur la population à la Chambre des communes.

Le Sénat, comme la Chambre populaire, doit juger les questions publiques au point de vue de l'intérêt général du Canada. Ce principe est incontestable. Faire nommer la moitié des sénateurs, comme le veut la résolution de la conférence, par les législatures provinciales, serait introduire, dans la Chambre haute à Ottawa, un élément qui ne pourrait que compromettre l'existence de l'harmonie entre les deux branches du parlement. Les sénateurs qui seraient nommés par les législatures arriveraient à Ottawa avec la malheureuse idée qu'ils y représenteraient les provinces où ils auraient été élus, et non le pays tout entier. Je n'hésite pas à dire qu'un sénateur qui comprendrait ainsi son rôle, se ferait une bien fausse idée de son devoir. La tendance à ne considérer les questions qu'au point de vue de clocher n'est-elle pas déjà trop forte? Pourquoi en favoriser le déve-

loppement, en l'introduisant dans la Chambre haute du parlement fédéral, où elle ne devrait jamais avoir accès ?

La lacune que je vois dans le mode de constituer le Sénat, est que la constitution ne pourvoit pas à la nomination d'un certain nombre de sénateurs additionnels pour mettre fin aux conflits entre les deux Chambres. Le droit de nommer n'importe quel nombre de pairs du Royaume Uni existe pour la Couronne en Angleterre. C'est la soupape de sûreté dans les cas de conflits dangereux. Quand la Chambre des lords rejette un projet de loi qu'un ministère a réussi à faire adopter par la Chambre des communes, et qu'il croit approuvé par l'opinion publique, ce ministère a le droit constitutionnel d'en appeler de la décision des lords de l'empire à l'électorat, au moyen d'une dissolution des communes. Si le cabinet triomphe devant le peuple, qui élit une majorité favorable à la mesure ministérielle, il soumet son projet de loi à la nouvelle Chambre des communes, qui l'adopte suivant les vœux populaires. Si, après que le projet de loi a subi heureusement cette seconde épreuve, la Chambre des lords persiste dans son opposition, le premier ministre à l'extrême ressource de conseiller au souverain de créer un nombre suffisant de nouveaux pairs pour assurer, à la Chambre des lords, une majorité favorable à la mesure demandée par l'opinion publique. C'est ainsi que se tranchent les difficultés les plus graves entre les deux Chambres.

La prérogative de la création des pairs a bien rarement été exercée dans les circonstances que je viens d'expliquer, surtout depuis le commencement du siècle, où les principes du gouvernement responsable ont été finalement reconnus par tout le monde, et appliqués dans leur plénitude avec le plus grand succès. La simple menace de l'exercice de la prérogative a généralement suffi, depuis de longues années, pour décider la Chambre des lords à se soumettre aux vœux formels de l'opinion publique, en cessant son opposition à

la mesure ministérielle qu'elle avait d'abord énergiquement combattue.

Nous n'avons pas cette soupape de sûreté au Canada, dans le cas d'un conflit dangereux entre les deux branches du parlement. Le ministère a bien le droit de recommander la nomination de six nouveaux sénateurs. Cette ressource ne saurait toujours être suffisante, parce que le nombre n'est pas assez considérable.

C'est vraiment une lacune dans la charte constitutionnelle, mais les dangers de conflits entre le Sénat et la Chambre des communes, à Ottawa, sont-ils assez grands pour qu'il soit absolument nécessaire de la combler? L'expérience et l'histoire nous répondent que non.

La confédération existe depuis bientôt vingt et un ans. Durant toute cette longue période, le Sénat est constamment resté dans l'esprit de son rôle constitutionnel. Il n'y a pas eu de conflit entre les deux Chambres. La seule mesure ministérielle importante que le Sénat ait rejetée, après son adoption par la Chambre des communes, est celle du gouvernement de l'honorable M. Mackenzie, pour autoriser la construction du chemin de fer d'Esquimaux à Nanaimo, dans la Colombie Britannique. Cette décision du Sénat était conforme à l'opinion publique. Rien ne le prouve mieux que le fait que M. Mackenzie ne jugea pas à propos, et encore moins favorable à la popularité de son ministère, d'exercer son droit constitutionnel d'en appeler, par un avis de dissolution des Chambres au représentant de la Couronne, du jugement du Sénat à celui du peuple lui-même.

Les dangers de conflit entre les deux Chambres ne sont pas considérables, parce qu'ici les sénateurs, bien que nommés par la Couronne, n'en viennent pas moins du peuple. Au Canada, pas de privilèges de castes, pas de traditions aristocratiques, pas de noblesse héréditaire. Socialement,

nous sommes un peuple essentiellement démocratique. Les sénateurs vivent au milieu du peuple. L'expérience politique qu'ils ont généralement acquise dans les luttes antérieures à leur nomination, leur permet de suivre facilement le développement des besoins publics. Il y a toutes les probabilités que, dans l'avenir comme dans le passé, le Sénat comprendra que son rôle n'est pas de chercher à dominer l'opinion publique telle qu'exprimée par la Chambre des représentants du peuple, mais de lui fournir l'occasion opportune de reconsidérer son premier jugement, rendu peut-être d'une manière trop hâtive.

De plus, les conditions dans lesquelles nous pratiquons maintenant le gouvernement populaire et responsable sont telles, que les conflits entre les deux Chambres sont devenus pour ainsi dire impossibles. Les moyens que l'opinion publique a pour se former et se manifester sont si nombreux et si puissants, qu'il ne saurait y avoir de doute sérieux sur la volonté réelle du peuple, au sujet des mesures qui ont passé par toutes les phases de la discussion dans la presse, devant les assemblées populaires et le parlement.

Il est certain que, malgré les propositions de la réforme du Sénat faites de temps à autre, on n'a jamais réussi à créer dans le pays un courant sérieux d'opinion en faveur d'une semblable politique. La résolution de la conférence inter-provinciale n'est pas demandée par la population, qui est satisfaite de la manière actuelle de constituer le Sénat.

En adoptant cette résolution, nous empiéterions évidemment sur le terrain fédéral. Si le peuple veut une réforme du Sénat, il n'a qu'à le dire, mais d'une manière régulièrement constitutionnelle, en élisant des députés à la Chambre des communes, qui devront la faire triompher. C'est une question exclusivement du ressort du parlement fédéral, qui pourrait la régler par des adresses aux autorités impériales, votées par les deux Chambres à Ottawa. Quant à cette législature, elle n'a aucune initiative à prendre à ce sujet.

J'ai peu de chose à ajouter à propos du Conseil législatif. Je suis surpris des efforts faits pour dissimuler la signification vraie de la douzième résolution adoptée par la conférence. Il est de toute évidence que cette résolution a pour but de faciliter l'abolition du Conseil législatif. Il n'est pas possible de s'y tromper. C'est ainsi que l'ont interprétée tous ceux qui veulent le maintien de notre Chambre haute, et ceux qui désirent la voir disparaître au plus tôt. Avec le concours de la conférence, le ministère a préparé les voies à l'exécution de l'un des principaux articles du programme libéral.

Je regrette que le bruit, assurément inutile, que l'on a fait au sujet de l'exercice du droit du parlement fédéral de déclarer d'utilité générale pour le Canada, certains travaux locaux, ait trouvé de l'écho dans la conférence, qui a exprimé sa pensée sur ce point dans la sixième résolution. Je ne vois pas le moindre à propos d'une modification de la constitution dans le sens indiqué. Le droit reconnu au parlement fédéral par la charte est important et même nécessaire. Il a été exercé sagement et prudemment. On conçoit si facilement que certaines entreprises, surtout celles de chemins de fer, ne sont, au début, que d'un intérêt local plus ou moins étendu. Mais elles se développent graduellement, et souvent le jour vient vite où, pour favoriser davantage leur prospérité ainsi que le mouvement des affaires du pays, il importe beaucoup que le parlement fédéral les déclare d'utilité générale pour le Canada. Il doit en être ainsi. C'est assez dire que je ne puis pas approuver la sixième résolution qui nous est soumise.

Je passe à la plus importante peut-être des résolutions de la conférence, celle relative aux subventions fédérales aux provinces. Dans mon opinion, on propage à ce sujet des idées bien peu justes. Il me semble pourtant que la question est assez sérieuse pour que tous ceux qui en parlent,

s'efforcent de la discuter en hommes d'affaires, et non en partisans politiques. Je poserai la question sur le même terrain qu'en 1883, lorsque pour la première fois je la discutais devant cette Chambre. Prétendre que les provinces ont un droit absolu de réclamer du gouvernement fédéral une augmentation des subventions, parce que depuis 1867 le revenu des douanes et de l'accise s'est beaucoup accru, c'est aller bien trop loin. Que, dans des pétitions, dans des requêtes ou résolutions, on fasse ressortir l'importance du développement des ressources du trésor fédéral, pour en conclure qu'il serait opportun et dans l'intérêt public d'en faire une part aux provinces, passe encore. Mais que l'on dise, au nom des provinces : nous avons un droit certain, incontestable, à une partie de ces sommes versées à la caisse publique à Ottawa, en vertu des lois du parlement fédéral pour la perception du revenu nécessaire à la bonne et fructueuse administration des affaires générales du Canada, c'est ce que l'on ne saurait soutenir sérieusement. La constitution donne au parlement, à Ottawa, le droit de créer les ressources publiques dont le gouvernement central a besoin pour remplir efficacement ses fonctions, ainsi que ses devoirs envers le pays. L'acte de l'Amérique Britannique du Nord a conféré au parlement fédéral le pouvoir de prélever des droits de douanes et d'accise. Ce parlement détermine le taux de ces droits suivant les besoins publics. Mais de ce que ces sources de revenus deviennent plus productives, par l'augmentation du nombre et de la richesse des consommateurs, il ne s'en suit pas que les gouvernements locaux ont le droit de réclamer, pour les fins provinciales, une partie des plus values du rendement des impôts prélevés pour les fins fédérales. Cela est d'une évidence telle qu'elle saute aux yeux.

Je conçois très bien que l'on se demande si, après avoir constaté que le système des subventions aux provinces a eu, en somme, de bons résultats, il ne serait pas à propos de le

développer, en lui donnant une base d'opération un peu plus large. Considérée à ce point de vue, la question n'en est plus une d'un droit, qui, en réalité, ne s'appuie sur rien de sérieux, mais elle est placée sur son véritable terrain, celui de savoir s'il est de bonne et sage politique, dans l'intérêt bien compris du pays en général, d'augmenter, oui ou non, les subventions aux provinces. C'est dire que cette affaire n'est pas une question de droit, mais une question purement politique, à être jugée, comme toutes les autres, sur son propre mérite.

De l'erreur première, que je viens de signaler, découle un inconvénient des plus graves. C'est que, pour rallier l'opinion à l'appui du projet d'une augmentation du subside fédéral, on s'efforce de la convaincre qu'un refus serait un déni de justice, et on l'habitue à croire que lorsque l'on réclame des millions du gouvernement fédéral, c'est tout comme si on s'adressait aux autorités de n'importe quel pays étranger. Il y a pourtant cette différence essentielle, que lorsque l'on sollicite des secours à Ottawa, c'est à nous-mêmes que nous les demandons en définitive. Le gouvernement fédéral ne pourrait payer aux provinces que ce que le peuple voudrait bien consentir à lui fournir. Il faut donc tout d'abord agir avec une entière bonne foi envers le peuple, et, en justice, on doit lui dire avec franchise que s'il veut que les provinces reçoivent des subsides additionnels du trésor fédéral, il sera obligé d'en payer le montant au moyen d'une augmentation d'impôts.

Après avoir ainsi posé la question politique des subventions aux provinces, je dois exprimer l'opinion que toute mesure dans ce sens devrait être basée sur les deux principes suivants : premièrement, ne pas imposer un trop lourd fardeau au trésor fédéral ; secondement, ne pas aller au-delà des besoins réels et sérieux des provinces. C'est à l'aide de ces principes, assurément incontestables, que je me propose de juger la résolution de la conférence.

En premier lieu, la résolution, si elle était mise à effet, imposerait-elle un trop lourd fardeau au trésor fédéral? Pour répondre à cette question, il faut d'abord calculer le montant demandé, et ensuite juger avec assez de sûreté la situation des finances fédérales. Par un état déposé sur le bureau de la Chambre, il appert que les subventions aux provinces seraient du coup augmentées de près d'un million et demi de piastres. Dans trois ans, aura lieu un nouveau recensement, qui porterait certainement l'augmentation au chiffre de deux millions. Serait-il prudent, serait-il sage, serait-il de bonne politique financière d'imposer à la caisse fédérale une semblable contribution annuelle en faveur des provinces? Je réponds que la situation financière à Ottawa, bien qu'assurément bonne et solide, n'est pas telle que l'on puisse impunément ajouter, sans y regarder, aux fardeaux d'un trésor qui compte, il est vrai, des ressources considérables, mais auquel on a, pour le plus grand bien du pays, imposé de sérieuses obligations. Voyons d'abord à quels besoins immédiats et prochains, le gouvernement fédéral est obligé de faire face. Il lui faut sans délai consolider une dette flottante de \$5,000,000, contractée pour les travaux publics extraordinaires et les subventions aux chemins de fer. Il reste, de plus, \$6,000,000 à payer dans un avenir plus ou moins prochain pour la balance de ces subventions aux voies ferrées. Le creusement des canaux du Saint-Laurent, pour leur donner une profondeur égale à celle du canal Welland, est entrepris du consentement unanime du parlement à Ottawa. Il en est de même de la construction d'un canal au Sault Sainte-Marie, sur notre territoire. C'est une dépense extraordinaire d'une quinzaine de millions de piastres que l'on commence.

Il y a aussi cette question d'un si grand intérêt national, la libre navigation du Saint-Laurent depuis le golfe jusqu'aux grands lacs. Il faudra bientôt lui donner la seule solution qui sera réellement efficace, celle qui décrètera l'abolition

complète des droits de péage dans les canaux, et qui mettra à la charge du gouvernement fédéral les frais des améliorations dans les havres de Montréal et de Québec pour rendre ces ports entièrement libres.

De tous côtés, on demande de l'aide à Ottawa pour des travaux publics et des chemins de fer.

Il est donc certain que pour répondre suffisamment aux besoins publics, le gouvernement fédéral devra, d'ici à peu d'années, augmenter ses obligations annuelles de trois à quatre millions. Dans l'intérêt du pays, il faudra que cela se fasse. Et aussitôt que la situation financière et les conditions générale du pays le permettront, il faudra penser au rachat, graduel encore, mais plus rapide de la dette fédérale. Ce sera une des questions politiques de l'avenir, d'un avenir peut-être prochain.

Est-il prudemment possible d'imposer au trésor fédéral un autre fardeau additionnel de \$2,000,000? Je soutiens que non. J'ai remarqué que pas un de ceux qui ont parlé en faveur des nouvelles subventions aux provinces, n'a dit un mot de nature à laisser croire qu'au moins il s'était demandé si la situation des finances fédérales permettait la mise à effet de la résolution de la conférence. Comment voulez-vous que l'on s'appuie avec sûreté sur une opinion aussi peu renseignée, précisément sur ce qu'il importe le plus de savoir au sujet de cette affaire.

J'ai posé le second principe que toute mesure d'augmentation des subsides fédéraux ne devrait pas dépasser les besoins réels et sérieux des provinces. La résolution de la conférence porterait cette augmentation à \$2,000,000 en chiffres ronds, après le recensement de 1891. La part de la province d'Ontario dans ce montant serait de plus de \$800,000 annuellement. Est-il possible de prétendre que cette province a besoin d'une pareille somme pour faire honneur

à ses affaires ? Mais le gouvernement de M. Mowat se vante d'avoir un surplus accumulé de cinq millions de piastres, de solder ses opérations annuelles par un excédant des recettes sur les dépenses. Peut-on me dire pourquoi le gouvernement fédéral lui paierait une nouvelle subvention de plus de \$800,000 ?

La part de la province de Québec serait, après le prochain recensement, d'environ un demi-million. Avons-nous un besoin réel de cette somme ? Je puis vous répondre par le discours du trône, à l'ouverture de la session, qui a informé la Chambre et le public qu'il y aurait un surplus pour l'année courante.

Les sources actuelles du revenu de la province doivent certainement donner un rendement annuel d'au moins trois millions et quart de piastres. Si nos affaires sont bien administrées, cette somme est amplement suffisante pour satisfaire d'une manière prudente et convenable à tous les besoins publics. Nous ne pouvons donc pas dire sérieusement que nous avons un besoin absolu du demi-million que le gouvernement fédéral aurait à nous payer, après 1891, en vertu de la résolution de la conférence.

Les provinces de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick ont, chacune, un budget local en équilibre d'à peu près \$600,000. Pourquoi le trésor fédéral leur paierait-il à chacune une couple de cent mille piastres, leur part dans la nouvelle répartition proposée ?

Je conclus donc que les subsides additionnels demandés dépassent de beaucoup les besoins réels des provinces. S'il s'agissait d'obtenir ces sommes des Etats-Unis, de la Grande Bretagne, de la Russie ou de la Chine, il n'y aurait pas raison de se gêner. Mais c'est une autre affaire que l'on propose. Encore une fois, quand nous sollicitons des millions du trésor fédéral, c'est à notre peuple que nous les demandons. Nous ne pouvons les obtenir qu'à la seule

condition qu'il consente à les payer. Il faut donc limiter nos demandes à ce qui est strictement nécessaire, parce qu'à aller au-delà, ce serait grever la caisse publique du Canada d'obligations au détriment certain des intérêts généraux de la confédération.

Le gouvernement et ses amis prétendent voir une contradiction dans la conduite de ceux qui ont appuyé dans cette Chambre, en 1883, la requête demandant une augmentation du subside à Ottawa, et qui n'approuvent pas en entier aujourd'hui la résolution de la conférence sur le même sujet. Ce reproche n'est pas fondé. Ceux qui le font oublient que la question des subventions additionnelles, posée en 1883, a reçu une solution en 1884. Le gouvernement fédéral ne l'a pas réglée de la manière suggérée par l'Assemblée législative de Québec, mais il n'en est pas moins vrai qu'il a très favorablement répondu à notre demande. Il nous a fait voter pour notre part, par le parlement fédéral, un capital de près de cinq millions de piastres. Il a doublé la valeur de cette générosité, en consentant à garder le montant en dépôt et à nous en payer l'intérêt au taux de cinq pour cent, qui est actuellement de $1\frac{1}{2}$ pour cent plus élevé que celui auquel le Canada peut maintenant emprunter.

Sans tenir le moindre compte de la grande mesure financière de 1884 en faveur des provinces, ni du fait si important que, depuis 1883, le parlement fédéral a subventionné des entreprises de chemins de fer provinciaux au montant de plus de seize millions de piastres, la conférence a adopté une résolution proposant une augmentation des subventions plus considérable que celle demandée en 1883. Vraiment, est-on sérieux ? Peut-on s'imaginer qu'il soit possible de toujours tirer de plus en plus sur le trésor fédéral, et qu'on ne saurait jamais trop exiger ?

Ceux qui ont approuvé la résolution de la conférence au sujet des subventions fédérales aux provinces, n'ont pas

suffisamment réfléchi à l'importance de cet acte. En effet, que propose-t-on ? Il s'agit ni plus ni moins de demander au parlement impérial de modifier la charte constitutionnelle, de manière à décréter l'emploi d'un montant énorme du revenu du Canada. Je suis formellement hostile à une semblable proposition, parce que la mettre en pratique serait violer le principe fondamental de nos libertés constitutionnelles, qui consacre le droit sacré du peuple de disposer seul du produit des impôts publics par ses représentants, qui lui sont strictement responsables. Cette raison me paraît péremptoire. On veut que le parlement impérial s'ingère de nos affaires financières, et ordonne, par un amendement à la constitution, au gouvernement du Canada de payer des millions sans le consentement du parlement fédéral. Il devrait y avoir la plus complète unanimité d'opinion contre un aussi dangereux projet. Ce qui me rassure, c'est que la politique coloniale de l'empire est aujourd'hui tellement généreuse, tellement large et élevée, que nous avons tout lieu d'espérer que le gouvernement impérial se refusera à commettre une intervention aussi arbitraire dans nos affaires.

La proposition des deux derniers gouvernements conservateurs était bien différente. Les requêtes demandant une augmentation du subside fédéral étaient adressées au Gouverneur Général, avec prière de les transmettre au gouvernement de Sa Majesté, à Londres. Lorsque l'Assemblée législative a approuvé ces requêtes, elle savait fort bien que le Gouverneur Général ne ferait pas ce qui lui était demandé sans l'avis de ses ministres responsables. Elle savait également que le cabinet d'Ottawa ne donnerait pas un semblable avis, avant d'avoir obtenu l'assentiment du parlement fédéral en faveur de la politique financière de l'augmentation des subventions fédérales aux provinces. C'est-à-dire que si l'amendement à la constitution avait eu lieu dans ces conditions, c'eût été de la volonté et du consentement du peuple,

le seul maître de décider dans cette affaire. Tout aurait été parfaitement régulier. On aurait procédé d'une manière tout à fait constitutionnelle, et conforme à tous les principes du gouvernement responsable. Les opinions auraient naturellement varié quant au mérite d'une semblable politique financière, mais on n'aurait pas pu méconnaître l'emploi du seul mode possible de régler cette question en respectant nos libertés populaires.

Si la résolution de la conférence était mise à effet en la manière proposée, le peuple apprendrait un jour qu'il serait obligé de se taxer au montant additionnel de deux millions de piastres, parce que, sans son consentement, le parlement impérial aurait pris la liberté de décréter le paiement de cette somme aux gouvernements provinciaux qui, plus est, n'en ont pas besoin.

Il est grand temps que l'on comprenne que le peuple n'est pas prêt à abdiquer ses droits les plus précieux, chaque fois qu'il plaira à quelques hommes politiques de les ignorer. Je fais mon devoir en revendiquant pour le peuple canadien le droit de régler lui-même, et dans la plénitude de sa liberté, cette question des subsides fédéraux. Si les électeurs veulent que le gouvernement du Canada paie un, deux, quatre, cinq, dix millions de plus de subventions annuelles aux provinces, ils n'ont que deux choses à faire : premièrement, exprimer leur volonté ; secondement, consentir à verser ces millions dans la caisse fédérale, d'où le ministère d'Ottawa les fera passer aux trésors provinciaux. Ces deux conditions remplies, le parlement se soumettra de bonne grâce au désir de l'électorat. Mais que le parlement impérial tranche cette question de son autorité, sans le consentement formel du peuple de notre pays, jamais.

Je ne retiendrai pas la Chambre beaucoup plus longtemps. J'en ai dit assez, et sur les points les plus essentiels,

pour faire voir combien je désapprouve l'œuvre de la conférence et l'ensemble des amendements proposés à la constitution.

Si l'on cherche à découvrir la signification vraie de toute cette agitation, qui a eu pour résultat la convocation des ministres provinciaux à Québec, l'automne dernier, on constate que c'est la même lutte qui se répète ici que celle faite aux Etats-Unis à propos des droits des Etats, les *State Rights*. On a bien longtemps combattu dans la République voisine pour faire reconnaître la souveraineté des Etats. C'est la question qui a été vidée d'une manière bien sanglante par la guerre de sécession. Mais elle l'a été au profit du pouvoir central. Aujourd'hui, tout le monde admet que la souveraineté est à Washington. La République américaine est restée fédérative, mais avec une autorité centrale souveraine dans les limites bien définies de ses attributions constitutionnelles, personne ne prétendant maintenant qu'elle n'est que déléguée par les Etats souverains, qui auraient conséquemment le droit de la retirer quand bon leur semblerait.

L'expérience de nos voisins doit être une grande leçon pour nous. Il serait très nuisible au progrès et à l'avenir du Canada de renouveler des luttes qui n'auraient pas la moindre excuse ni la plus légère raison d'être. Elles ne se termineraient pas autrement qu'aux Etats-Unis. Ici, comme là-bas, le pouvoir central triompherait, et je dis hautement que ce serait grandement désirable parce que le succès du principe contraire conduirait à l'effondrement du régime fédéral, et livrerait le pays aux dangers de bien des aventures.

Ne nous laissons donc pas entraîner par une impulsion du moment à prendre des décisions que l'expérience des autres nous commande d'éviter. Continuons plutôt, avec un nouveau courage, l'œuvre si féconde commencée il y a

plus de vingt ans. Tout en maintenant nos institutions provinciales, et en les utilisant pour la prospérité publique, nous devons chercher notre grandeur nationale dans l'unité politique, dans un parlement central puissant.

La suite du débat est renvoyée à la prochaine séance.

La séance est levée.

ASSEMBLÉE LEGISLATIVE.

Séance du vendredi, le 25 mai 1888.

SOMMAIRE :—Dépôt de divers projets de loi.—Suite du débat sur les résolutions de la conférence interprovinciale :—MM. Lareau, Lynch, Lafontaine. Amendement de M. Taillon :—MM. Taillon, et Mercier. Adoption, en première délibération des résolutions.

PRÉSIDENT DE L'HONORABLE M. F. G. MARCHAND.

La séance est ouverte à trois heures et vingt minutes.

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi à l'effet de modifier l'article 49 de la 49-50 Victoria, chapitre 34, concernant le barreau de la province de Québec.

M. **Bisson**—*député de Beauharnois*.—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, un projet de loi à l'effet de modifier l'article 497 du code municipal.

M. **Déchêne** — *député de l'Islet*. — J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de cette Chambre, un projet de loi pour modifier l'acte 49-50 Victoria, chapitre 74, relatif à l'exploitation du gaz combustible en cette province.

M. **Girouard**—*député de Drummond et Arthabaska*. —J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de dépo-

ser sur le bureau de la Chambre, un projet de loi à l'effet de modifier les articles 33 et 1080 du code municipal.

L'honorable M. **Gagnon**—*député de Kamouraska, secrétaire et registraire de la province.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer sur le bureau de la Chambre, deux projets de loi :

Le premier, pour favoriser les constructions et les réparations des églises ; presbytères et cimetières dans les nouvelles paroisses ou missions dans la province de Québec.

Le second, pour modifier et refondre les dispositions relatives à la reconnaissance civile des paroisses et à la construction des édifices religieux.

Ce dernier projet de loi m'a été remis par Son Eminence le cardinal Taschereau. Il y a deux ans que l'épiscopat de la province travaille à la rédaction de ce projet de loi, et comme il est trop volumineux pour être facilement étudié sur manuscrit, je le dépose sur le bureau de l'Assemblée afin de lui donner la chance d'être imprimé. Je désire ajouter aussi que ce n'est pas mon intention d'engager la responsabilité du gouvernement en ce qui concerne ce projet de loi.

Le premier projet que je viens de soumettre à la Chambre est demandé par les évêques de Nicolet et de Sherbrooke. Il est à l'effet de permettre aux paroisses dont les limites sont parfaitement définies, de se cotiser pour les fins mentionnées dans le projet.

M. **Spencer**—*député de Missisquoi.*—J'ai l'honneur de proposer qu'il me soit permis de déposer un projet de loi, pourvoyant à la taxation des propriétés personnelles.

Ces divers projets de lois sont adoptés en 1^e délibération.

SUITE DU DÉBAT SUR LES RÉOLUTIONS DE LA CONFÉRENCE
INTERPROVINCIALE. — AMENDEMENT DE
L'HONORABLE M. TAILLON.

L'ordre du jour appelle la suite du débat sur les résolutions de la conférence interprovinciale.

M. Lareau — *député de Rouville*. — M. le président, l'honorable député de Montmorency, dans l'éloquent discours qu'il a adressé à la Chambre à sa dernière séance, a critiqué la composition de la conférence et son œuvre. De près, cet honorable député, cette composition n'est pas celle qu'il aurait fallu pour que les travaux de la conférence fussent féconds. En second lieu, son œuvre est illégale. Après mûre réflexion, j'en suis arrivé à une conclusion toute différente, et je vais m'efforcer d'exposer le plus clairement possible les raisons sur lesquelles je fonde mon opinion.

En premier lieu, je crois que la composition de la conférence est parfaitement acceptable. Elle ne pouvait être composée autrement qu'elle l'a été, c'est-à-dire de délégués intéressés à se défendre contre le grand mouvement de centralisation parti d'Ottawa.

L'honorable député de Montmorency a dit qu'il fallait condamner ces résolutions parce qu'un seul parti était représenté à la conférence. En supposant que ses prétentions seraient vraies, il ne s'en suivrait pas que nous devrions quand même rejeter le travail de la conférence. Mais il y a plus, il n'est pas exact de dire qu'un seul parti était représenté à cette réunion des délégués provinciaux. L'honorable M. Norquay, chef d'un cabinet conservateur y était présent, avec un de ses collègues, conservateur comme lui. Il est aussi notoire, que les chefs politiques des deux ou trois autres provinces dont l'administration est confiée au gouvernement conservateur, ont été également invités à prendre part à ces travaux, et s'ils ne sont pas venus, il n'en a dépendu que d'eux, et non pas du gouvernement de Québec.

Le chef même du parti conservateur au Canada a été invité mais il a jugé à propos de décliner l'invitation. Sir John A. Macdonald aurait dû au moins motiver son refus et expliquer son absence de cette conférence.

L'honorable député de Montmorency aurait voulu que la conférence fut composée également de personnes appartenant aux deux partis. Ce n'est pas ainsi qu'il faut raisonner. Les chefs conservateurs, invités comme ils l'étaient, pouvaient se rendre à Québec avec les autres délégués, et si leurs opinions n'avaient point prévalu ils auraient fait, comme toute minorité, enregistrer leur protêt.

L'honorable député de Montmorency s'est appliqué à critiquer le mode suggéré par la conférence, relativement à l'exercice de droit de désaveu. Ici, M. le président, nous devons reconnaître qu'il y a deux systèmes en présence l'un de l'autre : celui que nous avons maintenant et celui qui nous est proposé, c'est-à-dire de transférer ce pouvoir de désaveu en Angleterre.

J'avoue que j'ai pensé moi-même à première vue que la proposition qui nous est faite, était un mouvement rétrograde, mais après avoir lu les résolutions en entier, j'en suis arrivé à la conclusion que le changement n'était ni dangereux ni rétrograde. Nous irons en Angleterre parce que nous avons la garantie que là on n'exercera pas ce pouvoir de désaveu d'une manière désavantageuse et injuste envers les provinces comme la chose se pratique à Ottawa, et parce qu'il n'y a pas là le moindre désir de restreindre les pouvoirs des provinces et d'empiéter sur leur juridiction. Il est parfaitement vrai que c'est une partie intéressée qui décide, sous l'empire du régime actuel, les conflits de juridiction qui peuvent s'élever entre nous et les autorités centrales. Or nous ne voulons plus de ce système et il me semble juste et raisonnable que l'on nous reconnaisse le droit de choisir notre juge en matière aussi importante. A l'époque de la

confédération, si les provinces ont décidé de donner au gouvernement fédéral le pouvoir de désaveu, c'est parce qu'elles croyaient que ce pouvoir serait exercé d'une manière justé et raisonnable. Depuis ce temps-là nous avons vu qu'il en était autrement, et se basant sur cette expérience, les provinces ont parfaitement le droit de demander que le premier pacte soit modifié pour leur permettre d'aller en Angleterre, pour y faire juger les conflits qui peuvent s'élever entre elles et les autorités centrales.

Je ne vois pas pourquoi on invoque à ce propos les grands principes constitutionnels. Aucun de ces principes n'est violé, car il me semble qu'ils doivent être d'accord avec les principes du droit commun. Nous disons que la constitution doit être changée dans tel ou tel sens, de manière à nous assurer la protection d'un tiers arbitre. Je ne vois pas en quoi cela porte atteinte au gouvernement responsable, et pourtant c'est là, dans les circonstances, l'un des plus forts arguments de nos adversaires. S'il était vrai, comme ils le disent, que nous violons le principe du gouvernement responsable, nous aurions raison d'hésiter à approuver ces résolutions. Mais je nie que la prétention de nos adversaires soit fondée en fait.

On dit qu'en Angleterre, avant de décider, on demandera l'avis du gouverneur général, et comme le gouverneur général ne doit agir que sur le conseil de ses ministres, ce sera en définitive l'opinion des mêmes hommes qui prévaudra. C'est là, M. le président, une supposition toute gratuite, et je suis certain que ce n'est pas ainsi qu'on agit en Angleterre. Les cas où le gouvernement anglais sera appelé à exercer le pouvoir de désaveu, seront extrêmement rares. Du reste, je ne crois pas qu'il faille craindre autant l'exercice de cette prérogative lorsqu'elle sera confiée aux mains de la Reine.

De ce que j'ai dit, j'en conclus, premièrement que nous avons parfaitement le droit de demander ce qui est contenu dans ces résolutions, sans mettre en danger aucune des libertés populaires sur lesquelles repose le système de notre gouvernement ; deuxièmement que l'expérience acquise depuis la confédération en ce qui concerne le désaveu des lois fédérales, nous autorise à avoir pleine confiance dans l'esprit de justice et dans l'impartialité des autorités impériales et que partant, nous n'avons aucune raison de craindre le transfert en Angleterre du pouvoir de désaveu à l'égard des lois provinciales.

Si pendant les vingt années qui se sont écoulées depuis l'établissement du régime fédératif, le gouvernement d'Ottawa s'était toujours montré impartial et juste envers les provinces, s'il n'avait pas empiété sur leurs droits et leurs attributions, et si nous n'avions pas raison de craindre qu'il continuera à agir de la sorte à l'avenir, il ne serait pas nécessaire de faire le changement proposé. Mais il est évident, comme on l'a du reste démontré abondamment, que le gouvernement fédéral a exercé ce droit de désaveu de manière à nuire aux provinces toutes les fois que l'occasion s'en est présentée.

Il me suffira de citer le cas de Manitoba, et l'action des autorités fédérales en rapport avec la loi des licences. Je n'ai pas été peu surpris M. le président, d'entendre l'honorable député de Québec citer absolument les mêmes cas, pour appuyer une thèse contraire à la nôtre. Je ne puis encore me rendre compte par quel procédé de logique, il a pu arriver à une conclusion si opposée à celle qui se dégage nécessairement de ces faits.

Dans la question des licences on voulait nous enlever nos revenus. C'était atteindre profondément l'existence même des provinces. Je sais qu'en fin de compte nous avons eu gain de cause et que le conseil privé a décidé en notre

faveur. Le gouvernement fédéral ayant une mauvaise cause à plaider contre les provinces, ne s'est soumis que quand l'autorité suprême s'est prononcée contre ses prétentions. La question de la loi sur les cours d'eau, question qui a fait tant de bruit dans la province d'Ontario, et qui a été l'objet d'une si longue contestation judiciaire, prouve encore l'esprit de centralisation qui anime les autorités fédérales. Chaque fois que l'occasion s'en est présentée, nous avons vu le gouvernement fédéral plaider contre la province d'Ontario, pour lui enlever autant d'immunités, autant de privilèges que possible, et, M. le président, la cause de la province d'Ontario était celle de toutes les autres provinces.

. Il y a encore une autre cause dont on n'a pas parlé, celle de Mercer relativement aux biens en déshérence. Il s'agissait de savoir à qui devaient aller les biens tombés en déshérence. La province d'Ontario, réclamait ces biens ainsi que le gouvernement fédéral. Après une lutte longue et difficile devant les tribunaux, cette importante question a été décidée finalement en faveur des prétentions d'Ontario, ce qui ajoutait encore aux attributions provinciales. Ça été un succès dont l'importance est très considérable, puisque ce droit de déshérence est un droit régalien, et que nous avons là aussi, la preuve que les provinces ne sont pas seulement de grandes municipalités, mais qu'elles exercent dans la sphère de leurs attributions des pouvoirs souverains, et que la Reine est représentée ici dans la personne du chef de l'Exécutif.

Je nie positivement l'étrange prétention émise par l'honorable député de Montmorency, à savoir que les provinces ne sont rien autre chose que la création du pouvoir fédéral sanctionnée par le parlement impérial. C'est accorder au pouvoir central une prépondérance à l'origine qu'il n'a réellement pas eue, que personne n'a songé de lui accorder et qu'il n'a jamais eue. Je sais que des partisans de l'idée

centralisatrice ont soutenu cette opinion mais elle a été victorieusement repoussée par des jurisconsultes éminents. Nous voulons avant tout que les pouvoirs conférés aux provinces soient respectés et nous combattons toujours avec énergie en faveur de l'autonomie des gouvernements provinciaux.

L'honorable député de Montmorency prétend que c'est le gouvernement impérial qui nous a concédé les pouvoirs dont nous jouissons. Nous avons sur ce sujet l'opinion d'un homme qui a laissé parmi nous le souvenir d'un savant jurisconsulte. Feu l'honorable juge *Loranger*, se dépouillant de l'esprit de parti, s'élevant au-dessus des luttes ardentes qui nous divisent, a traité cette même question avec une largeur de vue que nous apprécions tous sans distinction. Il a publié des lettres sur la constitution fédérale qui resteront comme un monument de haute et saine philosophie. Aussi quelle n'a pas été ma surprise d'entendre dire à l'honorable député de Québec que M. *Loranger* a regretté d'avoir écrit ces lettres

L'honorable M. **Taillon**—*député de Montcalm, chef de l'opposition*. — Si l'honorable député veut me permettre de l'interrompre, je lui dirai que l'honorable représentant de Québec a dit avoir entendu répéter que M. *Loranger* avait admis lui-même qu'il avait été trop loin. C'est à moi que l'honorable M. *Loranger* a fait cette admission. Il m'a avoué, en réponse à des doutes que je lui exprimais sur l'exactitude de quelques-unes de ces conclusions, entre autres celle à laquelle mon honorable ami a fait allusion, qu'il avait été trop loin en disant que les pouvoirs généraux appartiennent aux provinces, mais ajoutait-il, réclamons le plus que nous pouvons, pour être certains qu'on nous laissera ce qui nous a été accordé.

M. **Lareau**. — Il n'a jamais écrit cela, et j'aurais été surpris que M. *Loranger* eut désavoué ses lettres. Au reste,

je me rappelle que l'an dernier, il a été question des conclusions des lettres de M. Loranger et que l'honorable chef de l'opposition a approuvé ceux qui s'en servaient. Mais là n'est pas la question.

On a parlé de la loi fédérale relative au contrôle des voies ferrées, et l'honorable député de Montmofency a trouvé que l'on avait très bien fait de passer cette loi. Il semble que l'honorable député est de l'avis exprimé dans l'une des fables de Lafontaine :

“ En nous croquant Seigneur, vous nous feriez trop d'honneur.”

Les provinces ont fait de grands sacrifices pour les chemins de fer qui sillonnent leur territoire et elles ont le droit d'exercer un contrôle sur ces voies ferrées, quand bien même ce ne serait que pour s'assurer du fidèle accomplissement des conditions auxquelles des subventions leur ont été accordées. Mais sans égards pour les sacrifices que nous avons faits, le gouvernement fédéral a tout pris haut la main. En effet, du moment qu'un chemin de fer local est construit, le gouvernement d'Ottawa s'en empare sous prétexte que c'est dans l'intérêt public.

M. le président, il ne suffit pas d'alléguer une chose pour qu'elle soit prouvée. Ce serait vraiment trop commode. C'est pourtant d'après cette doctrine aussi nouvelle que fantaisiste que semble agir le gouvernement fédéral.

L'honorable député de Gaspé disait l'autre jour, en réponse au premier ministre : “ respect au pouvoir central.”

Je le veux bien, M. le président, mais il me semble que le pouvoir central pourrait bien dire à son tour : respect aux provinces et à leur autonomie.

On a dit aussi que l'intention de ceux qui appuyaient ces résolutions était de combattre et de renverser le gouvernement fédéral actuel et que, pour arriver à cette fin, ils ne

regardaient pas de s'attaquer même à la constitution. C'est là une accusation injuste et déloyale, car c'est nous attribuer des motifs que nous n'avons pas. Non, M. le président, nous ne voulons pas détruire la constitution, puisque nous cherchons à en rendre l'application plus facile. Quant à moi je crois que le temple monumental qui a été élevé en 1867 est assez vaste pour contenir tous les groupes nationaux qui se pressent sur la terre du Canada. Tout ce que nous voulons c'est d'en corriger les défauts, de l'améliorer pour le rendre absolument propre aux fins pour lesquelles il a été construit. Nous ne pouvons pas revenir sur ce qui a été fait, mais on ne peut nous nier le droit de défendre les provinces chaque fois qu'elles sont attaquées.

L'honorable député de Montmorency s'est déclaré contre la résolution relative aux matières de finances. Il est le seul député qui se soit prononcé contre l'augmentation de notre subside fédéral. Il nous a dit que le trésor fédéral n'avait pas les ressources suffisantes pour nous payer deux ou trois cent mille piastres. Pourtant il me semble que ce n'est pas une somme assez considérable pour embarrasser un gouvernement qui touche un revenu de trente-cinq à trente-six millions de piastres par année. En supposant qu'il n'aurait pas assez d'argent maintenant à sa disposition, il peut prendre ses précautions pour l'avenir et se mettre en état de faire face à ces nouvelles obligations.

Nous pourrions réclamer le bénéfice de la politique des *better terms*, politique qui a été appliquée à certaines provinces dans le passé. Mais nous ne voulons pas de ces demi-mesures qui aggravent le mal à certains égards, et qui mettent les provinces à la merci des caprices des autorités fédérales.

D'ailleurs, ignore-t-on qu'on a jeté des millions dans le Nord-Ouest et dans les provinces maritimes, et, aujourd'hui on n'aurait rien à donner à la province de Québec, si on

excepte ce qu'on nous a accordé de si mauvaise grâce il y a quelques années ?

L'honorable député de Montmorency s'est aussi déclaré contre la résolution relative aux nouveaux arrangements financiers pour une autre raison ; parce que, nous a-t-il dit, nous n'avons pas besoin à l'heure qu'il est, de plus de revenu que nous en avons. Franchement je ne crois pas qu'il soit nécessaire de refuter cette objection. Nous verrons comment nous emploierons cet argent lorsque nous l'aurons, et il sera bien facile de la dépenser dans l'intérêt de la population. Ainsi pour ne mentionner qu'un ou deux cas, n'avons-nous pas la grande cause de l'instruction publique qui mériterait d'être plus largement subventionnée qu'elle ne l'est aujourd'hui ? La colonisation ne ferait-elle pas de plus rapides progrès si nous étions en mesure de lui donner davantage ?

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'insister sur ce sujet, car tout le monde est d'accord pour dire que nous pourrions employer très avantageusement cette augmentation de revenu.

M. le président, je n'en dirai pas davantage, les autres parties du discours de l'honorable député de Montmorency ayant été amplement réfutées d'avance par les orateurs qui m'ont précédé.

L'honorable M. **Lynch** — *député de Brome*, — M. le président, j'ai attendu jusqu'à aujourd'hui pour voir si quel qu'un parmi les membres qui siègent en face de nous, se lèverait pour parler en faveur de la minorité, dont les droits comme les privilèges me paraissent si peu respectés depuis l'arrivée de ces messieurs au pouvoir. Séance après séance, je suis resté à mon siège, voyant les orateurs se succéder, écoutant leurs discours, et rien n'est venu faire taire mes craintes toujours grandissantes. Cette minorité n'a donc plus, me suis-je dit, de voix dans les conseils ministériels, elle pour-

tant si respectée autrefois dans cette province. Personne parmi les députés qui donnent leur confiance au gouvernement n'osera donc prendre en mains ses intérêts et fait entendre aux puissants du jour le majestueux langage du calme et de la raison. Je dois me rendre à l'évidence, quelque pénible qu'elle soit. La minorité n'a plus de représentants autorisés dans le gouvernement du pays ! Ses intérêts n'ont plus de défenseurs parmi ceux qui administrent les affaires publiques !

Pourtant, j'ai bonne mémoire, et je me rappelle qu'à la dernière session un d'entre nous se donnait comme le défenseur de ces grands intérêts, comme le représentant officieux et officiel de ceux qui appartiennent à la minorité. Qu'est devenu cet honorable ministre ? Pourquoi a-t-il cessé de l'être ? Que c'est-il donc passé depuis que nous nous sommes séparés le 18 mai dernier ? Je suis désireux de le savoir, et il me semble, qu'avant de continuer un débat où s'agit la question de remodeler toute la constitution d'un peuple, il n'est que juste de savoir comment le gouvernement traite les divers groupes nationaux dont se compose notre population.

Personne plus que moi ne déplore ces distinctions, mais tant qu'elles existeront, il faudra compter avec elles, et sous prétexte de les faire disparaître, il ne faut pas maltraiter quelques-uns de ces groupes, ou ceux qui constituent la minorité.

Il y a déjà plusieurs jours que la session est ouverte, et nous sommes encore à entendre une explication de la part de l'honorable député de Montréal-centre au sujet de sa sortie du cabinet. Ici, je ne pose pas la question à l'étroit point de vue d'une personnalité. Non, M. le président, je l'envisage de plus haut. Je la considère comme la violation d'une règle que nous devons à la sagesse de ceux qui, les premiers, ont été appelés à faire fonctionner le magnifique rouage politique que nous avons et qui ont su

harmoniser les différentes aspirations de manière à leur donner une représentation dans le conseil de la nation, et à les faire concourir au bien général du pays, au lieu de les laisser dans une situation où des froissements continuels peuvent dégénérer en luttes ouvertes, et user ainsi des énergies qui devraient être employées au progrès de la province.

Il n'y a pas de doute que nous sommes en face d'un bien triste état de choses et que nous avançons rapidement vers une crise violente peut-être, si la sagesse des esprits dirigeants ne vient tempérer les ardeurs que suscitent les appels pour le moins dangereux, dont notre monde politique a retenti depuis près de trois années. De degré en degré on en est arrivé à priver la minorité de tout représentant dans le cabinet, et nous sommes bien obligés de reconnaître que rien n'indique jusqu'à présent que l'on veuille à courte échéance, rendre justice à ceux qui n'appartiennent pas à la majorité en cette province. Plus que cela, on n'a pas même daigné nous dire les raisons qui ont provoqué la sortie de l'ancien commissaire des travaux publics du gouvernement, ni les mesures que l'on a jugé à propos de prendre, si on en a pris aucune, pour lui donner un successeur. C'est ainsi que l'on est rendu à dormir tranquille sur une injustice dont on aurait justement redouté les conséquences il y a quelques mois, pour l'harmonie et le bonheur de la province.

M. le président, mon devoir dans les circonstances est de protester avec calme mais aussi avec énergie contre l'action de la majorité ministérielle envers la minorité. Mon protêt aura peut-être pour effet de réveiller ceux qui sommeillent dans une fausse sécurité et de réparer le mal qu'ils ont fait pendant qu'il en est encore temps. Dans tous les cas, j'aurai accompli mon devoir, quelque pénible qu'il soit. Ce sera ensuite au peuple à juger.

Nous discutons depuis plusieurs jours une question de la plus haute importance pour le peuple non seulement de la

province de Québec, mais de tout le Canada. Il s'agit de savoir s'il est nécessaire de modifier la grande charte de nos libertés politiques ; il s'agit de décider en principe si nous devons remettre sur le métier la constitution canadienne, afin de lui faire subir les changements que l'expérience a pu suggérer. Voilà en deux mots le véritable terrain de ce mémorable débat.

Or, M. le président, je m'empresse de dire que je ne suis pas de ceux qui croient à la nécessité de refaire un travail accompli par les hommes les plus éminents que comptent tous nos partis politiques, par des hommes qui ont usé leur vie au service du pays, et qui ont acquis la plus grande somme d'expérience possible. Quelques uns de ces citoyens sont disparus de la scène de ce monde, mais leur souvenir est resté vivace au milieu de nous. Ce n'est donc pas d'une main légère que nous devons toucher à leur œuvre, œuvre qui a déjà reçu la consécration de vingt années pendant lesquelles le Canada a prospéré d'une manière merveilleuse et a doublé sa fortune publique. Cette consécration doit nous inspirer un juste respect, et nous engager à bien réfléchir avant de tenter une aventure aussi périlleuse. En effet, refaire une constitution n'est pas une mince besogne. Je m'étonne que des hommes sages aient pu de gaieté de cœur s'embarquer dans une telle entreprise, quand rien ne les y obligeait.

L'honorable premier ministre, pour donner suite à la pensée qu'il exprimait l'année dernière, a convoqué une convention des délégués des provinces du Canada. Cette convention a siégé à Québec, l'automne dernier, et c'est sur son travail que nous sommes appelés à nous prononcer.

Suivant la pratique parlementaire, les différentes suggestions qu'elles a adoptées nous sont soumises sous forme de résolutions.

Tout d'abord, M. le président, je remarque que le préambule même de ces résolutions contient un exposé de faits qui n'est pas exact. On y dit que ce sont les représentants accrédités des provinces qui siègent dans cette convention. Or, que nous disait-on l'année dernière? Le discours du trône à l'ouverture de la dernière session contenait la déclaration suivante :

“ Mon gouvernement se propose d'inviter les gouvernements des autres provinces et celui de la Puissance à examiner une question d'une importance vitale : celle des relations financières et autres des provinces avec le gouvernement fédéral.”

Peut-on nous montrer un document par lequel les membres de la conférence interprovinciale de 1887 ont reçu mandat de s'occuper du remaniement de la constitution?..

L'honorable M. **Mercler**—*député de Saint Hyacinthe, premier ministre, commissaire de l'agriculture et de la colonisation.*—Il n'est pas dit que ces délégués ont été accrédités par les législatures des provinces... Lisez attentivement le préambule....

L'honorable M. **Lynch**—*député de Brome.*—Je ne crois pas exposer faussement les faits, et je maintiens qu'il y a là une déclaration qui n'est pas exacte. Dans toutes ces résolutions, il n'y a rien qui ait le moindre caractère légal. Dans tout ce qui s'est fait jusqu'au moment où on les a rédigées, il n'y a pas un fait d'où peut découler pour cette Législature, l'obligation morale de donner son approbation à ce projet de révision de la constitution. J'insiste d'autant plus sur ce point, que l'honorable premier ministre s'est servi de la prétention contraire comme un argument pour entraîner la majorité avec lui.

J'aborde un autre point de vue, et je me demande : Faut-il adopter ces résolutions parce qu'on a foulé aux pieds

l'autonomie de la province ? A-t-on fait un si mauvais usage du droit de désaveu qu'il faille recourir aux mesures extrêmes que renferme le document que nous discutons ? A ces questions, je réponds sans hésiter : Non.

Mais quelle est donc l'histoire, en ce qui concerne la province, de l'exercice de ce droit de désaveu ? Plus que jamais il importe pour nous d'étudier le passé, afin d'en tirer d'utiles leçons pour l'avenir. Depuis que la Confédération existe, depuis que, comme province distincte et autonome quant à ce qui concerne nos affaires locales, nous avons le droit de faire les lois que nous croyons nécessaires au bien-être et au bonheur de notre peuple, c'est-à-dire, depuis au-delà de vingt ans, trois de nos lois, sur des milliers que nous avons faites, ont été désavouées. De plus, quelle était la portée de ces lois ? Étaient-elles de nature, si elles étaient frappées de désaveu, à troubler l'harmonie des races qui habitent ce pays, ou à troubler la paix du Canada ? Non, M. le président. Et la raison pour laquelle elles ont été désavouées, la seule, l'unique raison pour laquelle elles ont été frappées de nullité, c'est parce qu'elles étaient *ultra vires* en vertu de notre constitution. Le gouvernement fédéral—et je parle sans acception de parti—croyait sincèrement que ces lois étaient inconstitutionnelles. Avec un tel passé, comment venir soutenir qu'il y avait nécessité urgente de convoquer cette conférence, et de bouleverser notre constitution ?

Peut-on aller nier l'existence de cette nécessité, qui seule justifierait une mesure aussi extrême, pour ce qui regarde nos finances. Peut-être pourrait-on trouver là un prétexte plus ou moins plausible à première vue, mais il suffit d'examiner la situation et de se rappeler ce qui s'est fait, pour se convaincre que ce prétexte n'a pas même sa raison d'être.

Le parti conservateur a abordé cette question des finances. Il a fait des démarches qui en partie ont été couronnées de succès, puisque le revenu provincial a été augmenté, grâce à ces démarches, d'un quart de million de piastres.

Nous sommes allés discuter cette question avec les ministres à Ottawa. Jamais, M. le président, je n'oublierai ce dont j'ai été témoin dans la salle maintenant historique, où siège le conseil privé à Ottawa. Nous étions là, les représentants de la province de Québec, porteurs des vœux de la Législature, en présence des représentants de tout le Canada, discutant amicalement les besoins de notre province. Nous avions devant nous Sir John A. Macdonald, dominant tous ses collègues par ses nombreux et importants états de service, par ses trente années de vie ministérielle, toutes consacrées à faire le bien de ses concitoyens. Est-ce qu'il y en a un seul parmi ceux qui étaient à cette entrevue solennelle qui puisse dire qu'il est tombé des lèvres de ce vétéran de nos luttes, un seul mot qui indiquât qu'il y avait chez lui l'ombre même d'un désir d'écraser la province de Québec ? Non, M. le président, tout chez cet homme d'état indiquait que les provinces n'avaient pas, ne pouvaient avoir de meilleur ami que lui, de défenseur plus sincère et plus convaincu.

Ce jour là les ministres fédéraux avaient interrompu leurs travaux pour nous recevoir et entendre nos demandes. Était-ce là montrer de l'hostilité contre la province ? En agissant de la sorte, voulaient-ils écraser les provinces et détruire leur autonomie ? Non, non, le peuple de la province sait qu'il n'a pas de meilleurs défenseurs de ses droits. Les hommes qui les dénoncent savent aussi que l'autonomie provinciale n'a pas d'amis plus vrais que les citoyens distingués qui nous gouvernent à Ottawa.

Mais la politique a ses mesquines exigences, le parti veut des succès à n'importe quel prix et on espère en faisant de ces appels, que la dignité de cette Chambre m'empêche de qualifier comme ils devraient l'être, remporter des triomphes éphémères. Le peuple ne peut se laisser égarer bien longtemps et le jour où il sera éclairé, le jour où il apprendra comment on l'a trompé, il s'opèrera une puissante

réaction dans l'opinion publique, réaction qui balayera tout sur son passage comme un formidable ouragan.

M. le président, quand nous nous sommes présentés devant les autorités fédérales, nous n'y sommes pas allés comme des mendiants, mais comme les avocats d'une cause juste. Nous avons travaillé à faire prévaloir les droits de la province de Québec, et cela, non pas dans l'intérêt d'un parti politique seulement, mais dans celui de toute la province.

Nous avons été entendus avec intérêt et courtoisie. Et pourquoi, M. le président, nous a-t-on écouté avec toute la bienveillance et toute la sympathie possible, si non parce que nos demandes étaient fondées en justice et en équité, et n'étaient pas entourées de cette exagération dans le fond et dans la forme que l'on ne remarque malheureusement que trop dans le travail de la conférence interprovinciale.

Si l'honorable premier ministre avait invité les représentants des autres provinces à demander simplement justice au gouvernement fédéral, en ce qui touche la question des finances, croit-il qu'il aurait été refusé? Non, jamais les ministres fédéraux n'ont donné raison à qui que ce soit de les dénoncer comme des ennemis des provinces, comme des hommes cherchant tous les moyens possibles de détruire leur autonomie.

D'ailleurs ne sommes-nous pas tous citoyens d'un même pays, ne formons-nous pas tous un même peuple? Pourquoi donc y aurait-il parmi nous des hommes animés du désir de ruiner notre avenir, et qui plus est, pourquoi ces hommes là seraient-ils ceux-là même qui ont édifié la Confédération? Comment pourrait-on expliquer un pareil désir de la part de ceux là même qui ont le plus intérêt à maintenir intacte une constitution qu'ils ont rédigée eux-mêmes et qui sera leur principal mérite devant l'histoire? Je ne puis concevoir une telle pensée chez des hommes qui

ont toujours montré autant de constance dans leurs principes et un si grand amour du bien public.

Il y a un peu plus de vingt ans, on a jeté dans cette même ville de Québec les bases de la prospérité et de l'avenir d'un grand peuple.

Depuis le premier juillet 1867, le Canada uni dans un même sentiment, a commencé une existence nouvelle. Une même pensée, une même aspiration anime chacun des habitants de ces vastes territoires. D'un bout à l'autre de la Confédération, un souffle puissant pousse tous les citoyens vers l'unité nationale pouvant seule produire les inappréciables bienfaits qui découlent de la grandeur et de la force. Nos prédécesseurs dans la carrière que nous poursuivons nous ont ouvert la voie, nous ont indiqué clairement le chemin et nous ont magnifiquement doté des institutions propres à assurer notre avenir. Il ne nous reste plus qu'à travailler dans une sécurité parfaite au développement de la fortune publique, et au perfectionnement des facultés intellectuelles dont notre peuple est si heureusement doué. Devons-nous nous déclarer, dès la première heure, impuissants à accomplir le programme que nous ont tracé nos devanciers ? Devons-nous, au lieu de marcher de l'avant, retourner pitoyablement en arrière et user notre énergie à refaire le travail qui a été si bien fait par ceux qui nous ont précédés.

Notre tâche est dans l'avenir, non pas dans le passé. Nous avons des émules à côté de nous. Imitons-les au moins si nous ne pouvons pas les surpasser. Nous pouvons sur ce sol que la Providence, dans sa munificence, nous a donné pour patrie, fonder un grand pays, une nation puissante et respectée comme la grande république qui se développe si merveilleusement au sud de nous. Comme les habitants des États-Unis, soyons fiers de notre pays, comme ils sont fiers du leur. Travaillons à notre agrandissement en donnant de la stabilité et de la vigueur à nos institutions politiques

et autres. Disons, dans un élan de vrai patriotisme, au gouvernement fédéral, non comme l'expression d'un parti, mais comme le porte-étendard de l'unité nationale, non comme le représentant d'une province ou d'une section quelconque du pays, mais comme l'organe de tout le Canada : " Vous êtes le défenseur naturel de tout le pays, protégez le faible contre les agressions du fort, faites votre devoir. Vous êtes l'autorité chargée de donner protection à la constitution, agissez en toute prudence, mais aussi en toute fermeté et votre intervention dictée par un esprit de sagesse et de justice sera toujours sacrée pour nous. "

Pensez-vous, M. le président, que si jamais il arrivait que les droits de la province seraient sérieusement menacés, qu'il ne s'élèverait pas un cri général de réprobation d'un bout à l'autre du pays et que le peuple, en masses compactes, ne ferait pas entendre une immense protestation contre ceux qui auraient mis sa constitution en danger ? Pour supposer le contraire, il faudrait tout d'abord que le peuple ne fut pas attaché à cette constitution qui a déjà tant fait pour son bonheur et qui lui promet encore tant de jours heureux dans le plus lointain avenir !

Lorsqu'en 1864, obéissant à un désir presque universel dans les provinces séparées, isolées les unes des autres qui composaient les possessions britanniques dans le Nord de l'Amérique, les hommes les plus marquants se réunirent à Québec, pour jeter les assises d'un grand peuple, une même pensée les animait. Cette réunion étaient composée des hommes politiques les plus considérables qui aient joué un rôle dans ce pays. Il est vrai qu'il y avait des absents dignes de figurer avec ceux-là. Et en passant, je me permettrai d'exprimer un regret, celui de voir que le parti libéral du Bas-Canada n'ait pas été représenté à cette convention.

Malgré toute ma bonne volonté, je n'ai jamais pu comprendre pourquoi l'honorable M. Dorion, aujourd'hui Sir Antoine Aimé Dorion, n'a pas pris part à ces travaux. J'ai toujours regretté l'absence du parti libéral à cette conférence. Si les sommités de ce parti n'ont pas donné au pays le bénéfice de leurs hautes capacités, de leur intelligence pleinement muries par de longues études et une vaste expérience, eux seuls néanmoins sont à blâmer. Quand on écrira l'histoire de cette époque mouvementée et féconde en grands événements pour notre existence nationale, le verdict qui sera rendu sera contre eux. La postérité les blâmera de ne pas avoir pris part à ce travail, suffisant à lui seul pour illustrer toute une carrière.

C'est donc ce travail que l'on nous propose aujourd'hui de reprendre en sous-main. C'est là une entreprise périlleuse, et tout concourt à me faire croire que ceux qui nous font une telle proposition, n'ont pas songé à l'immense responsabilité qu'ils prenaient et devant leurs concitoyens et devant l'histoire.

J'aborde maintenant le vif de la question. Je suis quelque peu embarrassé par la multiplicité des documents qui sont devant moi et dans lesquels je trouve de nombreux arguments contre la proposition qui est soumise à la Chambre. Mais avant d'aller plus loin, qu'on veuille bien me permettre de citer une lettre écrite par l'un de ceux qui ont pris part aux délibérations de la conférence de 1864.

M. le président une réflexion se présente naturellement à mon esprit, c'est que nous traversons maintenant, les phases diverses d'une curieuse évolution, laquelle crée un singulier état de choses au point de vue des partis politiques qui se disputent la confiance populaire. Nous voyons à l'heure qu'il est un étrange assemblage de convictions disparates. Pour ne parler que de la composition du parti ministériel, d'un côté il y a les honorables députés de